Montréal jeudi 15 novembre 2012 Le plus grand quotidien français d'Amérique
129e année N° 23 64 pages, 4 cahiers

85 ¢ taxes en sus – Édition provinciale **95 ¢**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées



Israël a lancé une attaque aérienne contre la voiture du chef de l'aile militaire du Hamas.

PHOTO REUTERS

ISRAËL FRAPPE LE HAMAS AU CŒUR

PAGES A28 ET A29

LA PRESSE

YVES BOISVERT
LAVAL : VITE LA TUTELLE !
PAGE A8

PIERRE FOGLIA
LES COQUELICOTS
PAGE A14

FRANÇOIS CARDINAL
LE PUTSCH TRANQUILLE
DÉBATS PAGE A30



Michael Applebaum

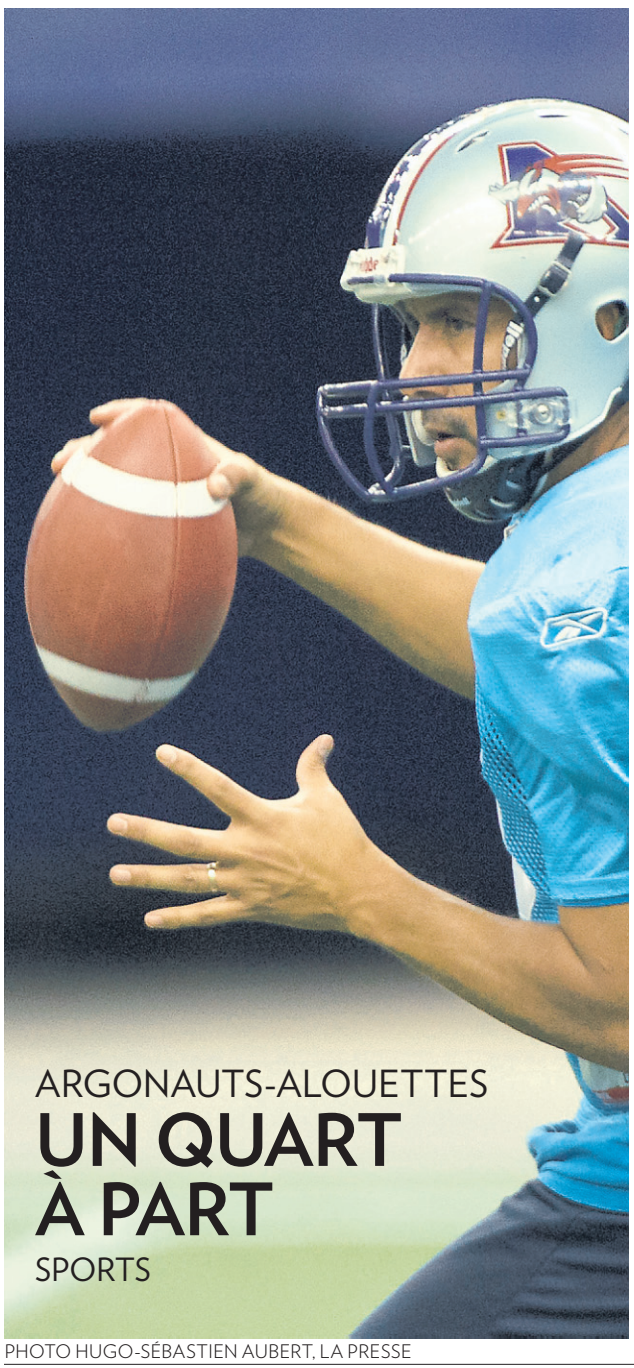
PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

MAIRIE DE MONTRÉAL

L'UNION PERD SA FORCE

Avec les démissions de six conseillers, dont celle de Michael Applebaum, le poste de maire par intérim pourrait échapper à Union Montréal.

PAGES A2 ET A3



ARGONAUTS-ALOUETTES

UN QUART À PART

SPORTS

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

TEMPS DE COCHON

Malgré des milliards en aide, l'industrie porcine est toujours en crise.

AFFAIRES

LA RÉVOLTE GRONDE CHEZ RONA

AFFAIRES

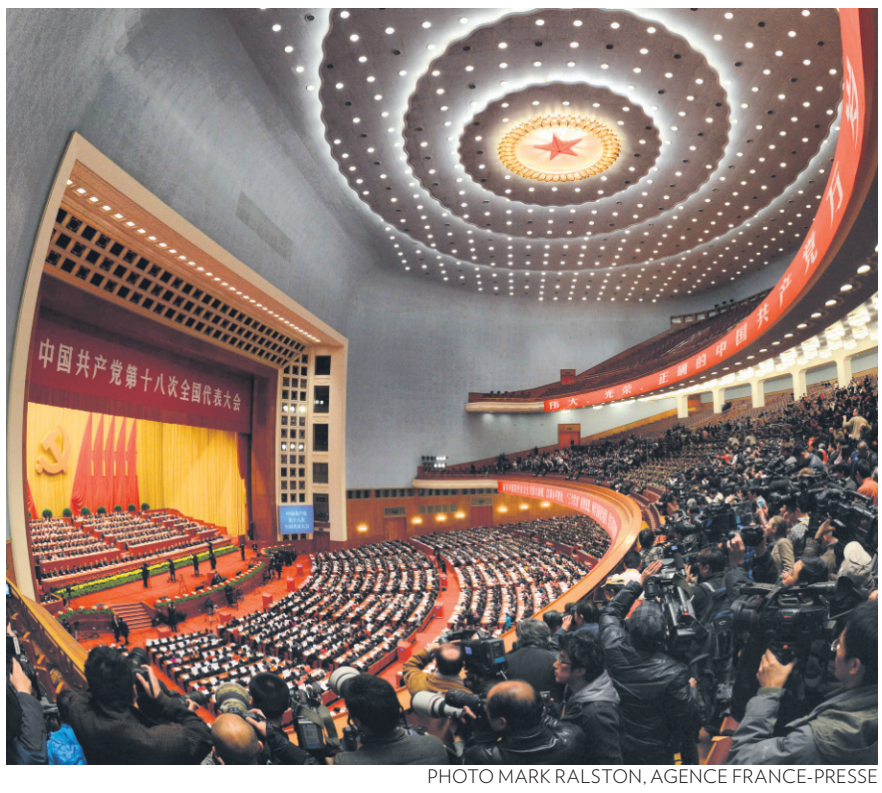


PHOTO MARK RALSTON, AGENCE FRANCE-PRESSE

CHINE

UN NOUVEAU RÉGIME

Xi Jinping prend la tête du Parti communiste et d'une direction suprême réduite de neuf à sept membres.

PAGE A27

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Les entrepreneurs prêtaient des garçonnières aux fonctionnaires. Qui a dit qu'à Montréal, on ne s'occupait pas des nids-de-poule ?

Venez voir mon blogue ! **www.lapresse.ca/laporte**

L-V 621 924 987 651

AVEZ-VOUS BESOIN DE LUNETTES POUR LIRE CETTE ANNONCE ?

Le *Laser Blended Vision* de Zeiss est **la solution** à vos problèmes de vision de près et de loin !
Un traitement tout en douceur grâce au lasik sans lame Visumax (unique au Québec).

FocusVision
Clinique de chirurgie visuelle

Dr. Michel Podtetenev
20 ans d'expérience
514 750-2001

focusvision.ca



CRISE À L'HÔTEL DE VILLE

SAIGNÉE CHEZ UNION MONTRÉAL

Avec six démissions, l'ex-parti de Tremblay perd la majorité



KARIM BENESSAIEH

Coup de tonnerre, hier, à l'hôtel de ville de Montréal: six conseillers ont coup sur coup quitté l'ancien parti de Gérald Tremblay, Union Montréal, qui a ainsi perdu sa majorité au conseil.

Dans une tentative de dernière minute pour limiter la saignée, le candidat choisi pour la mairie par intérim, Richard Deschamps, a fait deux concessions. Reprenant les propositions de son adversaire Michael Applebaum, il se dit maintenant prêt à diriger « une administration de coalition », avec un comité exécutif où siégeraient les partis de l'opposition. Il s'est également engagé à limiter la hausse du fardeau fiscal à 2,2 %.

Il a refusé de donner plus de détails sur la place qu'auraient les partis de Louise Harel et Richard Bergeron. Il a expliqué qu'il s'agissait « des modalités » qu'il souhaite négocier.

Quant aux démissions, il les a expliquées par le fait que « des gens sont moins à l'aise ». « J'aime mieux que les choses soient claires. » Son caucus, qu'il a consulté de midi à 15 h 30, hier, est « plus uni que jamais », a-t-il assuré. Y aura-t-il d'autres défections ? « Tout est possible. Il va y avoir énormément de choses qui vont se discuter. Nous allons voir la suite des choses. »

Le président du caucus, Bernard Blanchet, a minimisé le fait qu'Union Montréal perde la majorité. « Nous formons toujours le plus gros bloc d'élus, et nous avons la majorité des arrondissements. » Il estime que le résultat du vote de demain pour désigner le maire par intérim sera très serré. « C'est toujours *too close to call*. »

Président indépendant

M. Applebaum a accueilli cette volte-face de Richard Deschamps avec un haussement d'épaules. « Je comprends que M. Deschamps est arrivé peut-être un peu trop tard. J'ai expliqué clairement où je veux aller. Il peut bien parler, mais moi, j'agis et mes propositions sont claires. » Il a ajouté une précision à la coalition à laquelle il tente de rallier les deux partis d'opposition: outre le maire intérimaire, le président du comité exécutif devrait également être indépendant. La chef de l'opposition, Louise Harel, se dit d'accord avec cette exigence.

M. Applebaum a par ailleurs confirmé avoir eu une rencontre avec M. Deschamps, « très courte, d'une dizaine de minutes », qui a donné peu de résultats. « Il m'a posé des questions tout de suite et m'a dit: "Puis, qu'est-ce que vous voulez?" Je lui ai expliqué que je voulais une coalition, ça fait des années qu'on travaille ensemble, je voulais qu'il en fasse partie. Je lui ai demandé: "Avez-vous des questions?" Il m'a dit non. »

Quant à son français hésitant, « que certaines personnes trouvent charmant », a-t-il dit en riant, il ne le voit pas comme un boulet dans cette course. « Oui, je suis un anglophone, mais je suis né à Montréal, je suis un Québécois et je suis fier d'être capable de travailler et de parler en français. Je pense qu'on a dépassé cette étape. »

À quelques élus près

Louise Harel a accueilli les offres de Richard Deschamps comme « une bonne nouvelle pour les Montréalais, qui ne verront pas leur fardeau augmenter plus que l'inflation», quel que soit le candidat gagnant. Elle a par ailleurs confirmé clairement qu'elle se présenterait à la mairie en novembre 2013, et elle n'écarte toujours pas la possibilité que son parti présente son propre candidat pour l'intérim. Le caucus de Vision Montréal a lieu ce matin.

Quant au chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, il ne s'est pas adressé aux médias, hier. « On rencontre tout le monde », a expliqué laconiquement son attachée de presse, Catherine Maurice.

Avec les six départs d'hier, Union Montréal ne détient plus que 29 des 64 sièges de conseillers à l'hôtel de ville – 30 en comptant le conseiller indépendant Bertrand Ward, qui appuie toujours l'ancien parti de Gérald Tremblay. Techniquement, pour devenir maire, M. Applebaum doit compter sur l'appui de 6 élus, en plus des 26 conseillers de l'opposition, lors du scrutin secret qui se tiendra demain à l'hôtel de ville. Il pourra miser sur au moins quatre des cinq démissionnaires d'hier.

Quant à Richard Deschamps, il devra se passer du vote de Claude Dauphin, qui sera absent le jour du scrutin en raison d'une « activité prévue depuis longtemps », a appris *La Presse* hier.



Alain Tassé



Lionel Perez



Frank Venneri



Susan Clarke

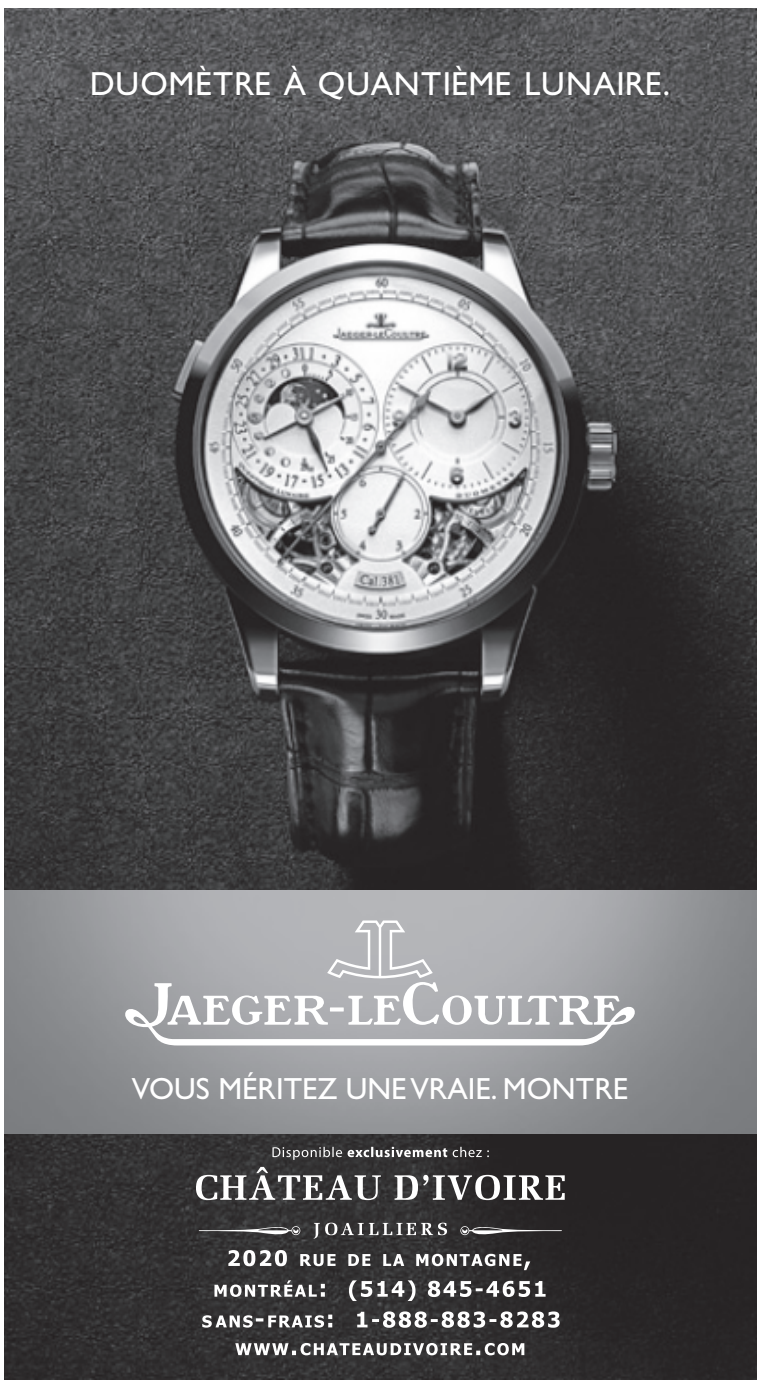


Frantz Benjamin



Michael Applebaum

PHOTOS FOURNIES PAR UNION MONTRÉAL





SOMMAIRE

Amusez-vous !	SPORTS **8**
Astrologie du jour	AFFAIRES **14**
Bourses	AFFAIRES **10 et 11**
Débats	A **30 et 31**
Décès	AFFAIRES **13**
Horaire télévision	ARTS **8**
Loteries	A **18**
Monde	A **26 à 29**
Petites annonces	AFFAIRES **12**
Sudoku	AFFAIRES **4**
Trait d'union	AFFAIRES **14**

Météo

Passages nuageux, maximum **4**, minimum **-4**. AFFAIRES **12**

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SANTÉ

CAHIER REPORTÉ

En raison de problèmes techniques indépendants de notre volonté, la publication du cahier Santé prévue pour aujourd'hui est reportée à demain. Nos excuses.



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Cinq démissionnaires appuient Applebaum

KARIM BENESSAIEH

Lionel Perez, Susan Clarke, Frank Venneri, Alain Tassé et Frantz Benjamin ont confirmé leur départ de l'ancien parti de Gérald Tremblay. Michael Applebaum a officialisé le sien pour pouvoir déposer formellement sa candidature aujourd'hui. L'ex-président du comité exécutif, qui a claqué la porte vendredi dernier, est assuré de l'appui des quatre premiers. Seul M. Benjamin a laissé planer le doute et affirme être toujours en réflexion.

En entrevue, il a expliqué hier être insatisfait des réponses d'Union Montréal à ses demandes. Il exigeait notamment l'annulation de la hausse de 3,3 % du fardeau fiscal et « l'apaisement » des débats au conseil municipal.

« J'en suis arrivé à la conclusion que je contribuerai mieux à cet apaisement en siégeant comme indépendant, a-t-il déclaré. On doit se ressaisir, arrêter de se lancer de la boue. Ça finira par nous retomber dessus. »

Il y a deux semaines, il a annoncé qu'il quittait le caucus d'Union Montréal pour réfléchir. Le conseiller l'avoue sans détour: il a été ulcéré par la sortie « cavalière » de son ex-collègue Alan DeSousa, qui a douté publiquement de la loyauté de Michael Applebaum. Quant à l'impact de la hausse du fardeau fiscal, il rappelle qu'il sera encore plus marqué dans son district (Saint-Michel), frappé d'une hausse moyenne de 4,1 %. « C'est inacceptable. Je connais des gens qui perdent leur maison parce qu'ils ont de la difficulté à payer leur compte de taxes. »

Bons coups

Quant à Frank Venneri, conseiller du district François-Perreault, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, il a expliqué ne plus se sentir « à l'aise au sein d'Union Montréal, pour toutes sortes de raisons ». Il demande aussi la révision de la hausse de l'impôt foncier annoncée pour 2013. « Le seul qui ait répondu à cette préoccupation, c'est Michael Applebaum. J'ai entièrement confiance en la compréhension de M. Applebaum pour l'ensemble des Montréalais. » Il souligne les bons coups de l'ex-président du comité exécutif, notamment sa réforme du financement des arrondissements et la centralisation de certaines activités de la Ville, dont l'approvisionnement et les embauches.

Alain Tassé, conseiller de l'arrondissement de Verdun, estime quant à lui que les partis politiques « ne sont pas les meilleurs véhicules pour faire avancer les choses au conseil municipal ». Il se décrit sans détour comme un « fan de Michael Applebaum », dont il apprécie l'intégrité et l'éthique de travail.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE

La répartition des sièges risque encore de bouger à l'hôtel de ville de Montréal.

ACTUALITÉS

La fin d'une époque



MICHÈLE OUIMET
CHRONIQUE

Le parti de Gérald Tremblay, Union Montréal, vient de perdre sa majorité au conseil municipal. C'est la fin d'une époque, la fin de la domination d'un parti qui a régné sur Montréal pendant 11 ans.

Hier, six conseillers ont quitté le navire. Union Montréal ne détient plus que 29 des 64 sièges au conseil. Je ne vais pas verser de larmes sur le sort d'Union Montréal. Au contraire. Si ce qui se raconte à la commission Charbonneau depuis un mois est vrai, la cascade de démissions est saine et prouve que les gens ne sont pas des imbéciles.

Les témoignages entendus à la Commission sont stupéfiants. Union Montréal aurait accepté de l'argent sale, des ristournes versées par des entrepreneurs, sans oublier la mafia qui aurait rôdé autour du parti. Ce ne sont que des allégations, il n'y a aucune accusation, mais les témoignages sont troublants, tellement troublants que Gérald Tremblay a cédé sous la pression et remis sa démission.

C'est ce parti éclaboussé par les scandales qui a perdu sa majorité. Une bonne nouvelle pour la démocratie. Je me retiens pour ne pas dire bon débarras. On est loin de Laval, où le maire Vaillancourt a régné en roi et maître pendant 10 ans, sans l'ombre d'une opposition. Le gouvernement du Québec a d'ailleurs décidé, avec raison, de nommer un vérificateur pour veiller au grain. À Montréal, la situation est complètement différente. L'opposition est vigoureuse et combative.

■■■

Richard Deschamps, qui a succédé à Gérald Tremblay, peut se compter chanceux. Il n'a perdu que six conseillers. Sentant le tapis lui glisser sous les pieds, il a fait un virage à 180 degrés et piqué les idées de Michael Applebaum, son rival à la mairie de Montréal. Mardi, Deschamps ne voulait rien savoir d'un comité exécutif de coalition et il tenait mordicus à sa hausse d'impôt foncier de 3,3 %. Hier, il jetait ces idées à la poubelle et imitait Applebaum en disant oui à un comité exécutif de coalition et oui à une baisse d'impôt foncier. Une tentative désespérée pour stopper l'hémorragie.

Même si Union Montréal a perdu sa majorité, la Ville ne plongera pas dans l'instabilité, car les partis sont condamnés à s'entendre. Personne ne détient la majorité.

Michael Applebaum, qui a été le bras droit de Gérald Tremblay, fait partie des six démissionnaires. Comme Deschamps, il a les yeux fixés sur la mairie. Vendredi, les 64 conseillers vont élire le prochain maire.

Applebaum mène une campagne féroce. Il a des idées, il donne des points de presse et il multiple les rencontres avec les deux partis de l'opposition, Vision Montréal de Louise Harel et Projet Montréal de Richard Bergeron. Il a aussi discuté avec Richard Deschamps hier matin. La rencontre a été brève, à peine 10 minutes. Les deux hommes ne sont pas sur la même longueur d'onde, même si Deschamps ne s'est pas gêné pour voler les idées d'Applebaum.

Vision et Projet Montréal négocient serré. Ils sont prêts à donner leur appui à Applebaum ou à Deschamps et à faire partie d'un comité exécutif de coalition, mais à certaines conditions. Des conditions raisonnables. Montréal a rarement connu une telle effervescence. Après les années de plomb de Gérald Tremblay, ce coup de fouet démocratique est drôlement intéressant.

■■■

Même si Union Montréal a perdu sa majorité, la Ville ne plongera pas dans l'instabilité, car les partis sont condamnés à s'entendre. Personne ne détient la majorité. Qui sera le prochain maire de Montréal? Richard Deschamps? Michael Applebaum? Un candidat de Vision ou Projet Montréal? Votre boule de cristal vaut la mienne. Une chose est certaine, les partis doivent pactiser s'ils veulent ramasser les 33 voix nécessaires à l'élection du nouveau maire. Une autre chose est tout aussi certaine: le prochain comité exécutif sera formé par une coalition, la même qui va élire le maire. Une coalition fragile, certes, mais une coalition qui vaudra 100 fois mieux que la domination d'Union Montréal, dont la réputation est gravement entachée.

Ça aussi, c'est une bonne nouvelle.

■■■

Parlons maintenant du français de Michael Applebaum. Il fait des fautes, c'est vrai, il parle un « *broken French* » de rue, c'est vrai aussi, mais il est né à Montréal et il a été élevé à Montréal. C'est un anglophone, eh oui, et un Montréalais pure laine qui respecte le français. Tous ses points de presse commencent en français, jamais en anglais.

Et son français est 100 fois meilleur que l'anglais de Louise Harel qui, je tiens à le souligner, s'est grandement amélioré. Imaginez une coalition entre Louise Harel, une souverainiste que les anglophones haïssent pour mourir, et Michael Applebaum. Ce qui est fort plausible. C'est la réalité de Montréal… et de la politique municipale, où la fidélité au parti est toujours fragile. D'abord le pouvoir, ensuite le parti.

Pour joindre notre chroniqueuse : **mouimet@lapresse.ca**



UNIQUE MANUFACTURIER
3
ANNÉES CONSÉCUTIVES

Votre famille
est aussi notre famille.

En matière de sécurité, la perfection demeure notre référence. Si ce n'est pas assez sécuritaire pour nos familles, nous ne penserions même pas l'offrir à votre famille. C'est pourquoi nous sommes le seul constructeur avec la mention « Meilleur choix sécurité » de l'IIHS pour tous nos modèles, et ce, pour une troisième année consécutive. À peine sur le marché, la toute nouvelle **XV Crosstrek 2013** s'est déjà méritée la mention « Meilleur choix sécurité » de l'IIHS. Car la sécurité des familles ne mérite rien de moins que la perfection.

subaru.ca

Meilleur choix sécurité †
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY
GAMME SUBARU 2012

SUBARU
Confiance et évolution

JAPONAIS ET PLUS ENCORE !
Association des concessionnaires **Subaru** du Québec | www.quebec.concessionsubaru.ca

† Mention « Meilleur choix sécurité » pour la Gamme Subaru 2012. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible à l'essai de résistance de toit (test de capotage) ainsi que dans les essais de collision frontale déportée à 40 mi/h (65 km/h), de collision latérale à 31 mi/h (50 km/h) et de collision arrière à 20 mi/h (32 km/h) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IIHS) (www.iihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention « Meilleur choix sécurité » de l'IIHS pour tous ses modèles, et ce, pour une troisième année consécutive.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE
Gilles Vaillancourt

Menaces contre Vaillancourt
Craintes non fondées

Les craintes suscitées par des menaces provenant peut-être du milieu criminel italien, qui avaient causé un important déploiement policier autour de l'ex-maire de Laval Gilles Vaillancourt le jour de sa démission, auraient été classées comme « non fondées ».

Vendredi dernier, la maison de Gilles Vaillancourt a été placée sous surveillance policière. C'est même un policier qui aurait conduit sa voiture pour l'amener à l'hôtel de ville lorsqu'il y a annoncé sa démission. Pendant son allocution, de nombreux policiers étaient présents, de même que des membres du groupe d'intervention de la police de Laval – un déploiement aussi important qu'inhabituel.

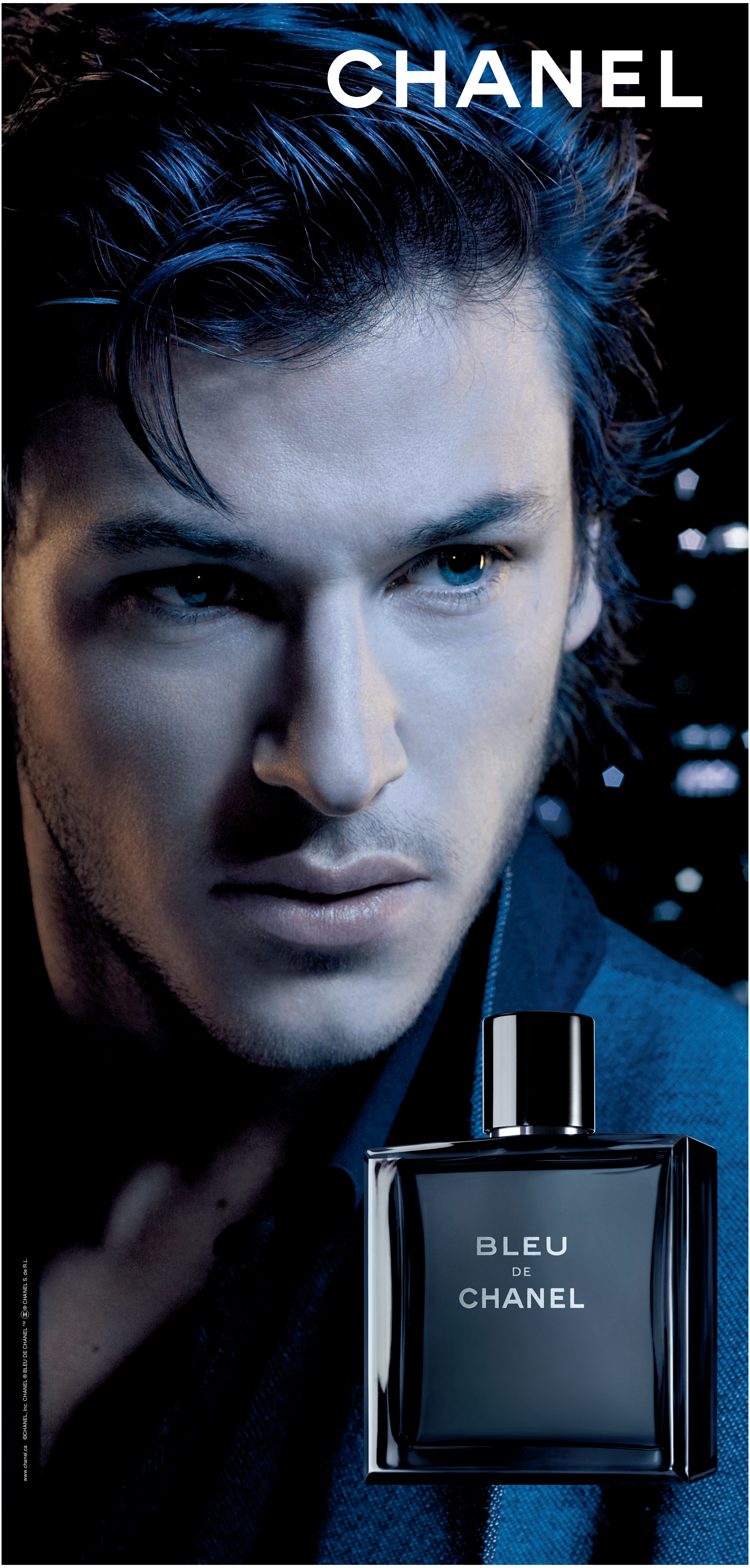
Au cours des jours précédents, la police de Laval a reçu de la Gendarmerie royale du Canada des renseignements selon lesquels certaines personnes voulaient s'en prendre à Gilles Vaillancourt.

La menace n'a pas été faite directement au maire. Un informateur aurait relayé aux policiers l'information selon laquelle la « mafia va passer les maires » visés par des allégations de corruption, en nommant Gilles Vaillancourt.

Mais l'enquête a conclu que les craintes n'étaient pas fondées. Comme l'ex-maire est désormais un « citoyen ordinaire », on a mis fin aux activités de surveillance.

« Évidemment, même pour un citoyen ordinaire, s'il était visé par une menace sérieuse, il y aurait possibilité de mesures de protection. Mais, dans ce cas, nous estimons que ça n'est plus justifié », a expliqué l'agente Nathalie Lorrain, porte-parole de la police de Laval.

— David Santerre



www.chanel.ca ©CHANEL, Inc. CHANEL ® BLEU DE CHANEL ™ ⓓ® CHANEL S. de R.L.

COMMISSION CHARBONNEAU

La probité de l'ingénieur Yves Themens mise en cause



BRUNO BISSON

La probité de l'ingénieur Yves Themens a été durement mise en doute, hier, par la juge France Charbonneau, qui a remis en question son absence de réaction devant les prix galopants des centaines de contrats de voirie qu'il a gérés pour la Ville de Montréal de 2004 à 2011.

Pendant qu'il expliquait à un avocat de la Ville de Montréal pourquoi il n'a jamais sonné l'alarme en constatant les hausses de coûts, la présidente de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction s'est impatientée et a demandé à M. Themens s'il n'était qu'un *rubber stamp*.

« Si vous vous rendiez compte qu'il y avait des matériaux, par exemple, qui passaient du simple au double dans le coût, vous ne vous posiez pas de questions ? Vous ne vous demandiez pas, vous signiez, et ça finit là ? », lui a demandé la présidente.

Visiblement ébranlé, le témoin a répété ce qu'il avait déjà dit à l'avocat de la Ville, Me Martin St-Jean : « ce n'était pas [sa] responsabilité », ce sont les ingénieurs à la conception qui étaient responsables des estimations de coûts dans les appels d'offres.

Pendant presque sept ans, M. Themens a reçu, vérifié, approuvé et fait cheminer dans la machine administrative de la Ville de Montréal des dizaines d'appels d'offres truqués par l'ingénieur à la retraite Gilles Surprenant. Les manipulations de coûts réalisées par celui-ci au début des années 2000 avaient laissé une « trace » indélébile dans les outils utilisés par la Ville pour estimer le coût de ces contrats (voir autre texte).

« Ce n'était pas mon travail de contester et de surveiller chacune des estimations préparées par chacun des ingénieurs », a affirmé M. Themens. Il a par ailleurs reconnu qu'il n'existait pas de personnel ou de ressources pour faire de telles vérifications dans les paliers administratifs supérieurs, où cheminaient ensuite ses contrats.

Des dizaines d'appels

La journée avait mal commencé pour M. Themens. Dès la reprise de l'interrogatoire principal par la procureure de la Commission, Me Claudine Roy, il a dû expliquer pourquoi plusieurs dizaines de communications avec des entrepreneurs en construction – y compris hors des heures de bureau – figuraient sur le relevé d'appels de son téléphone cellulaire.

Le relevé de ses appels, rendu public par la Commission, révèle 46 conversations avec l'entreprise de construction ATG ou son dirigeant Alex Sciascia. L'ingénieur a aussi communiqué 43 fois avec l'entreprise Pavages CSF ou Domenico Camalleri, son principal dirigeant. Il a aussi eu 25 autres communications avec Joey Piazza, de Construction TGA.

Hors, depuis le début de son témoignage, M. Themens a souligné à maintes reprises avoir peu de relations directes avec les entrepreneurs, en raison du caractère administratif de son travail. Il a imputé la plupart des appels d'entrepreneurs à des clarifications sur des détails administratifs.

M. Themens a aussi été pris de court lorsque la Commission a produit une facture de 2700 $ payée par l'entreprise de Lino Zambito, Infrabec, pour un

La présidente de la Commission d'enquête sur l'industrie de la construction, France Charbonneau, s'est impatientée et a demandé à Yves Themens s'il n'était qu'un *rubber stamp*.



PHOTO NINON PEDNAULT, ARCHIVES LA PRESSE

La commissaire France Charbonneau.

Canon

Le Rebel en pleine évolution

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 200$

EOS REBEL T3i

Ensemble EOS Rebel T3i avec 18-55mm IS II

619,99$ Rég. 749,99$

CA 5169B004

Ensemble Canon EOS Rebel T3i avec 18-55mm IS II et 55-250mm IS

849,99$ Rég. 1 049,99$

CA T3IDUOIS

· 18 mégapixels, jusqu'à 12 800 iso
· Vidéo HD intégrale avec contrôles manuels
· Écran orientable 3po, mesure 63 zones

ÉCONOMISEZ 260$

Canon

569,99$ Rég. 829,99$

ENS. EOS REBEL T3 AVEC 18-55MM IS II ET 75-300MM

• 12,2 mégapixels, écran 2,7po
• Jusqu'à 6 400 ISO, vidéo HD
• Mesure 63 zones, 3ips
• Garantie de 1 an

CA T3DUON-2

ÉCONOMISEZ 200$

Canon

899,99$ Rég. 1 099,99$

ENS. EOS REBEL T4I AVEC 18-135MM IS STM

• 18 mégapixels, jusqu'à 25 600 ISO
• Vidéo HD intégrale avec AF continu
• Écran tactile et orientable 3po, 5ips
• Garantie de 1 an

CA 6558B006

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 250$

Canon EOS 5D MARK II

1 799,99$ Rég. 2 049,99$

CA 2764B005

ENS. EOS 5D MARK II AVEC 24-105MM L IS

2 599,99$ Rég. 2 849,99$

CA 2764B006

• 21,1 mégapixels, plein capteur CMOS
• Boîtier résistant aux intempéries,
• Écran 3po, vidéo HD 1080p
• Jusqu'à 25 600 ISO, garantie de 1 an

Canon

849,99$ Rég. 879,99$

NOUVEAU ENS. EOS M AVEC 18-55MM STM ET FLASH

• 18 mégapixels, capteur CMOS (APS-C)
• Vidéo HD 1080p avec AF continu
• Jusqu'à 25 600 ISO, écran 3po tactile
• Garantie de 1 an
• Disponible en noir, rouge ou blanc

CA 6609B014

ÉCONOMISEZ 70$

Canon

459,99$ Rég. 529,99$

NOUVEAU POWERSHOT G15

• 12,1 mégapixels, objectif f/1.8-2.8
• Zoom optique 5x grand-angle
• Écran ACL 3po, vidéo HD 1080p
• Stabilisateur d'image optique
• Garantie de 1 an

CA 6350B005

ÉCONOMISEZ 100$

Canon

429,99$ Rég. 459,99$

OBJECTIF EF 50MM F/1.4 USM

• Portatif et d'excellente qualité
• 2 lentilles à haut indice de réfraction
• Images piquées, min. de parasites
• 7 lentilles réparties en 6 groupes
• Garantie de 1 an

CA 2515A003

ÉCONOMISEZ 100$

Canon

1 649,99$ Rég. 1 749,99$

OBJECTIF EF 16-35 MM F/2.8 L II USM

• 16 éléments en 12 groupes
• Mise au point manuelle en tout temps
• 3 lentilles asphériques
• Étanche à l'humidité
• Garantie de 1 an

CA 1910B002

ÉCONOMISEZ 80$

Canon

249,99$ Rég. 329,99$

ENS. FLASH 320EX AVEC PILES ET CHARGEUR ANSMANN

• Nombre Guide 32m/105pi à 100 ISO
• Orientation verticale et horizontale
• Fonction asservi sans-fil
• Garantie de 1 an

CA KIT320EX

ÉCONOMISEZ 70$

Canon WiFi

629,99$ Rég. 699,99$

VIXIA HF M52

• HD intégrale, écran tactile 3po
• Zoom 10x optique, Wi-Fi intégré
• Mémoire int. de 32 Go, CMOS 1/3po
• Stabilisateur optique intelligent
• Garantie de 1 an

CA 6093B004

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 60$

GITZO TRÉPIED GT1542T

589,99$ Rég. 649,99$

AM GT1542T

• L'équilibre entre capacité et poids
• Poids: 1kg, supporte: 8kg

TÊTE DE TRÉPIED GH1780QR

259,99$ Rég. 279,99$

AM GH1780QR

• Nouveau design
• Extrêmement bien balancée

VENTE ET LOCATION | LABORATOIRE PHOTO | ATELIERS DE PHOTO ET VIDEO | Lozeau.com

SERVICE DE RÉCLAMATION D'ASSURANCE | RÉPARATION ET ENTRETIEN | DÉPT. COMMERCIAL 514 274 4428

6229, SAINT-HUBERT, MONTRÉAL | T 514 274 6577 | DÈS 8H EN SEMAINE ET 9H LES FINS DE SEM.

Lozeau L'EXPÉRIENCE PHOTO VIDÉO

Offres valides du 15 au 21 novembre 2012. Photos peuvent différer. Aucune commande spéciale. « Lozeau », les logos Lozeau et tous slogans, images et symboles relatifs à Lozeau sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de L.L.Lozeau Ltée.

Manque de personnel

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Un autre fonctionnaire de Montréal s'est plaint devant la commission Charbonneau des conséquences du manque de personnel à la Ville. Michel Paquette, surveillant de chantier, a indiqué avoir parfois « tourné les coins ronds » en raison de sa surcharge de travail.

Vingtième témoin de la Commission, l'homme de 52 ans travaille depuis 19 ans à la Ville de Montréal. À son embauche, en 1993, Michel Paquette affirme que 13 autres collègues faisaient comme lui la surveillance des chantiers. Mais au moment des défusions, il ne restait plus que lui.

Durant la seule année 2005, il calcule avoir surveillé des chantiers d'une valeur de 22 millions, ce qui équivaut à trois fois une année normale. « C'était très intense. C'était beaucoup de temps supplémentaire, mais il y a des limites à un moment. »

Le travail de Michel Paquette consistait à visiter quotidiennement les chantiers pour prendre en note les imprévus susceptibles d'entraîner des extras. Parfois responsable de trois ou quatre chantiers à la fois, le fonctionnaire a reconnu que « des fois, ça va vite, et on peut tourner les coins ronds au niveau des écrits. On n'a pas le temps de tout écrire ».

Michel Paquette a reconnu qu'il a déjà noté des « situations » sans les avoir constatées par lui-même. Il dit toutefois l'avoir fait seulement avec trois entreprises avec qui il avait une bonne relation de confiance, soit Garnier, Bentech et F. Catania.

Le fonctionnaire a également reconnu s'être fait payer des parties de golf et des bouteilles de vin par des entreprises avec qui il travaillait.

Le 1er octobre, l'ex-entrepreneur Lino Zambito a indiqué que Michel Paquette collaborait à l'attribution d'extras bidon. « J'ai fait un ou deux projets avec lui, c'était des petits projets minimes, pas de grosse envergure, mais c'est quelqu'un qui s'organisait pour que les extras, quand il y avait des extras bidon, ça fonctionne. »

Le fonctionnaire à la retraite Gilles Surprenant a indiqué durant son témoignage que Michel Paquette « touchait des montants » des entreprises. Celui-ci n'a toutefois pas été interrogé à ce sujet, hier. Son témoignage se poursuit ce matin. Il sera suivi d'un autre surveillant de chantier, François Thériault, qui aurait empoché l'équivalent de 15 % des faux extras autorisés, selon Lino Zambito.

séjour d'une semaine dans un hôtel du Mexique qui incluait « chambres, repas, boissons, fiestas, activités sportives, taxes et pourboires » pour trois personnes, en novembre 2008.

Ces trois personnes étaient M. Themens et les ingénieurs Gilles Surprenant et Luc Leclerc.

Selon M. Themens, « ce n'était pas [son] travail de contester et de surveiller chacune des estimations préparées par chacun des ingénieurs ».

M. Themens a reconnu avoir fait ce voyage, mais a affirmé qu'il avait versé 1000 $ à une entreprise de voyage référée par M. Zambito pour payer son séjour à Nuevo Vallarta. M. Themens s'est engagé à présenter d'ici 10 jours, à la Commission, un double du chèque de 1000 $ qu'il a signé pour ses frais de voyage.



PHOTO TIRÉE D'UNE VIDÉO DE LA CEIC, LA PRESSE

L'ingénieur Yves Themens témoignait devant la commission Charbonneau, hier.

L'EFFET « SURPRENANT »

En 2010-2011, la Ville de Montréal découvre que les estimations de coûts réalisées à l'interne pour ses contrats d'asphaltage, de trottoirs, de conduites d'eau et d'égouts sont de 25 à 35 % supérieures aux prix offerts par les entrepreneurs. Son consultant Luqs, qui évalue aussi le coût des contrats, n'est pas beaucoup plus précis. C'est l'« effet Surprenant ». Au début des années 2000, l'ingénieur à la conception, Gilles Surprenant, a manipulé les données de coûts pour faire gonfler artificiellement les prix. Lorsque la Ville met en place un logiciel spécialisé pour produire les estimations, celui-ci est alimenté par des données de coûts gonflées par les manipulations de Gilles Surprenant. Voici trois exemples de contrats attribués pour des sommes jusqu'à 53 % moins élevées que les estimations de la Ville.

Secteur : Égouts et conduites d'eau

Le projet : Reconstruction de l'égout combiné du boulevard Saint-Joseph entre l'avenue du Parc et la rue Saint-Urbain. Arrondissement du Plateau-Mont-Royal (février 2011).

Contrat attribué à Bentech

Estimation de la Ville de Montréal:	3 780 430 $
Estimation de Luqs (consultant):	3 424 736 $
Prix le plus bas en soumissions :	2 854 990 $
Écart avec l'estimation de la Ville :	↓ 24 %
Écart avec l'estimation de Luqs :	↓ 17 %

Secteur : Asphaltage et trottoirs

Le projet : Construction d'un remblai pour la déviation temporaire d'une voie ferrée du CP (projet du CUSM). Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (mars 2011).

Contrat attribué à Simard-Beaudry

Estimation de la Ville de Montréal:	3 078 850 $
Estimation de Luqs (consultant):	2 997 556 $
Prix le plus bas en soumissions :	2 162 148 $
Écart avec l'estimation de la Ville :	↓ 30 %
Écart avec l'estimation de Luqs :	↓ 28 %

Secteur : Pistes cyclables

Le projet : Piste cyclable en site propre sur le boulevard Morgan, entre l'avenue Clark-Graham et le chemin Sainte-Marie. Municipalités de Baie-d'Urfé et de Sainte-Anne-de-Bellevue (août 2010).

Contrat attribué à la firme Bucaro

Estimation de la Ville de Montréal:	482 913 $
Estimation de Luqs (consultant):	283 637 $
Prix le plus bas en soumissions :	225 324 $
Écart avec l'estimation de la Ville :	↓ 53 %
Écart avec l'estimation de Luqs :	↓ 21 %



20 % de rabais
SUR TOUS LES MANTEAUX D'HIVER*



100 $ de rabais
SUR CES DEUX MANTEAUX



Manteau Horizon **Alizée**
Pour femmes
179,99 $
~~279,99 $~~

alizée

Manteau Serac **Alizée**
Pour hommes
Couleurs disponibles : gris, noir
229,99 $
~~329,99 $~~

LA CORDÉE 60
ON A VU NEIGER ANS

LAVAL MONTRÉAL SAINT-HUBERT LACORDEE.COM

*Sur les produits à prix régulier seulement. Promotion valide pour une durée limitée.
Les manteaux Canada Goose sont exclus de cette promotion. Aucune commande spéciale.

ACTUALITÉS

Laval : vite la tutelle !



YVES BOISVERT
CHRONIQUE



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

Basile Angelopoulos (au centre) se demande ce qui justifie l'envoi d'un vérificateur à Laval.

Outrés, mesdames et messieurs, ils sont outrés !

La police débarque chaque jour à Laval pour son enquête sur la corruption… Mais les gens du conseil municipal de l'endroit sont choqués de voir débarquer un vérificateur.

« Le gouvernement n'a visiblement plus confiance dans le conseil de ville qui a été élu par les citoyens », a déploré Basile Angelopoulos, président du comité exécutif.

Euh… Pas seulement le gouvernement ! Quel individu sain d'esprit peut avoir confiance en ce conseil à parti unique qui n'a jamais rien vu ?

Ceux qui leur donnaient généreusement le bénéfice du doute après la démission de Gilles « Enveloppe » Vaillancourt ont perdu leurs illusions, j'espère.

Si ce conseil est honnête, il devrait accueillir avec joie l'arrivée d'un vérificateur nommé par Québec. Il devrait organiser une fanfare pour inaugurer un temps nouveau ! Le défilé de la transparence et de l'intégrité, juste après celui du père Noël !

Mais au lieu de se réjouir ou de se résigner, le numéro 2 de la Ville a décidé de bouder.

Il se demande ce qui justifie « cette mesure exceptionnelle » et exige des explications !

Euh… Soixante-dix policiers à l'hôtel de ville pour une grande enquête sur la corruption, est-ce que ça commence à ressembler à une justification ? Perquisitions chez le maire ? Condo dans une tour « dézonée » miraculeusement ? Actes notariés par un prestidigitateur du droit ? Police chez Dessau, chez d'autres firmes de génie, chez des constructeurs ? Enveloppe à gauche, à droite…

Et ce type se demande ce qui justifie cette mesure exceptionnelle ? Le ministre Sylvain Gaudreault a parfaitement raison.

M. Angelopoulos annonce que le conseil refuse d'élire un maire de remplacement tant qu'il n'aura pas reçu d'explications du ministre.

Ah oui ? Parfait. N'en élisez pas.

S'ils sont trop insignifiants pour comprendre pourquoi il faut surveiller de près cette ville qui pue la corruption, ils n'ont pas la compétence requise pour choisir un maire, même pour un an.

Cette réaction à elle seule justifie la mise sous tutelle immédiate de la troisième ville au Québec.

Qu'ont-ils à cacher ?

Ou bien ils ont été les complices silencieux d'un système, ou bien ils sont tous d'une telle naïveté qu'ils devraient réclamer eux-mêmes la venue d'un vérificateur.

Si vraiment la Ville de Laval est aussi corrompue qu'on le dit depuis aussi longtemps, et si cette enquête policière est justifiée, il faudra en conclure que ce conseil municipal a été d'une incompétence absolument catastrophique.

S'ils sont trop insignifiants pour comprendre pourquoi il faut surveiller de près cette ville qui pue la corruption, ils n'ont pas la compétence requise pour choisir un maire, même pour un an.

Leur dernière chance, les membres du conseil viennent de la rater en refusant un vérificateur. Cette bouderie suspecte les disqualifie tous – sauf celle qui a abandonné le parti du maire. Ces gens-là ne comprennent vraiment pas ce qui se passe en ce moment.

Ce n'est pas à eux de demander des explications, c'est au gouvernement de leur en réclamer !

Ce qui est inacceptable, ce n'est pas qu'on envoie un vérificateur, c'est qu'on n'en ait pas envoyé plus tôt. C'est à lui, M. Angelopoulos, d'expliquer comment ça se passe à Laval. C'est à lui de rassurer les citoyens qui ont « élu démocratiquement » ce conseil.

C'est exactement le contraire qu'il a fait.

Devant autant de nullité, il n'y a pas vraiment d'autre solution que la tutelle.





PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Pauvreté La corruption est « le plus grand meurtrier », selon Bono

Le chanteur irlandais Bono a déclaré hier que la corruption était le fléau « le plus meurtrier » sur le globe, lors d'une conférence sur la pauvreté au siège de la Banque mondiale (BM). « Tout le monde ici sait que la corruption est actuellement le plus grand meurtrier de tous, pire que le sida, la tuberculose ou la malaria », a déclaré le leader de U2 et cofondateur de l'organisation non gouvernementale ONE, qui lutte contre la pauvreté. « Il ne s'agit pas simplement de corruption au sud de l'équateur, mais également d'idées corrompues au nord de l'équateur et même de corruption réelle au nord de l'équateur », a déclaré Bono à Washington lors d'un échange d'une heure avec le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim. Selon Bono, garantir la transparence serait le plus grand « accélérateur » pour la lutte contre la pauvreté.

— Agence France-Presse

Transports Canada – Rappel No 2012-234

Avis de rappel de sécurité volontaire de BFGoodrich / Uniroyal

Cet avis est publié conformément aux exigences de la *Loi sur la sécurité automobile* (Canada).

BFGoodrich® et Uniroyal® ont décidé qu'un défaut relié à la sécurité automobile existe dans certains pneus de remplacement de marque BFGoodrich® et Uniroyal®, et ils font l'objet d'un rappel de sécurité volontaire au Canada. Ces pneus sont généralement utilisés sur des camions légers commerciaux et des fourgonnettes de grande taille.

Il se peut qu'un de ces pneus faisant l'objet du rappel subisse une perte de bande de roulement et/ou une fuite d'air rapide résultant d'une séparation entre la ceinture d'acier et la bande de roulement. Cette condition peut accroître les risques d'accident routier.

DESCRIPTION DU PNEU	INFORMATION DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS
LT235/85 R16 120Q LRE BFGoodrich Commercial T/A A/S	Séquence BF0R JD11, Périodes de production 1310 à 2912
LT245/75 R16 120Q LRE BFGoodrich Commercial T/A A/S	Séquence BE11 JD11, Périodes de production 1310 à 0312 Séquence BF11 JD11, Périodes de production 1311 à 5211
LT235/85 R16 120Q LRE Uniroyal Laredo HD/H	Séquence BF0R JDUU, Périodes de production 1310 à 2912
LT245/75 R16 120Q LRE Uniroyal Laredo HD/H	Séquence BE11 JDUU, Périodes de production 1310 à 0312 Séquence BF11 JDUU, Périodes de production 1311 à 5211

* L'information du ministère des Transports est moulée dans le flanc de chaque pneu.

Les détaillants autorisés remplaceront les pneus affectés par un produit similaire sans frais pour le propriétaire. Pour plus d'information, consultez les sites www.pneusbfgoodrich.ca/rappelvolontaire ou http://www.fr.uniroyal.ca/rappelvolontaire ou appelez le Service aux consommateurs de BFGoodrich/Uniroyal au numéro 1-888-863-7777.

ÉLIMINATION DU PLACEMENT SYNDICAL

La date butoir est reportée



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Agnès Maltais dit avoir l'intention d'éliminer le placement syndical.

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — De l'opposition chez les syndicats, des problèmes informatiques et même un conflit de travail: tout était en place pour un report de la date butoir pour l'élimination du placement syndical. L'objectif du 2 décembre 2012 est reporté au 9 septembre 2013, a appris *La Presse*.

La ministre du Travail, Agnès Maltais, doit déposer aujourd'hui un projet de loi prévoyant cette nouvelle date pour l'élimination du placement sur les chantiers par les centrales syndicales. En février prochain, des mesures intérimaires s'appliqueront: on demandera par exemple aux entrepreneurs d'indiquer auprès de la Commission de la construction du Québec (CCQ) la provenance syndicale de chacun de leurs travailleurs.

À l'Assemblée nationale hier, la ministre du Travail, Agnès Maltais, a martelé que le gouvernement avait l'intention d'aller de l'avant avec la loi adoptée l'an dernier, à l'unanimité. «Nous tenons à cette lutte contre l'intimidation, nous voulons l'éliminer sur les chantiers», a-t-elle soutenu.

Obstacles

Bien des obstacles se sont dressés. Devant l'opposition des centrales syndicales, la ministre Lise Thériault avait formé un comité consultatif, que la FTQ Construction et l'Internationale avaient boycotté. Or, même en l'absence de ces deux centrales, le comité n'a pu s'entendre sur un rapport unanime, le printemps dernier.

«Il n'y avait absolument aucun accord sur lequel aurait pu se fonder la Commission de la construction», a dit Mme Maltais. Sous le Parti libéral, «il manquait 70% des travailleurs, qui n'avaient pas été autour de la table parce que le précédent gouvernement misait sur la division», a lancé la ministre.

Selon le critique libéral au dossier, le député de Chomedey Guy Ouellet, en acceptant de reporter l'échéance du 2 décembre prévue dans la loi, «avec le règlement et avec l'ouverture qu'elle fait aux syndicats, [Mme Maltais] ramènera la peur, l'intimidation, la discrimination et la collusion sur les chantiers du Québec».

Problèmes informatiques

En plus des tiraillements entre les centrales du secteur de la construction, les problèmes informatiques à la CCQ ont contribué à brouiller les cartes. Les modifications nécessaires au système, qui était alors en cours de réalisation, auraient fait grimper rapidement la facture. On a décidé de ralentir. Finalement, les semaines de conflit l'été dernier – bon nombre d'activités de la CCQ ont été arrêtées pendant plusieurs semaines – ont aussi contribué à sceller le sort de la cible du 2 décembre.

Coopératives de santé

Québec lance un groupe de travail

Dans le contexte de la multiplication des modèles de cliniques médicales au Québec, le ministre de la Santé, Réjean Hébert, veut se pencher sur les coopératives de santé. Il a annoncé hier la création d'un groupe de travail qui scrutera leur fonctionnement. «Depuis une dizaine d'années, le modèle coopératif est en expansion au Québec. Ce modèle s'est toutefois développé sans encadrement et soulève des questions notamment quant à l'accessibilité aux soins et à l'équité dans la répartition des médecins. Il est essentiel de corriger cette situation longtemps ignorée par le gouvernement libéral précédent et d'identifier des moyens de baliser leur fonctionnement», a déclaré le Dr Hébert dans un communiqué de presse. Le Québec compte une trentaine de coopératives de santé. En février dernier, Radio-Canada a révélé que la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) avait mis en demeure 15 coopératives qui demandaient des frais d'adhésion à leurs patients pour avoir accès à un médecin – une pratique illégale.

– Daphné Cameron

Changez pour le mieux.

Quand vous passez à Fibe[MC], vous obtenez le meilleur service télé et un service Internet exceptionnel, à un prix mensuel avantageux. Télé Fibe vous offre le seul enregistreur Partout chez vous ainsi qu'une foule de caractéristiques uniques comme des applications directement sur votre télé[1] et le plus de films et d'émissions HD Sur demande. De plus, vous obtenez les vitesses rapides de téléchargement et de partage d'Internet Fibe. Deux services incroyables dans un forfait qui l'est tout autant. Qu'attendez-vous?

TÉLÉ ET INTERNET FIBE | À PARTIR DE 40 $/MOIS pendant 6 mois 59,19 $/mois par la suite[2]

Des frais uniques d'installation de 49,95 $ s'appliquent[3].

Récepteur gratuit quand vous ajoutez la Télé et Internet à votre service de téléphonie résidentielle ou mobile[4], ou 14$/mois en location[5].



Offert dans les magasins Bell suivants:

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
Les Galeries d'Anjou – kiosque
BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville
BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand
BOUCHERVILLE
1052, rue Lionel-Daunais
BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30
DELSON
5, route 132
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean
DORION-VAUDREUIL
84, boul.Harwood
3120, boul.de la Gare
DORVAL
Les Jardins Dorval
LACHINE
2409, 46e Avenue
Galeries Lachine
LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
Carrefour Angrignon – kiosque
LAVAL
691, boul. Curé-Labelle
1655, boul. St-Martin Ouest
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre commercial Duvernay – kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothée
Mégacentre Vimont Laval
LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
Place Longueuil
MONTRÉAL
892, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
6855, rue St-Jacques Ouest
7452, boul. Maurice-Duplessis
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Centre Eaton – kiosques
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Les Galeries Normandie – kiosque
Mail Cavendish
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
MONTRÉAL-NORD
Centre Forest
Place Bourassa
PINCOURT
Faubourg de l'Île – kiosque
POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est
POINTE-CLAIRE
Centre Fairview
Centre Fairview – kiosque
REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère
SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
4505, boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie
Place Belvédère
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
ST-EUSTACHE
Place St-Eustache
ST-HUBERT
3879, boul. Taschereau
5951, boul. Cousineau
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
Carrefour Richelieu
ST-LAURENT
La Place Vertu
ST-LÉONARD
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est
TERREBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne

Aussi disponible chez: LA SOURCE

1 866 904-9387 • Visitez un magasin Bell ou La Source • bell.ca/promofibe

la vie est Bell

À jour en date du 3 novembre 2012. L'offre prend fin le 31 décembre 2012. Toute partie du programme Forfait de Bell peut être modifiée, annulée ou résiliée en tout temps. Bell n'est pas tenue de fournir la réduction du Forfait pendant toute la durée d'un contrat à terme pour des services admissibles, y compris les services admissibles aux réductions; voir bell.ca/detailsforfait. Réservée aux nouveaux clients résidentiels du Québec, là où l'accès et la technologie le permettent. Modifiable sans préavis et ne peut être combinée avec aucune autre offre. Taxes en sus, d'autres conditions s'appliquent. Facture électronique sans frais, facture papier offerte (2$/mois). Télé Fibe: lorsque applicable, les tarifs mensuels incluent des frais afin de financer la contribution de Bell au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL) créé par le CRTC; voir bell.ca/FAPL. Internet Fibe 5/1: utilisation 15 Go/mois; 2,50$/Go additionnel (max. 80$/mois). **(1)** L'utilisation d'applications sur Télé Fibe sera prise en compte dans le calcul de votre utilisation Internet. **(2)** Prix promotionnel de 39,85$ pour les mois 1-6 basé sur un abonnement continu au forfait Télé Fibe Bon: tarif mensuel 30$ (à compter du 1er janvier 2013), moins rabais du forfait de 9$, moins crédit de 14,20$ (à compter du 1er janvier 2013), plus frais de service numérique de 3$, plus frais FAPL de 0,10$; et à Bell Internet Fibe 5/1: tarif mensuel de 38,95$ (à compter du 1er janvier 2013), moins rabais du forfait de 4$, moins crédit de 5$ (à compter du 1er janvier 2013). **(3)** Comprend l'installation du modem, de l'enregistreur Partout chez vous et de jusqu'à deux autres récepteurs HD supplémentaires; voir bell.ca/installationtelefibe. Internet: voir bell.ca/installationtotale. **(4)** Location à 0$ pour l'enregistreur Partout chez vous basée sur des frais mensuel de 13,86$ moins un crédit mensuel de 13,86$. Réservée aux nouveaux clients Bell Télé avec un abonnement continu à trois services admissibles de Bell, détails au bell.ca/forfait. Si vous louez le récepteur sans interruption pendant 36 mois, vous pouvez choisir d'en devenir propriétaire en avisant Bell Télé à l'intérieur d'un délai de 30 jours suivant la réception de votre dernière facture. Vous pouvez résilier la location à tout moment sans frais de résiliation si vous retournez le récepteur. Les récepteurs peuvent être neufs ou remis à neuf au choix de Bell. Garantie sur le récepteur jusqu'à 39 mois. **(5)** Enregistreur Partout chez vous requis (location 13,86$/mois ou achat 499$). Fibe est une marque de commerce de Bell Canada. Blanche-Neige et le chasseur © 2012 Universal Pictures. Tous droits réservés. [MC]Super écran HD et le logo Super écran HD sont des marques de commerce de Le Groupe de radiodiffusion Astral inc. Super écran reconnaît que tous les droits d'auteur relatifs aux images, aux illustrations et aux marques de commerce sont la propriété de leurs détenteurs respectifs.

ACTUALITÉS

Projet d'exportation pétrolière de la société Enbridge

Le gouvernement Marois

TOMMY CHOUINARD
JOËL-DENIS BELLAVANCE
MARTIN CROTEAU
ET HUGO DE GRANDPRÉ

QUÉBEC/OTTAWA — **Le gouvernement Marois veut avoir son mot à dire avant que l'industrie pétrolière albertaine ne puisse écouler au Québec du pétrole issu des sables bitumineux. Le projet de la société Enbridge fera l'objet d'une consultation québécoise, a-t-il annoncé hier.**



PHOTO SHANE BEVEL, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

La société Enbridge souhaite inverser le flux du pipeline entre l'Ontario et Montréal pour faire passer le pétrole de l'ouest vers l'est. Sur la photo, un terminal de l'entreprise situé à Cushing, dans l'Oklahoma.

En matinée, le ministre de l'Environnement, Daniel Breton, a laissé entendre qu'il souhaite bloquer l'industrie albertaine. Il a répondu à *La Presse* qu'il « travaille » sur des moyens d'empêcher l'inversion du flux d'un pipeline en vue d'acheminer du pétrole des sables bitumineux au Québec.

« Ce que les Albertains veulent faire avec leur pétrole, l'amener sur notre territoire sans notre consentement… il va falloir qu'on regarde ça », a-t-il lancé.

Mais l'ex-militant environnementaliste a nuancé ses propos quelques heures plus tard, lors d'une conférence de presse en compagnie de son collègue des Affaires intergouvernementales canadiennes, Alexandre Cloutier.

« Avant que ça se fasse vers l'est, on veut avoir notre mot à dire. Vous savez que j'ai à cœur l'environnement, que le gouvernement a à cœur l'environnement. Donc, avant qu'une décision soit prise, on veut dire notre mot. Et on veut s'assurer que si ça doit être fait, que ça se fasse de la bonne manière », a-t-il expliqué.

Sa réflexion « ne porte pas sur les moyens de bloquer, elle porte sur la façon d'avoir les informations nécessaires pour prendre une décision ».

Selon lui, la loi sur la qualité de l'environnement « peut faire en sorte que le gouvernement exige plus d'informations ».

Il a souligné que l'industrie albertaine s'est déjà heurtée à un mur aux États-Unis et en Colombie-Britannique pour des raisons environnementales. Il a aussi rappelé le déversement massif de pétrole dans la rivière Kalamazoo, au Michigan, survenu en 2010 à la suite de la rupture d'un oléoduc d'Enbridge.

Alexandre Cloutier a souligné que le projet de la société albertaine sera soumis à une « consultation québécoise », qui ne sera toutefois pas tenue par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Elle s'ajoutera à l'analyse de l'Office national de l'énergie (ONE), un organisme fédéral qui se penche déjà sur le projet.

« Les gens directement concernés seront consultés. On va s'assurer que les règles environnementales québécoises soient respectées », a noté M. Cloutier.

Selon lui, le gouvernement Marois veut « travailler en collaboration » avec les gouvernements fédéral et albertain. Les intentions du gouvernement, ce n'est « absolument pas » de déclarer la guerre à l'Alberta ou au fédéral, a assuré M. Breton.

À Ottawa, l'idée d'acheminer du pétrole albertain vers l'est du pays fait presque consensus chez les partis politiques. Le gouvernement Harper est favorable à ce projet, tout comme le Parti libéral. Le Nouveau Parti démocratique est aussi d'accord avec le principe pour des raisons de sécurité énergétique et

Un problème qui vaut 52 millions par jour

MARTIN CROTEAU
JOËL-DENIS BELLAVANCE
ET HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Sans pipelines pour acheminer leurs produits vers les marchés internationaux, les producteurs de pétrole de l'Ouest canadien sont privés de 52 millions en revenus… chaque jour. C'est le chiffre avancé par l'Association canadienne de pipelines d'énergie, qui soutient que l'expansion du réseau canadien profitera aussi aux coffres publics.

Le directeur des affaires externes de cet organisme de Calgary, Philippe Reicher, rappelle que, hormis le marché intérieur, les producteurs canadiens n'ont qu'un débouché pour le brut qu'ils tirent des sables bitumineux: les États-Unis. C'est là que vont 99 % des exportations canadiennes de pétrole, qui totalisaient 2,1 millions de barils par jour en 2011.

Or, la production est en pleine expansion dans l'Ouest canadien et dans le nord des États-Unis, grâce au développement des sables bitumineux et du pétrole de schiste. Cette situation a provoqué un véritable raz-de-marée de pétrole brut dans les raffineries américaines.

Pour les producteurs de pétrole canadien, le manque à gagner est colossal. Si chaque baril qu'ils produisent était vendu au prix des marchés mondiaux, ils engrangeraient des revenus supplémentaires de 19 milliards par année, ou 52 millions par jour.

La situation devient d'autant plus pressante pour l'industrie canadienne qu'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie a prédit cette semaine que les États-Unis deviendront le premier producteur de pétrole mondial d'ici 2020.

Cela explique pourquoi un baril de pétrole canadien se négocie au moins 20 $ moins cher qu'un baril dit « de Brent », l'indice phare des marchés internationaux.

Mettre les bouchées doubles

« Notre voisin du Sud a eu une économie tellement grande et tellement puissante jusqu'à récemment qu'on pouvait les approvisionner sans devoir penser à d'autres marchés, relate Philippe Reicher. Franchement, c'est une chance historique. Mais fondamentalement, c'est quand même dangereux de rester sur cette voie. »

La situation devient d'autant plus pressante pour l'industrie canadienne qu'un rapport de l'Agence internationale de l'énergie a prédit cette semaine que les États-Unis deviendront le premier producteur de pétrole mondial d'ici 2020. Cela forcera l'industrie canadienne à mettre les bouchées doubles pour gagner les marchés internationaux, puisque la demande des Américains risque d'aller en diminuant.

Rien pour aider les producteurs albertains, qui doivent acheminer leur brut sur des milliers de kilomètres pour rejoindre les océans – et de là les marchés internationaux.

Philippe Reicher assure que l'industrie ne sera pas seule à profiter de la manne. Il calcule que le gouvernement fédéral recevra à lui seul 3 milliards par année sous forme de taxes si l'industrie parvient à diversifier ses débouchés.

Il s'inquiète par ailleurs des querelles politiques qui émergent autour des pipelines. La première ministre de la Colombie-Britannique, Christy Clark, a récemment eu une prise de bec très publique avec son homologue albertaine, Alison Redford. Elle a soulevé un précédent en évoquant la possibilité de réclamer une forme de redevance pour permettre au pétrole albertain de transiter sur le territoire de sa province, une perspective qui inquiète plusieurs acteurs du milieu.

« Que ça devienne un jeu de ping-pong ou de tennis politique, c'est clair que c'est problématique, convient Philippe Reicher. Il faut espérer, bien sûr, qu'il y aura une résolution politique. »

L'Association canadienne des producteurs de pétrole n'a pas répondu aux demandes d'entrevue de *La Presse* cette semaine.



Cette promotion n'inclut pas les frais d'accès au parc. En vigueur jusqu'au 31 décembre 2012 ou jusqu'à épuisement des billets.



veut une consultation

de création d'emplois, mais apporte certaines nuances.

« J'ai une objection absolue d'utiliser la ligne 9 tant et aussi longtemps qu'on n'a pas fait une analyse sérieuse de tous les impacts possibles, par exemple, de la nature très corrosive des produits qui sont utilisés. C'est une objection catégorique et fondamentale. Et c'est une condition préalable à toute discussion de cette nature-là d'avoir un réel processus », a tranché le chef néodémocrate Thomas Muclair.

M. Mulcair a indiqué que, pour l'instant, il n'y avait pas assez d'informations sur le projet pour prendre position. Il a aussi émis des doutes sérieux quant à la capacité du gouvernement fédéral et de l'ONE d'évaluer correctement le projet en raison des changements apportés aux lois environnementales par Ottawa depuis un an.

En entrevue avec *La Presse* mardi, le chef du Bloc québécois, Daniel Paillé, a fait valoir que le projet d'Enbridge doit être pleinement évalué par le gouvernement du Québec. Il faut aussi que ce projet réponde aux besoins énergétiques de la province, a-t-il ajouté.

« Si on veut juste créer une autoroute pétrolière et que le Québec voit juste passer un tuyau avec de la boue dedans, ce n'est pas dans notre intérêt », a dit M. Paillé.

De son côté, la ministre des Ressources naturelle du Québec, Martine Ouellet, a été laconique: « Il faudra analyser l'ensemble des impacts du projet, les impacts économiques et environnementaux. Nous allons suivre le dossier Enbridge. »



PHOTO REBECCA COOK, ARCHIVES REUTERS

Le ministre Daniel Breton a rappelé le déversement massif de pétrole dans la rivière Kalamazoo, au Michigan, survenu en 2010 à la suite de la rupture d'un oléoduc d'Enbridge (notre photo).

Le mois dernier, interrogée par la chaîne Argent sur ce dossier, elle avait déclaré que « la diversification des sources d'approvisionnement en pétrole est très intéressante ».

« Ce que les Albertains veulent faire avec leur pétrole, l'amener sur notre territoire sans notre consentement... il va falloir qu'on regarde ça. »
— Daniel Breton, ministre de l'Environnement

« On sait que les coûts sont plus bas dans l'Ouest », affirmait-elle. Elle se disait même « en train d'examiner le dossier pour favoriser l'industrie de la transformation tant à Montréal qu'à Québec ».

La société Enbridge souhaite inverser le flux du pipeline entre l'Ontario et Montréal pour faire passer le pétrole de l'ouest vers l'est. Ainsi, du pétrole provenant des sables bitumineux pourrait être acheminé jusqu'à la raffinerie Suncor et aux réservoirs d'Ultramar, tous deux situés dans l'est de l'île de Montréal. De là, Ultramar souhaite transporter le brut par bateau jusqu'à sa raffinerie de Lévis.

Dans sa demande, Enbridge souligne que l'oléoduc pourra aussi transporter du pétrole lourd, ce qui indique qu'un dérivé des sables bitumineux pourrait un jour être acheminé au Québec. Jusqu'à maintenant, jamais cette ressource controversée n'a franchi les frontières québécoises.

Un autre projet pourrait s'ajouter à celui de la ligne 9: il s'agit de la conversion d'un gazoduc de TransCanada en oléoduc pour acheminer vers le Québec jusqu'à un million de barils par jour en provenance de l'Ouest.

Le pétrole canadien en chiffres

3 MILLIONS

Production totale de barils de pétrole au Canada en 2011.

1,6 MILLION

Production de barils de pétrole des sables bitumineux en 2011.

5 MILLIONS

Production projetée de barils de pétrole des sables bitumineux en 2030.

6,9 %

Part de l'industrie des sables bitumineux dans les émissions canadiennes de gaz à effet de serre (2010).

Source: Association canadienne des producteurs de pétrole

TransCanada n'a pas rappelé *La Presse*. Dans une dépêche de La Presse Canadienne, un dirigeant de l'entreprise a affirmé qu'il ne s'attendait pas à un ressac contre ce projet dans l'est du pays.

MAISON CORBEIL



150$

APPLICABLE À TOUT ACHAT DE VALEUR ÉGALE OU SUPÉRIEURE QUE VOUS FEREZ À LA BOUTIQUE MUST DE L'UN DE NOS TROIS MAGASINS, ENTRE LE 1ER ET LE 16 DÉCEMBRE PROCHAIN*

BROSSARD
8480, BOUL. LEDUC SUITE 10
T. 450 443 4143

MONTRÉAL
1215, BOUL. CRÉMAZIE O.
T. 514 382 1443

LAVAL
2323, AUTOROUTE DES LAURENTIDES
SORTIE BOUL. LE CARREFOUR
T. 450 682 3022

MAISONCORBEIL.COM
* plus de détails en magasin.

ACTUALITÉS

Changement de garde au BAPE

Nomination de Pierre Baril, DG d'Ouranos, et du journaliste Louis-Gilles Francoeur

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le gouvernement Marois opère un changement de garde au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), qui avait bien souvent un parti pris pour l'industrie, selon le ministre Daniel Breton. Le directeur général du consortium scientifique Ouranos, Pierre Baril, est nommé à la présidence de l'organisme. Il sera secondé à la vice-présidence par Louis-Gilles Francoeur, journaliste spécialisé en environnement du *Devoir*.

Le Conseil des ministres a entériné ces deux nominations hier lors de sa réunion hebdomadaire. MM. Baril et Francoeur entreront en fonction le 19 novembre.

Le ministre de l'Environnement, Daniel Breton, avait limogé le président du BAPE, Pierre Renaud, le mois dernier, puis le vice-président Pierre Fortin cette semaine. Lorsqu'il était militant environnementaliste, il a attaqué l'intégrité et l'indépendance des dirigeants du BAPE, en particulier dans le dossier du gaz de schiste.

Avant la réunion du Conseil des ministres, Daniel Breton a affirmé au Salon bleu que « le gouvernement va bientôt annoncer des nominations au-dessus de tout soupçon » afin de « moderniser le BAPE et lui redonner sa crédibilité ».

Lorsqu'il était militant environnementaliste, Daniel Breton a attaqué l'intégrité et l'indépendance des dirigeants du BAPE, en particulier dans le dossier du gaz de schiste.

L'opposition libérale lui a reproché de s'être livré à un « règlement de comptes » contre MM. Renaud et Fortin. Comme M. Breton a reconnu la compétence des deux hommes, la députée et porte-parole en matière d'environnement Yolande James a affirmé que ces congédiements sont « injustifiés ». Elle a accusé le ministre de vouloir « politiser le BAPE » et « imposer ses idées ».

« Je ne remets pas en question la compétence des personnes qui ont été nommées », a dit Yolande James à *La Presse* après l'annonce de la nomination de MM. Baril et Francoeur. « On va les laisser faire leur travail. On verra à l'usage. »

Crédibilité à refaire, selon le ministre

Selon Daniel Breton, « ce sont les libéraux qui avaient politisé le BAPE ». « Regardez tout ce qui s'est fait dans les dernières années… Le BAPE avait perdu beaucoup de crédibilité. » Il dit avoir « plein » d'exemples. Comme militant environnementaliste, il a condamné les « rapports indulgents » du BAPE sur la Romaine, Cacouna, l'autoroute 25 et Rabaska.

Avant de devenir directeur général d'Ouranos, Pierre Baril a été sous-ministre adjoint au ministère de l'Environnement (de 2002 à 2007), puis administrateur au ministère des Transports (de 2007 à 2010). Ingénieur et agronome de formation, il a également été vice-président du Centre de recherche industrielle du Québec. Il a travaillé pour la firme d'ingénierie BPR dans les années 90.

Louis-Gilles Francoeur est un vétéran journaliste en environnement. Il travaille au *Devoir* depuis 1969. Il a été nommé membre du Cercle des Phénix de l'environnement du Québec en 2000.



PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre de l'Environnement Daniel Breton (photo) avait limogé le président du BAPE, Pierre Renaud, le mois dernier, puis le vice-président Pierre Fortin cette semaine.



Quels que soient vos projets, nos solutions d'investissement peuvent vous aider à les concrétiser. Parlez-en à un de nos 4 000 experts au pays.

› Planification financière
› Conseils en placement
› Courtage direct
› Gestion privée

bnc.ca/investissement

BANQUE NATIONALE

Services offerts par l'entremise des filiales de la Banque Nationale. Les planificateurs financiers exercent leurs activités pour le compte de Placements Banque Nationale Inc., filiale à part entière de la Banque Nationale.

Régime minceur à la Sûreté du Québec

Québec comprimera le budget de sa police nationale d'une vingtaine de millions

DENIS LESSARD

QUÉBEC — La Sûreté du Québec (SQ) n'échappera pas au régime minceur que le gouvernement Marois imposera, dans le budget de la semaine prochaine, à l'ensemble des ministères et organismes. On ne parle pas d'augmentation ni de gel, mais bien de coupes dans le budget de la SQ.

La Presse a appris, de sources gouvernementales, que la SQ devra subir des compressions d'une vingtaine de millions dans son budget 2013-2014. Actuellement, le coût de la police dépasse les 900 millions; les deux tiers viennent du gouvernement, et le reste des municipalités dans lesquelles les agents provinciaux patrouillent. Cette semaine, le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, a souligné que les questions budgétaires seraient le principal défi à la SQ pour les mois à venir.



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Un des premiers mandats du nouveau directeur général de la Sûreté du Québec, Mario Laprise, sera d'équilibrer le budget du corps de police en dépit des coupes. Ci-dessus, le quartier général de la SQ, rue Parthenais.

Nouvelle équipe

Avec cette commande difficile, le nouveau directeur général de la SQ, Mario Laprise, a obtenu d'amener avec lui une équipe qu'il a lui-même choisie. Ainsi, il pourra ajouter une expérience diversifiée venue de l'extérieur de la SQ tout en assurant la continuité avec l'administration de son prédécesseur Richard Deschesnes.

Déjà, il y a trois semaines, Québec a accepté de placer un autre homme de confiance de M. Laprise à l'Unité permanente anticorruption (UPAC). L'inspecteur Louis Vincent, issu de la SQ, est devenu le grand responsable des opérations de l'unité. Il a remplacé un ancien sous-ministre de la Sécurité publique choisi par le commissaire Robert Lafrenière, lui-même ancien sous-ministre à la Sécurité publique.

Pour la diversité, Laprise amène à Parthenais deux commandants de district qui, au Saguenay comme en Montérégie, ont acquis de l'expérience dans les relations avec les municipalités.

Luc Fillion, ami de longue date de Laprise – les deux sont originaires du Saguenay – deviendra directeur général adjoint pour le territoire.

Jocelyn Latulippe, jusqu'à tout récemment commandant pour le district de la Montérégie, devient aussi directeur général adjoint, mais aux « affaires institutionnelles » – les dossiers de protection de l'État, le renseignement, relèveront donc de lui. Ces nominations ont été annoncée hier à l'issue de la réunion du Conseil des ministres.

Dans la foulée des événements du Métropolis, M. Laprise change du même coup la responsabilité de la protection des dignitaires, qui relèvera aussi de Jocelyn Latulippe. Avant la Montérégie, cet officier a déjà travaillé au siège social de la SQ, où il était l'un des responsables des enquêtes criminelles.

Une autre connaissance de Mario Laprise, Gaétan Guimond, vient aussi de la direction de la Sécurité industrielle d'Hydro-Québec – une cohorte de 300 employés que dirigeait M. Laprise depuis sept ans. Il sera responsable des enquêtes criminelles, un poste occupé jusqu'ici par Jean Audet. Avec le directeur général, la SQ aura donc deux dirigeants qui ont acquis une connaissance à l'externe dans l'état-major.

Jean Audet demeure directeur général adjoint, mais il sera affecté à l'administration, où il remplace Régis Falardeau, devenu directeur de la sécurité à Loto-Québec.

Un nouveau poste de directeur général adjoint est créé pour les fonctions « exécutives », qui regrouperont la planification stratégique, la recherche et les communications. Marcel Savard, jusqu'à maintenant au « territoire », occupera cette nouvelle fonction.

Arrestation de Richard Henry Bain

Deux policiers honorés

Deux sergents de la Sûreté du Québec seront honorés aujourd'hui pour leur bravoure et leur efficacité lors de l'arrestation de Richard Henry Bain pendant la soirée électorale du 4 septembre. Les deux policiers feront partie des 31 lauréats du 14e Gala des Prix policiers du Québec, qui se tient à Montréal en présence de plusieurs centaines d'invités. Rappelons que Richard Henry Bain est accusé de meurtre et de tentative de meurtre relativement à l'attaque de ce soir-là au Métropolis, où la nouvelle première ministre Pauline Marois célébrait sa victoire devant ses militants. Le technicien Denis Blanchette a été atteint mortellement par le tireur. Dès le signalement d'un coup de feu à l'arrière du Métropolis, les policiers se sont précipités vers les lieux du drame et ont rapidement arrêté Bain. D'autres policiers seront récompensés lors du gala pour des interventions jugées héroïques, des enquêtes d'envergure ou des apports marquants à leur communauté.

– Vincent Larouche

fido

illimité bien garni

Le Combo futé illimité partout au Canada



Galaxy Nexus MC

› Appels **illimités** partout au Canada[1] (sans frais d'interurbain)
› Messages texte, image et vidéo **illimités**[2] (Canada et international)
› **1 Go de données**[3]
› **Messagerie vocale visuelle Plus, Afficheur et Afficheur de nom**[4]

57 $ par mois

FAITES VITE, l'offre prend fin le 25 novembre

Téléphones intelligents à partir de 0 $
avec Entente Fido de 2 ans sur un Forfait futé[5]



Inclut l'AVANTAGE Fido
FidoDOLLARS | *Fido à l'écoute* | FidoTROC

MAGASINS FIDO

ANJOU
Les Galeries d'Anjou

BELOEIL
600, boul. Laurier

BOUCHERVILLE
Promenades Montarville

BROSSARD
Mail Champlain
Place Portobello

DOLLARD-DES-ORMEAUX
Galeries des Sources

GRANBY
Galeries de Granby

GREENFIELD PARK
3310, boul. Taschereau

LASALLE
Carrefour Angrignon
Place Newman

LAVAL
3100, boul. Concorde Est
1637, boul. Daniel-Johnson
Carrefour Laval
Centre Laval

LONGUEUIL
Métro Longueuil
Place Longueuil

MONTRÉAL
35, rue Beaubien Est
6700, avenue Côte-des-Neiges
4960, boul. Décarie
4328, boul. Henri-Bourassa Est
680, rue Jarry Est
436, rue Jean-Talon Ouest
5150-A, rue Jean-Talon Ouest
2900, rue Masson
1042A, avenue Mont-Royal Est
101, avenue Mont-Royal Ouest
3451, rue Ontario Est
10539, boul. Pie-IX
1314, rue Ste-Catherine Est
1004, rue Ste-Catherine Ouest
3820, rue St-Denis
7024, rue St-Hubert
3758, boul. St-Laurent
1111, rue St-Urbain
1221, rue St-Zotique Est
6295, rue Victoria
3920, rue Wellington
Centre commercial Côte-St-Luc
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Wilderton
Complexe Desjardins
Galeries Normandie
Place Alexis Nihon
Place Bourassa
Place de la Cathédrale
Place Montréal Trust
Place Versailles
Place Ville-Marie

POINTE-AUX-TREMBLES
Centre de la Pointe

POINTE-CLAIRE
Fairview Pointe-Claire

REPENTIGNY
Galeries Rive-Nord

ROSEMÈRE
Place Rosemère

ST-BRUNO
Promenades Saint-Bruno

ST-EUSTACHE
367, boul. Arthur-Sauvé

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU
600, rue Pierre-Caisse

ST-JÉRÔME
Carrefour du Nord

ST-LÉONARD
4505, boul. Métropolitain Est
Centre commercial Le Boulevard
Centre d'achat Langelier

TERREBONNE
321b, montée des Pionners
Galeries Terrebonne

TROIS-RIVIÈRES
5770, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières

VILLE DE MONT-ROYAL
Centre Rockland

VILLE ST-LAURENT
961, boul. Décarie
Place Vertu

FUTURE SHOP
BEST BUY
la cabine sans fil
SANS-FIL etc...
COSTCO
WAVE SANS FIL
Walmart

C'est le temps de changer.
Passez en magasin, faites le **1-866-301-3436** ou consultez **fido.ca**.

Les offres peuvent être modifiées sans préavis. Des frais uniques d'activation de 35 $ s'appliquent : un crédit de ce montant sera porté à votre facture si vous procédez à une nouvelle activation avec une Entente Fido de deux ou de trois ans. Des frais de récupération des économies réalisées sur l'appareil et (ou) des frais d'annulation de service s'appliquent selon les modalités de votre entente. Sous réserve des Modalités de service et de la Politique d'utilisation acceptable de Fido, accessibles à **fido.ca/modalites**. **1.** Comprend les appels du Canada vers un numéro canadien. Les frais d'interurbain additionnels, les frais d'itinérance, les frais de transmission de données, les frais liés aux options, les frais de service d'urgence 9-1-1 provinciaux (s'il y a lieu) et les taxes sont en sus et sont facturés mensuellement. **2.** Le forfait comprend les messages envoyés du Canada à un numéro de sans-fil canadien, américain ou international. Les messages texte entrants et sortants à tarification additionnelle (alertes, messages liés au contenu et aux promotions) et les messages envoyés en itinérance ne sont pas compris et sont facturés aux tarifs en vigueur. **3.** Données additionnelles : 10 $ pour 1 Go ; utilisation excédentaire facturée par tranches de 10 $. Des frais de transmission de données de 0,06 $ le ko s'appliquent en itinérance. **4.** Téléphone compatible requis, certains numéros ne peuvent pas être identifiés. En s'abonnant, le client accepte que les messages soient traités à l'extérieur du Canada. **5.** Offre valide dans le cadre d'une nouvelle activation avec une Entente Fido de 2 ans portant sur un forfait futé. Taxes en sus. © 2012

ACTUALITÉS

Les coquelicots



PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

Allons bon, des escortes maintenant. Nous voilà à ajouter le stupre et la fornication à la corruption. Il s'agirait donc d'entrepreneurs qui auraient offert, à des fonctionnaires responsables des égouts, des jeunes filles dans des garçonnières.

C'est un joli mot, garçonnière, qui mérite mieux que ces basses turpitudes. Quand vous allez au dictionnaire voir garçonnière, ça dit, *vieilli, petit appartement, lalala, lalala*. Vieilli! C'est un mot pour moi, garçonnière, pas pour un fonctionnaire responsable des travaux d'égouts qui se pointerait même pas de fleurs, même pas de bonbons, c'est quoi ton nom? Jessica? Moi c'est Ronald.

Ça, c'est une scène de motel, pas de garçonnière.

Elle ne s'appellerait pas Jessica, la fille de ma garçonnière, elle s'appellerait Blanche. Le coquelicot dominerait mon petit bouquet de fleurs des champs, elle me dirait, entrez, entrez, vous êtes le monsieur des égouts?

Pas du tout, je suis trapéziste au Cirque du Doigt de la main. Vous attendez quelqu'un? Oui, me dirait-elle, mais on a le temps pour un café. À la table de la cuisine où je m'assois traîne un journal, « Escorte et garçonnière pour les fonctionnaires responsables des travaux d'égout ». Ah ah, je comprends tout.

Dans la même page, en complément d'information, un autre article détaillant les variations de coût pour les différents égouts, variations, précise l'article, selon le diamètre des conduites. Vous allez avoir un plaisir fou avec ce gars-là, mademoiselle.

Elle a rougi en me disant qu'elle se renseignait justement sur les égouts lorsque je suis arrivé. Pourquoi? Par civilité, pour pouvoir parler avec ses clients de ce qui les intéresse.

Vous vous renseigneriez sur le trapèze si c'était moi?

Et sur les coquelicots m'a-t-elle assuré.

Avant de partir je lui ai fait réciter les différents types d'égouts, l'égout combiné, l'égout sanitaire, l'égout pluvial, l'égout fluvial, l'égout social, l'égout mondial, l'aqueduc de type un, et l'aqueduc de type 2. Elle avait tout bon.

En m'en allant dans les escaliers, j'ai croisé un monsieur, même pas de fleurs même pas de bonbons.

MÉLANIE, SACRAMENT! — J'aime beaucoup Mélanie (Vincelette), la jeune femme qui dirige la petite maison d'édition Marchand de feuilles, qui a publié *La Fiancée américaine* de Éric Dupont. Je l'ai rencontrée une seule fois, c'était avant qu'elle soit éditrice, elle était alors étudiante et pigiste pour *L'actualité* ou *Châtelaine*, j'oublie, elle m'avait demandé une entrevue, pourquoi je vous donnerais une entrevue, mademoiselle?

Parce que ça me donnerait du fric, j'en ai besoin. Je trouvais que c'était une bonne raison. Elle est venue à la maison avec une amie française, je les ai emmenées aux champignons. Je ne me souviens plus du papier qu'elle a fait sauf qu'elle n'a pas osé écrire n'importe quoi – vraiment n'importe quoi comme je le lui avais suggéré.

Plus tard, elle est devenue éditrice. Quelques courriels de temps en temps, toujours acidulés, une fois pour m'engueuler à propos de *La route* qui n'est même pas le meilleur roman de Cormac McCarthy, elle avait raison. Elle m'envoyait aussi les livres qu'elle éditait, aucun ne m'a allumé jusqu'à cette *Fiancée américaine* que la critique québécoise a applaudi cet automne à l'unanimité ou presque, me semble-t-il.

Je ne me dédis pas, cette *fiancée* est un grand bonheur de lecture. Mais sacrament Mélanie, lorsque vous êtes allée en réimpression, était-ce bien nécessaire, était-ce bien élégant d'avoir fait imprimer, IMPRIMER, êtes-vous devenue folle, imprimer sur la page couverture « un grand bonheur de lecture, Pierre Foglia ». Foglia en caractères deux fois plus gros que Éric Dupont, votre auteur.

Même l'habituel bandeau m'eût déçu de votre part, mais au moins, un bandeau ça se jette, là vous m'imposez sur la couverture, je reviens dans la face du lecteur chaque fois qu'il ferme son livre. Ma libraire, des lecteurs, des collègues, des amis tous se disent consternés.

Et moi, je vous défends en leur disant que vous êtes une foutue bonne éditrice, en appui, je cite Éric Dupont à la fin de la *Fiancée,* qui vous remercie pour vos « conseils éclairés, précieux et impitoyables ». Je suis certain que c'est ce que vous êtes comme éditrice: éclairée et impitoyable.

Mais pour le marketing, vous êtes franchement conne.

PÉPÈRE LA VIRGULE — Quand j'étais petit, une dérouille ou une dérouillée, c'était une raclée. Il a dérouillé: il en a mangé toute une. On disait aussi une rouste, une tisane, une tripotée, une castagne, mais plus souvent une dérouille, ils ont perdu 6-0, quelle dérouille, ou quelle dérouillée.

Dans l'hebdo *Le Rimouskois* du 24 octobre dernier, page 15, ce titre: « La Dérouille veut agrandir sa maison ». Il y a une coquille: c'est La Débrouille veut agrandir sa maison, pas La Dérouille.

Non, c'est pas grave, c'est juste une coquille. Sauf que ça tombe mal parce que la Débrouille devenue la Dérouille est une maison pour... femmes battues.

LES CITATIONS — *J'ai toujours considéré que le véritable enseignement est avant tout non pas la transmission de connaissances, mais la transmission de la joie de connaître*... c'est Fernand Seguin (l'animateur du *Sel de la semaine*) qui parle à la caméra de Jean-Claude Lauzon (le cinéaste d'*Un zoo la nuit*).

J'ai ça sur mon bureau depuis un mois ou deux. Au début, je trouvais ça super bon, c'est Seguin, c'est Lauzon, des icônes, c'est surtout l'effet que font généralement les citations: une flammèche qu'on prend pour du sens.

Si je puis me permettre: le véritable enseignement est la transmission de connaissances. Tout le reste est marmelade de pédagogue.

Pharma-Québec Khadir revient à la charge

Québec solidaire revient à la charge avec son projet de loi pour créer Pharma-Québec. La nouvelle société publique coordonnerait l'achat, la production et la recherche des médicaments, a expliqué hier Amir Khadir en conférence de presse. À cela s'ajouterait un régime public universel d'assurance médicaments. Dans le régime mixte actuel, on assiste à une « explosion incontrôlée des coûts », selon le député de Mercier. « C'est une solution extrémiste de nationaliser l'industrie pharmaceutique. Il y a encore des progrès à réaliser pour contrôler les coûts des médicaments, mais en utilisant les voies disponibles dans le régime actuel », a affirmé le ministre de la Santé, Réjean Hébert. M. Khadir réplique que Québec dépense près de 7 milliards par année en médicaments, alors que la Suède en dépense moins de 4 grâce à son réseau public de pharmacies, Apoteket.

— Paul Journet

Chine Québec en mission économique

François Gendron, vice-premier ministre du Québec, dirige une mission économique en Chine jusqu'à demain. Une trentaine d'entreprises québécoises des secteurs de l'aéronautique, des cosmétiques et de l'alimentation y sont pour percer l'alléchant marché chinois, « deuxième en importance pour les exportations québécoises, après les États-Unis », a affirmé M. Gendron. « La présence politique est un gage de confiance du gouvernement », a indiqué le vice-premier ministre, joint par téléphone à Hong Kong. Cela démontre la volonté sérieuse « d'établir des liens serrés » avec la Chine. Déjà, M. Gendron a vu « des choses se signer, d'autres, discutées ». « Il y a une effervescence presque invraisemblable en Chine, a-t-il précisé. C'est stimulant, emballant et les gens veulent en profiter. » Les échanges commerciaux de biens entre le Québec et la Chine ont atteint 10,2 milliards de dollars américains en 2011, en hausse de 13,3 % par rapport à l'année précédente. — Marie Allard

SERVICE FORD

LAISSEZ-NOUS METTRE VOTRE FORD À L'ÉPREUVE AVANT QUE L'HIVER NE LE FASSE.

Le temps froid exige davantage de votre véhicule. Chaque pièce doit fournir un rendement accru pour vous mener à destination. Nos techniciens certifiés Ford peuvent préparer votre véhicule afin qu'il performe à son meilleur. Ils examineront votre véhicule de fond en comble pour vous éviter de mauvaises surprises à l'arrivée de l'hiver.

FAITES CONFIANCE AUX EXPERTS QUI CONNAISSENT LE MIEUX VOTRE VÉHICULE FORD.



Chacun de nos techniciens certifiés Ford sont formés pour vérifier bien plus que l'huile et le filtre. Le forfait d'entretien complet comprend une inspection minutieuse couvrant jusqu'à 83 points. Vous partirez l'esprit tranquille en sachant que tout fonctionne à merveille.

LE PLAN‡
C'est bien plus que de l'huile* et un filtre.

POUR SEULEMENT 59,99 $‡

FICHE DE RÉSULTATS COMPLÈTE

INSPECTION JUSQU'À 83 POINTS
VÉRIFICATION DES COURROIES, DES TUYAUX ET DU NIVEAU DES LIQUIDES.

OFFRE DES ÉCONOMIES DE CARBURANT POTENTIELLES POUVANT ALLER JUSQU'À 385 $
PAR ANNÉE LORSQUE COMBINÉ À UN ENTRETIEN RÉGULIER◊.

DE PLUS, PERSONNE NE VEND DE PNEUS À MEILLEUR PRIX.††

Pour obtenir plus de détails et d'offres, rendez-vous chez votre concessionnaire Ford ou consultez ford.ca.

Allons plus loin

Toutes les offres se terminent le 15 décembre 2012. Les offres peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Consultez votre conseiller technique pour tous les détails. Les taxes applicables sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à moindre prix. Offre en vigueur chez les concessionnaires participants seulement. ‡ S'applique aux véhicules à roues arrière simples seulement. Les versions équipées d'un moteur diesel ne sont pas admissibles. * Jusqu'à 5 litres d'huile. Cette offre ne s'applique pas aux moteurs diesel. ◊ Ce montant est établi pour une Ford Fusion équipée d'un moteur V6 et d'une boîte automatique dont la cote de consommation de carburant combinée en ville et sur route est de 10 L/100 km (après mise au point), selon un kilométrage annuel de 20 000 km et un coût de 1,29 $ le litre d'essence (selon les moyennes de kilométrage établies par Environnement Canada). Un meilleur rendement énergétique ainsi que le taux de réduction des émissions dépendent du modèle, de l'année-modèle et de l'état du véhicule. †† Pour pouvoir profiter du prix annoncé par un concurrent : (i) les pneus doivent être achetés et montés chez votre concessionnaire Ford participant; (ii) le client doit présenter l'annonce du concurrent (comportant le prix inférieur), laquelle doit avoir été imprimée dans les 30 jours précédant le solde; et (iii) les pneus achetés doivent présenter les mêmes caractéristiques (marque, flancs, indices de vitesse et charge maximale) que celles indiquées dans l'annonce du concurrent. Offre valable uniquement chez les concessionnaires Ford participants. Cette offre s'applique au coût des pneus seulement et ne comprend pas les frais de main-d'œuvre, de montage, d'équilibrage, et les taxes applicables. Cette offre ne s'applique pas aux prix annoncés à l'extérieur du Canada, dans des annonces sur eBay, par des grossistes de pneus et des détaillants de pneus en ligne, ni aux soldes de fermeture, commandes spéciales, produits retirés du marché et offres de liquidation. Cette offre, d'une durée limitée, peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Demandez les détails à votre conseiller technique. © Ford du Canada Limitée 2012. Tous droits réservés.

iPhone 5 + TELUS

Les grands esprits se rencontrent.





iPhone 5

Tirez le maximum de votre iPhone 5. Profitez de vitesses 4G LTE ultrarapides avec le réseau qui ne vous laisse pas tomber.

Rendez-vous vite à **telusmobilite.com/iPhone5**

TELUS

Pour en savoir davantage, passez nous voir à une boutique TELUS, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands participants ou appelez au 1-866-264-2966. Tous les détails à telusmobilite.com

FUTURE SHOP · BEST BUY · Walmart · ASTRAL

BOUTIQUES TELUS ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre Eaton
Centre Rockland
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Place Alexis Nihon
Place Versailles
Place Vertu
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
6146, boul. Henri-Bourassa Est

Normand Nadeau Communications
1678, av. Mont-Royal Est

Normand Nadeau Communications
1531, rue Notre-Dame Ouest

Communications MOBILENET Inc.
5165, ch. Queen-Mary, local GR-2

Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Saint-Laurent
La Zone SCP
785, boul. Décarie

PC Page Communication Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Boisbriand
Faubourg Boisbriand

Blainville
Digital Communication Inc.
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Lachute
Carrefour Argenteuil

Laval
Carrefour Laval

Laval Est (aut. 19/aut. 440)

Proxi Télécom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest

SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Repentigny
Galeries Rive Nord

Rosemère
Place Rosemère

St-Jérôme
Carrefour du Nord

Terrebonne
Galeries Terrebonne

RÉGIONS

Berthierville
Technicomm
760, rue Notre-Dame

Drummondville
Alto Communication
400, boul. Saint-Joseph

Notre-Dame-des-Prairies
Multicom Communication 2000 Inc.
159, boul. Antonio-Barrette

Saint-Jean-sur-Richelieu
Cellulaire Plus
Carrefour Richelieu
600, rue Pierre-Caisse

Saint-Hyacinthe
Cellulaire Plus
3400, boul. Laframboise

Sorel-Tracy
Promenades de Sorel

Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs

RIVE-SUD

Promenades Montarville

Promenades Saint-Bruno

Brossard
Mail Champlain

Quartier DIX30

Candiac
D2 Technologie Inc.
69, ch. Saint-François-Xavier

Sainte-Julie
Alto Communication
1999, rue Nobel, local 15

Salaberry-de-Valleyfield
D2 Technologie Inc.
1, rue Dufferin

© 2012 TELUS.

ACTUALITÉS

Une octogénaire malade privée de soins médicaux



GABRIELLE DUCHAINE

Fatma M'ahamed Bentoutaou meurt à petit feu dans son appartement de l'est de Montréal. La femme de 83 ans, malade, ne peut plus aller à l'hôpital depuis qu'Ottawa a mis la hache dans les services de santé offerts aux réfugiés. Menacée d'expulsion, refusée comme demandeuse d'asile et en attente d'une réponse à sa demande de résidence permanente – qui pourrait mettre des mois à arriver –, elle n'a pas droit à l'assurance maladie. Sa famille craint qu'elle ne tienne pas le coup.

« Elle est gravement malade. Elle a absolument besoin d'être suivie », affirme sa belle-fille, Natalia Florea, qui lui sert d'interprète.

Les 17 et 18 août, Fatma M'ahamed Bentoutaou, une Algérienne qui s'est installée à Montréal il y a plus de 10 ans pour fuir son pays, a été hospitalisé d'urgence à l'Institut de cardiologie. Son cœur battait trop lentement ; les médecins ont dû lui installer un stimulateur cardiaque. Deux mois plus tard, l'octogénaire a reçu plus de 7500 $ en factures impayées de la part de l'Institut et d'une clinique spécialisée en cardiologie où elle a été vue.

« Comme le Programme fédéral de santé intérimaire refuse le paiement de votre visite suite aux changements apportés [cet été], nous sommes dans l'obligation de vous faire parvenir un compte », lit-on dans les documents. À l'Institut de cardiologie, on lui a fait savoir qu'elle devrait acquitter les soldes impayés avant de recevoir d'autres soins, raconte son avocat, Me Stéphane Handfield.



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

Même si elle souffre de troubles cardiaques sérieux, Fatma M'ahamed Bentoutaou, 83 ans, ne peut plus se faire soigner à l'hôpital depuis qu'Ottawa a mis la hache dans les services de santé offerts aux réfugiés.

« Je suis très préoccupé par la position d'Ottawa. On joue avec la santé d'une femme âgée. » — Me Stéphane Handfield, avocat de Mme Bentoutaou

Mme Bentoutaou, qui souffre de troubles cardiaques sérieux, n'en a pas les moyens. Sa famille non plus.

Pourtant, elle n'a pas le choix. Elle doit payer, sinon elle ne reçoit pas de soins.

Conseiller frauduleux

En 2003, le gouvernement du Canada a refusé à Fatma Bentoutaou le statut de demandeur d'asile. Depuis, elle tente d'obtenir sa résidence permanente pour motifs humanitaires, qu'on lui a refusée une première fois en 2005. Après quatre années perdues à cause d'un conseiller en immigration frauduleux qui n'aurait jamais traité son dossier, une deuxième demande a finalement été déposée en 2010. « Il n'y a pas eu de décision jusqu'à maintenant », a fait savoir Immigration Canada. Comme les délais atteignent jusqu'à 42 mois, Mme Bentoutaou pourrait attendre encore plus d'un an avant de recevoir une réponse. D'ici là, elle n'a pas de carte d'assurance maladie.

Jusqu'en juin dernier, la vieille dame profitait du programme de santé intérimaire fédéral qui offre une couverture aux réfugiés ne bénéficiant pas encore d'un régime d'assurance maladie provincial. Mais moins de deux mois avant son hospitalisation, le gouvernement fédéral a annulé le remboursement des médicaments, des soins dentaires, de la réadaptation et de tout traitement jugé non urgent, comme les suivis de grossesse ou de maladies chroniques pour les personnes comme Mme Bentoutaou.

Vide administratif

Dans la foulée de cette décision controversée, Québec s'est engagé à payer la note pour les demandeurs d'asile, mais comme Mme Bentoutaou a essuyé un refus du fédéral en 2003, elle tombe dans un vide administratif. Pour Ottawa, elle était admissible au remboursement jusqu'à ce qu'elle soit expulsée. Aux yeux du ministère de la Santé, elle est l'équivalent d'une « touriste en visite au pays », comme tous les autres aspirants à la résidence permanente. « Afin d'obtenir des paiements, il vous faut être titulaire d'une carte d'assurance maladie », lui a écrit le mois dernier le Centre spécial des demandeurs d'asile du Québec. Elle n'y est pas admissible. Au ministère de la Santé, on explique qu'il lui faudrait une assurance privée en attendant d'obtenir sa résidence permanente. « Mais avec son état de santé, personne ne voudra l'assurer », affirme Me Handfield.

Sans statut et menacée d'être renvoyée à tout moment en Algérie, où elle n'a « personne pour la prendre en charge », elle est mal prise. « Sans aide, on n'arrivera jamais à payer pour la faire soigner », dit sa belle-fille.

Selon Stéphane Handfield, le gouvernement fédéral doit agir. « Il me semble que vu les circonstances, on pourrait accélérer le traitement de son dossier, dit-il. Je suis très préoccupé par la position d'Ottawa. On joue avec la santé d'une femme âgée. »

À Ottawa, on voit les choses autrement. « Il est évident que Mme Bentoutaou a utilisé tous les recours possibles. Le système de protection des réfugiés du Canada est l'un des plus généreux qui existent dans le monde. Les décisions qui sont prises dans de tels dossiers ne le sont jamais à la légère », indique Julie Lafortune, porte-parole à Immigration Canada.

— Avec la collaboration de Vincent Larouche



LES PIPELINES DU CANADA

UNE VÉRITABLE RÉUSSITE CANADIENNE

LE PREMIER PIPELINE CANADIEN EST ENTRÉ EN SERVICE AVANT MÊME LA CRÉATION DU CANADA.

En 1853, des tuyaux en fonte transportaient du gaz naturel sur une distance de 25 kilomètres pour éclairer les rues de Trois-Rivières. À l'époque, c'était probablement le plus long pipeline au monde.

Depuis, l'histoire des pipelines canadiens est calquée sur l'histoire de notre pays. Pour acheminer les produits canadiens vers les marchés nationaux et mondiaux, nous avons toujours été prêts à trouver des solutions, en construisant des voies ferrées, des routes, des canaux, des aéroports et des pipelines.

- **Après avoir découvert du pétrole dans l'Ouest, on a construit le pipeline interprovincial d'une longueur de 1 800 km, qui devait desservir le centre du Canada. À un moment donné, c'était le plus long pipeline au monde**
- **En 1952 et 1953, les Canadiens ont construit le Trans Mountain Pipeline, merveille d'ingénierie qui transportait le pétrole en toute sécurité sur 1 150 kilomètres de paysages accidentés jusqu'à Burnaby.**
- **Aujourd'hui, le plus long pipeline canadien est le TransCanada Mainline, qui achemine du gaz naturel canadien jusqu'à Montréal. Pendant plus de 20 ans, il a été le plus long pipeline au monde.**

Notre industrie entend continuer de construire et d'exploiter des pipelines sûrs pour longtemps. Aujourd'hui, comme les gens veulent en savoir plus à propos de cet élément vital de nos infrastructures nationales, nous lançons un programme de communication qui permettra d'expliquer pourquoi des pipelines sont construits, le rôle qu'ils jouent dans notre vie et au sein de notre économie, et la façon dont nous accordons chaque jour la priorité absolue à la sécurité.

Un réseau comptant de plus de 100 000 kilomètres de pipelines de transport achemine 80 % des produits pétroliers et gaziers sur lesquels comptent les Canadiens. Découvrez-en davantage à propos du rôle des pipelines canadiens.

NOUS DISTRIBUONS VOTRE ÉNERGIE, JOUR APRÈS JOUR

CEPA canadian energy pipeline association | association canadienne de pipelines d'énergie

Pour en savoir plus, visitez **aboutpipelines.com**

Événement Famille et amis

le plus important à ce jour

Du jeudi au dimanche



Livres, cadeaux, articles de décoration, jouets et plus encore

25 % de rabais

avec tout achat de 50 $ en magasin*

10 % de rabais

sur les achats en ligne avec le code des Fêtes **FRIENDS****

Indigo | Chapters | Coles | indigo.ca

/Librairiesindigo

**L'offre ne s'applique pas à l'achat de lecteurs numériques, de cartes-cadeaux, de jeux vidéo, de consoles et de livres d'occasion. Les membres irewards économisent jusqu'à 5 % de plus sur les livres en tout temps. Le rabais est appliqué après tous les autres rabais et réductions admissibles. Un code de bon doit être entré à la page de paiement pour obtenir le rabais. Un seul code de bon par transaction. Le bon n'est pas remboursable et ne s'applique pas aux achats antérieurs. L'offre peut être modifiée ou prendre fin en tout temps, sans préavis. Indigo, Chapters, Coles et indigo.ca sont des marques de commerce d'Indigo Books & Music Inc.

Bon à utiliser en magasin

Événement Famille et amis

25 % de rabais

à l'achat de 50 $ de livres, cadeaux, d'articles de décoration, de jouets et plus encore*

Ce bon ne peut être jumelé à aucune autre offre ou promotion.

Jusqu'à dimanche

Indigo | Chapters | Coles

*Valide du 15 au 18 novembre 2012 sur présentation d'un bon valide, avec achat de 50 $ et plus après les rabais, l'échange de points primes privilège et avant les taxes. Le bon s'applique à la marchandise admissible en stock à prix courant, à l'exclusion des appareils électroniques et accessoires connexes, des cartes-cadeaux, des CD, des DVD, des magazines, des journaux, des logiciels interactifs d'apprentissage Rosetta Stone et des abonnements irewards. Il ne peut servir non plus à faire un don à la Fondation Indigo pour l'amour de la lecture, ni à acheter des produits de la Fondation. Le bon ne peut être jumelé à aucun autre rabais ou offre (à l'exception des réductions irewards habituelles). Une carte irewards en règle doit être présentée au moment de l'achat. L'offre représente un rabais supplémentaire pouvant aller jusqu'à 10 % sur les articles en stock à prix courant qui sont admissibles aux rabais irewards habituels. Le rabais est appliqué après tous les autres rabais et réductions admissibles. Il ne s'applique pas aux achats antérieurs et n'est ni monnayable, ni remboursable. Le bon doit être présenté au moment de l'achat. Un seul bon par client. L'offre peut être modifiée ou supprimée en tout temps, sans préavis. Indigo, Chapters et Coles sont des marques de commerce d'Indigo Books & Music Inc.

417050111122

POLITIQUE

L'indexation comme plancher

Philippe Couillard rejette l'idée du gel des droits de scolarité

PAUL JOURNET

QUÉBEC — **L'indexation des droits de scolarité devrait être le minimum envisagé, croit Philippe Couillard. « C'est le plancher », a soutenu le candidat à la direction du Parti libéral (PLQ), en entrevue avec *La Presse*.**

M. Couillard poursuit cette semaine sa tournée dans le Bas-Saint-Laurent. Il assure qu'il appuyait la hausse annoncée par le précédent gouvernement libéral. « Mais l'horloge a été remise à zéro », a-t-il rappelé. Il juge légitime que toutes les options soient débattues l'hiver prochain au sommet sur l'éducation supérieure. Mais l'indexation constitue un plancher pour lui. Et elle aurait dû être appliquée plus tôt. « Le gel n'est jamais une politique tarifaire acceptable. Si on avait indexé les frais depuis 1995, aurions-nous vécu la même crise au printemps dernier? Quand on annonce un gel, on annonce une crise à venir », lance-t-il.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

« Quand on annonce un gel, on annonce une crise à venir », a affirmé Philippe Couillard, en entrevue avec *La Presse*.

Avant d'établir les droits de scolarité, l'ex-ministre de la Santé croit qu'il faut d'abord se pencher sur le financement des universités. Il ne doute pas qu'elles soient sous-financées. « Certaines études qui ont circulé récemment sont très imparfaites, souligne-t-il. On a utilisé les fonds de recherche dans le calcul du financement des universités. Ça ne permet pas une comparaison appropriée. » Et l'objectif n'est pas seulement de régler le sous financement, poursuit-il. Ce serait de « rendre nos universités compétitives au niveau mondial ».

Une fois qu'on aura déterminé ce niveau de financement, on pourra décider de la facture à refiler aux étudiants, conclut-il.

Budget : stimuler les PME

M. Couillard se rallie aux demandes budgétaires de ses collègues du PLQ, dont celles d'un de ses deux rivaux dans la course à la direction, Raymond Bachand. Le gouvernement péquiste doit selon lui notamment maintenir le Fonds des générations pour rembourser la dette et renoncer à hausser le taux d'imposition des contribuables qui gagnent plus de 100 000 dollars.

Pour rendre la taxe santé plus progressive, le ministre des Finances, Nicolas Marceau, veut porter à 49,9 % le taux combiné d'imposition pour ces contribuables plus fortunés. En comparaison, le taux est de 49,5 % en Ontario.

M. Couillard laisse même entendre qu'il pourrait infirmer ou modifier cette décision s'il était porté au pouvoir. « Il faut rester fermement, pas marginalement, sous la barre des 50 % d'imposition pour les hauts revenus », a-t-il indiqué. Et il serait en faveur d'une « action » en ce sens, a-t-il avancé, sans vouloir se compromettre davantage. « Je n'aurais aucune difficulté à expliquer aux Québécois que c'est une illusion de penser que de taxer la petite quantité de personnes à haut revenu aurait un effet bénéfique sur l'économie. C'est plutôt le contraire », a-t-il expliqué.

Le PQ « doit tendre la main »

La crise de confiance envers la classe politique devrait aussi faire reculer le ministre Marceau, estime-t-il. « Nous vivons dans un climat de diminution du lien de confiance entre les élus et les citoyens. Cela devrait inciter le gouvernement à faire les efforts budgétaires dans la colonne des dépenses, et non dans les revenus (avec les taxes et impôts). »

M. Couillard demande en outre au gouvernement péquiste d'être conciliant. « Dans sa réflexion, le gouvernement doit comprendre qu'il est minoritaire. Il doit tendre la main à l'opposition et s'inspirer des meilleures idées disponibles. »

Aux demandes de ses collègues libéraux, M. Couillard dit vouloir ajouter « un souci particulier » pour les PME et le secteur manufacturier, qui sont responsables de la majorité de la création d'emplois. « Ce secteur est en voie de renaître en Amérique du Nord. Mais il a des difficultés, entre autres à cause de la hausse du dollar. On pourrait contribuer à sa relance avec des mesures fiscales pour le rendre plus compétitif. Le gouvernement semble vouloir régler un problème de comptabilité publique, mais je ne vois pas de stratégie de croissance économique derrière. »

LE JEUDI 15 NOVEMBRE
AUBAINE DU JOUR

700$ de rabais
299,99
Ord. 999,99$

ZWILLING J.A. HENCKELS
Batterie de cuisine en inox 10 pièces TruClad, et wok d'une valeur de 150$ en prime.
Acier épais triple épaisseur pour une répartition thermique optimale. Poignée ergonomique. Peut aller au four et sous le gril jusqu'à 260 °C (500 °F). Va au lave-vaisselle.
Magasinez à labaie.com



Une valeur totale de 1 149,99

PRIME: Wok en inox de 33 cm, une valeur de 150$.



Et 55% de rabais sur d'autres batteries de cuisine, et **30% de rabais** sur les ustensiles de cuisson vendus à l'unité
Exceptions en bas de page.

la Baie

Magasinez à labaie.com Vous aimeriez connaître à l'avance nos Aubaines du jour?
Inscrivez-vous à labaie.com et recevez des avis par courriel

Aucun intérêt pendant 6 mois.
Lorsque vous utilisez votre carte MasterCard[MD] HBC[†] ou votre carte de crédit HBC.
Taxes et frais de livraison payables à l'achat. Sur approbation du crédit. Paiement mensuel minimal requis. Précisions ci-dessous.

Exceptions : Bodum, All-Clad et WMF. Aucun bon d'achat différé ni redressement de prix. Aucune commande téléphonique ni commande en prévente. Offre valide jusqu'à épuisement des stocks. Cette offre ne peut être combinée avec aucune autre. Le choix varie selon le magasin.. Les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, à moins d'indication contraire.. Précisions en magasin. Les plans de paiement spéciaux sont offerts sur approbation du crédit aux titulaires de la carte MasterCard[MD] HBC[†] ou de la carte de crédit HBC, à l'achat des articles indiqués. Si vous ne respectez pas les modalités de paiement ou les conditions de votre contrat de crédit HBC, le taux d'intérêt annuel s'appliquera. La période de facturation couverte par chaque relevé de compte est d'environ 30 jours. Pour des précisions, visitez http://plandepaiementhbc.com, composez le 1-800-263-2599 ou renseignez-vous auprès d'un associé en magasin. † Compagnie de la Baie d'Hudson, HBC, Primes HBC, la Baie et leurs logos respectifs sont des marques de commerce de la Compagnie de la Baie d'Hudson, utilisées sous licence. **Le crédit est accordé par Capital One®.** Capital One est une marque déposée. MasterCard et le logo MasterCard sont des marques déposées de MasterCard International Incorporated. Toutes les marques de commerce utilisées aux présentes appartiennent aux entités auxquelles elles sont associées. Tous droits réservés.

DROIT DE GRÈVE AUX ÉTUDIANTS

Duchesne songe à changer la loi

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Assimiler la grève étudiante à un boycottage a créé une crise sociale, croit le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne. Il songe à changer la loi pour accorder aux étudiants le droit de grève, ce qui pourrait leur permettre d'empêcher leurs confrères d'assister à leurs cours. Le ministre examinera la question l'hiver prochain, au sommet sur l'enseignement supérieur.

« Pendant 40 ans, au Québec, on parlait de droit de grève [étudiante], a dit M. Duchesne. Il y a eu des grèves, des situations dans les cégeps et les universités. Puis l'ancien gouvernement libéral a décidé qu'il inventait le mot "boycott". La conséquence, c'est qu'on a eu une crise sociale importante, avec une instabilité qui a duré longtemps. »

Le porte-parole libéral en matière d'éducation, Gerry Sklavounos, accuse le ministre de vouloir donner aux étudiants le « droit de bloquer les portes ». Il rappelle que, même si le conflit étudiant du printemps dernier est le plus important de l'histoire québécoise, la majorité des étudiants ont néanmoins terminé leurs cours. « Alors que 70 % de nos étudiants ont terminé leurs cours normalement le printemps dernier, le ministre permettrait à ceux qui veulent bloquer l'accès aux salles de classe de le faire légalement et en toute impunité. Pendant ce temps, les classes seront éclairées, chauffées ou climatisées, les professeurs, chargés de cours, administrateurs et employés de soutien, payés. Les Québécois assumeront la note, mais nos étudiants ne recevront pas leurs cours », a-t-il lancé.

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du : 2012-11-14

Lotto 6/49 : 15 20 29 36 38 42 — 27 compl.
Québec 49 : 03 10 20 40 42 48 — 07 compl.
Loto Poker : 2♣ 2♢ 2♠ V♢ A♢
La Quotidienne : 3 195 — 4 6175
Sprint 0 : 02 15 16 18 20
La Poule aux Oeufs d'or : 1 25 000 $ 995169 — 2 50 000 $ 138456 — 3 100 000 $ 340496 (décomposables)
Numéros « Télé » : 588358 825469 900334 (non décomposables)
Numéro « Votre participant » : Aucun — La Poule Plus Numéro boni : 02
Banco : 07 10 17 18 21 25 26 33 35 38 40 48 52 54 58 59 61 62 63 70
Triplex : 01 05 06 16 30
Astro : Jour 29 - Mois MARS - Année 31 - Signe GÉMEAUX
Extra : 8934668
Lotto MAX : CE VENDREDI, 42 MILLIONS $

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com

DeSerres

JEUX ET JOUETS CRÉATIFS

Des centaines d'idées cadeaux en magasin et sur deserres.ca





29,99

ENSEMBLE DE 4 PETITES VOITURES
Tire-les vers l'arrière et elles avancent toutes seules !
Matière caoutchouteuse qui n'abime pas les planchers
BX1048Z



19,99

MALLETTE EN BOIS POUR JEUNE ARTISTE
Contient 88 pièces : feutres, pastels, pastilles d'aquarelle, crayons de bois, pinceaux, etc.
OD002



32,99

L'ATELIER PEINTURE AUX DOIGTS
Gouache opaque sans odeur et lavable à l'eau savonneuse.
37 pièces
P633502



19,97 ~~21,99~~

ECO BRICOLAGE
20 projets écologiques.
Carton recyclé, encre de soya
ALX146W



16,97

BIJOUX ZIP-IT !
Fabrique des bijoux pour toi et ton amie !
Plus de 100 pièces
SM66901



14,99 ch.

ENSEMBLE D'ACTIVITÉS ART ADVENTURE
Inclut 40 pièces pour faire de la peinture à numéros, du dessin à numéros et de la gravure métallique
RPDQAVS



12,97 ~~14,99~~

MINE DE CRISTAL
Ensemble d'excavation de 8 cristaux naturels
PW3252

Offrez la carte cadeau pleine de créativité!

Disponible au montant de votre choix entre **5 $** et **250 $**





19,97 ~~24,99~~

LES PINGOUINS PATINEURS
Jeux de logique, de raisonnement et de patience
PB515203

Offre en vigueur jusqu'au 31 décembre 2012 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Malgré l'attention portée à la rédaction de cette publicité, DeSerres ne peut être tenue responsable des erreurs typographiques. Les articles peuvent différer des photos et les offres sur deserres.ca peuvent différer de celles en magasin.

28 magasins
Une entreprise d'ici | Depuis 1908

deserres.ca

ACTUALITÉS

Funérailles inhabituelles d'un mafieux

DAVID SANTERRE

« Un homme de cœur, un homme d'honneur. »

C'est ainsi qu'un prêtre a décrit Joe Di Maulo, un homme qu'il a dit charmant et qu'il connaissait depuis longtemps, en ouverture de ses funérailles célébrées hier à Montréal.

Joe Di Maulo a été assassiné le 4 novembre devant chez lui, à Blainville.

La cérémonie n'a évidemment pas consacré une seconde au rôle que jouait Di Maulo dans la mafia, et qui pourrait lui avoir coûté la vie. On a plutôt fait son éloge.

Tout au plus 150 personnes ont assisté à la cérémonie dans la petite église de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, rue du Mans, dans l'arrondissement de Saint-Léonard. Une assistance modeste, où les visages connus du milieu criminel étaient rares – contrairement à ce qu'on a observé lors de funérailles de mafieux du même acabit dans le passé.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

Des membres de la famille de Joe Di Maulo, à la sortie de l'église de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, hier.

Les Cotroni présents

Il y avait ses enfants et sa femme, Huguette Desjardins, sœur de Raynald Desjardins, emprisonné et accusé du meurtre de l'aspirant parrain Salvatore Montagna. Quelques membres de la descendance de Frank Cotroni étaient aussi présents, Frank et Nick – ce qui va de soi, puisqu'une des trois filles de Joe Di Maulo est mariée à un Cotroni.

Ce qui détonnait surtout, dans ces funérailles, c'est qu'elles se sont déroulées en anglais et en français, et que des membres de la famille ont livré de poignants témoignages pour rendre hommage au disparu. Cela contrastait avec les austères funérailles en italien et même en latin des Montagna et des deux Nick Rizzuto, père et fils de Vito.

Sa fille Mylène

Mylène, l'une des filles de Joe Di Maulo, a raconté à quel point la mort de son père était inattendue et douloureuse. Elle a rappelé avec émotion de bons souvenirs de ce père « généreux » qui savait aimer « inconditionnellement » tous ses proches. « Je m'ennuie tant de toi. C'est le début d'une nouvelle aventure pour toi et nous. Tu seras notre ange gardien », a-t-elle dit en sanglotant.

Une cousine de Joe Di Maulo l'a décrit comme un homme d'affaires prospère, ambitieux, qui touchait à plusieurs domaines et qui était respecté dans les « milieux des affaires, artistique et politique ». Elle a décrit un homme engagé pour sa famille et pour la communauté, qui donnait à plusieurs œuvres de charité.

« Il avait deux grandes passions, le golf et l'art du vin. Il jouait au golf jusqu'à la première neige et, ensuite, il partait dans le Sud en voyage de golf avec ses amis. [...] Il était un fin connaisseur de vins et son cellier en était la preuve. On sait que sa maison donne sur le terrain de golf [le Blainvillier], et il avait fait encastrer un minibar dans un arbre derrière. Quand ses amis jouaient, ils arrêtaient trinquer chez lui en pleine partie. Il devait réaliser sous peu son rêve de retourner dans son pays et de voir la maison de sa famille. »

« Je vous ai présenté le vrai Joe Di Maulo, celui que nous connaissons », a-t-elle conclu sous un tonnerre d'applaudissements.

Puis, un à un, presque tous les membres de l'assistance sont allés offrir leurs condoléances à la famille, avant que le cortège funèbre ne parte pour le cimetière sous une envolée de colombes. Plusieurs voitures étaient chargées de couronnes de fleurs, offertes entre autres par la famille Cotroni et Raynald Desjardins.

Vito Rizzuto

Rappelons que Joe Di Maulo, ex-tenancier de cabaret qui a lancé la carrière de plusieurs artistes dans les années 50 et 60, était aussi un des membres les plus influents de la mafia montréalaise. Sans en être un leader, il aurait souvent agi à titre de médiateur entre les factions.

Il est possible qu'il ait déplu au clan Rizzuto parce qu'il n'a pas choisi son camp pendant l'incarcération du parrain, Vito, aux États-Unis. Quelques semaines après le retour au pays de Vito Rizzuto, il pourrait avoir payé de sa vie ce manque de loyauté.

Selon certaines sources, Di Maulo aurait rencontré Rizzuto la veille du meurtre. L'enquête sur ce crime est menée par la Sûreté du Québec.

—Avec la collaboration de Daniel Renaud





PHOTO ARCHIVES LE SOLEIL

Le Manège militaire, le matin suivant l'incendie survenu dans la nuit du 5 avril 2008 .

Manège militaire de Québec
Harper annoncerait la reconstruction demain

Le gouvernement fédéral procédera demain à une importante annonce concernant la reconstruction du Manège militaire de Québec, qui a été la proie des flammes en 2008. Le premier ministre Stephen Harper sera présent à l'événement, a appris *Le Soleil*.

Selon le journal, les cinq députés et les cinq sénateurs conservateurs du Québec ont été avisés vendredi dernier de se rendre disponibles le 16 novembre. Puis, lundi, ils ont été informés que le premier ministre présiderait l'événement.

Avant que l'information ne soit confirmée de source sûre, toutes les personnes jointes par *Le Soleil* s'attendaient à ce que l'annonce concerne la reconstruction du Manège militaire. « On ne convoque pas des militaires pour annoncer des coupures », a soutenu une personne bien informée auprès des Forces armées canadiennes

Une autre personne proche du Parti conservateur a de son côté expliqué que Stephen Harper ne se déplaçait pas pour des annonces mineures.

— Le Soleil



HYUNDAI | NOUVELLES IDÉES. NOUVELLES POSSIBILITÉS.MC



EN CE MOMENT OBTENEZ 0 % DE FINANCEMENT◊

ELANTRA L 2013

LOCATION À PARTIR DE

175 $

POUR 60 MOIS
650 $ COMPTANT

FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.



Modèle Limited montré♦

AUTOROUTE 5,2L / 100 KM▼



ET 4 PNEUS D'HIVER GRATUITS*

TUCSON 2013

FINANCEMENT À L'ACHAT◊
0 %
POUR 60 MOIS

LOCATION À PARTIR DE
299 $ POUR 60 MOIS**
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

0 $
COMPTANT

AUTOROUTE 7,7L / 100 KM▼



Modèle Limited montré♦

ACCENT L 4 PORTES 2013

LOCATION À PARTIR DE
165 $ POUR 60 MOIS**
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

0 $
COMPTANT

AUTOROUTE 5,3L / 100 KM▼



Modèle GLS 4 portes montré♦

GARANTIE 5 ANS 100 000 KM GARANTIE GLOBALE LIMITÉE††

Garantie globale limitée : 5 ans/100 000 km
Garantie groupe motopropulseur : 5 ans/100 000 km
Garantie sur les émissions : 5 ans/100 000 km

HyundaiCanada.com

MC Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. ♦ Prix des modèles montrés : Elantra Limited 2013, boite automatique à 24 809 $ / Tucson Limited 2013, traction intégrale (à partir de 34 224 $) / Accent GLS 4 portes 2013, boite automatique à 6 vitesses à 19 859 $. Frais de 115 $ (taxe des pneus 15 $ et taxe climatiseur 100 $), livraison et de destination de 1 495 $ / 1 760 $ / 1 495 $ pour Elantra Limited 2013 / Tucson Limited 2013 / Accent GLS 4 portes 2013 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. ◊ Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur le Tucson L 2013 à partir de 21 874 $. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 21 874 $ à un taux de 0 % équivaut à des mensualités de 364,57 $ par mois pour une durée de 60 mois. Comptant initial requis de 0 $. Coût de prêt de 0 $ pour une obligation totale de 21 874 $. Frais de 115 $ (taxe de 15 $ sur les pneus et taxe de 100 $ sur le climatiseur) et frais de livraison et de destination de 1 760 $ pour le Tucson L 2013 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. ** Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles neufs en stock : Elantra L 2013, boite manuelle (à partir de 17 459 $) / Tucson L 2013, transmission manuelle (à partir de 21 874 $) / Accent L 4 portes 2013, boite manuelle (à partir de 14 809 $). Mensualités de location: 175 $ / 299 $ / 165 $ sur 60 mois sans obligation au terme du contrat de location. Première mensualité et comptant initial de 650 $ / 0 $ / 0 $ requis à la livraison. Certaines conditions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. Frais de 115 $ (taxe des pneus 15 $ et taxe du climatiseur de 100 $ pour les modèles équipés d'un climatiseur), livraison et destination de 1 495 $ (Elantra L 2013, Accent L 4 portes 2013) / 1 760 $ (Tucson L 2013) inclus dans les offres de location. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus des offres de location et sont payables au moment de la livraison. Aucun dépôt de sécurité (0 $) pour tous les modèles. Kilométrage annuel de 20 000 km, 12 ¢ par km additionnel pour l'Elantra L 2013 / le Tucson 2013 / l'Accent L 4 portes 2013. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. Louez une Elantra L 2013 manuelle à 6 rapports, et vous aurez droit à un crédit de location de 200 $ du concessionnaire au client. Le crédit du concessionnaire au client s'applique avant les taxes. Cette offre ne peut être jumelée ou combinée à aucune autre offre. L'offre n'est pas transférable et ne peut être réaffectée. Aucun véhicule d'échange requis. * Crédit pour pneus d'hiver d'une valeur allant jusqu'à 300 $ / 400 $ / 550 $ offert pour l'Accent 2013 / l'Elantra 2013 / le Tucson 2013. Le crédit pour pneus d'hiver s'applique avant les taxes. Le crédit ne peut être combiné ou jumelé à aucun autre crédit disponible. Le crédit est non transférable et ne peut être réaffecté. Voir le concessionnaire pour les détails. ▼ Les cotes de consommations d'essence de l'Elantra L 2013, boite manuelle (Autoroute 5,2 L / 100 km; Ville 7,1 L / 100 km) / du Tucson 2013, boite manuelle (Autoroute 7,7 L / 100 km; Ville 10,4 L / 100 km) / de l'Accent L 4 portes 2013, boite manuelle (Autoroute 5,3 L / 100 km; Ville 7,1 L / 100 km) sont basées sur les données du manufacturier. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. ♦ ◊** Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Contactez votre concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.

POLITIQUE

DIRECTION DU PLC

Martha Hall Findlay dans la course



PHOTO LARRY MACDOUGAL, LA PRESSE CANADIENNE

Martha Hall Findlay a confirmé hier qu'elle sera de la course à la direction du Parti libéral du Canada.

JOEL-DENIS BELLAVANCE
ET HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Justin Trudeau n'est plus le seul candidat jouissant d'une notoriété nationale à briguer la direction du Parti libéral du Canada (PLC). Martha Hall Findlay, députée libérale de la région de Toronto de 2008 à 2011, a confirmé hier qu'elle tentera une deuxième fois de prendre les commandes du parti, après une tentative infructueuse en 2006.

Les autorités du PLC ont d'ailleurs donné officiellement le coup d'envoi, hier, de cette course qui connaîtra son dénouement le 14 avril à Ottawa. Elles ont du même coup annoncé la tenue de cinq débats au cours des prochains mois.

Les joutes oratoires se tiendront à Vancouver, Winnipeg, Toronto, Halifax et à Montréal à la fin du mois de mars. Un dernier événement aura lieu à Toronto le 6 avril pour marquer le début du vote des militants et sympathisants libéraux.

En confirmant ses intentions hier, M^me^ Hall Findlay a affirmé que le Parti libéral devait se doter d'un chef qui a la substance, l'intelligence et l'expérience pour affronter le premier ministre Stephen Harper, sur le terrain de l'économie en particulier.

« Quand l'économie est l'enjeu le plus important auquel font face les Canadiens, vous avez besoin d'un leadership intelligent, qui a de l'expérience dans les affaires et l'économie, de même qu'en politique », a-t-elle fait valoir.

L'avocate de Toronto a fait miroiter sa propre expérience dans le monde juridique et des affaires, notamment auprès d'entreprises de télécommunications. Elle souhaite ainsi se distinguer du favori de la course, Justin Trudeau, dont l'inexpérience sur le plan économique est considérée comme l'une de ses faiblesses.

M^me^ Findlay a choisi la ville de Calgary pour lancer sa campagne. L'Alberta demeure une terre hostile au Parti libéral depuis plusieurs décennies, notamment en raison de l'adoption du programme énergétique national par le gouvernement de Trudeau père.

Un organisateur politique efficace en Alberta

Mais M^me^ Findlay a recruté Stephen Carter, organisateur politique qui s'est bâti une solide réputation au cours des dernières années en chapeautant les campagnes victorieuses du maire de Calgary, Naheed Nenshi, et de la première ministre Alison Redford. M. Nenshi et M^me^ Redford étaient donnés perdants avant le début de leur campagne respective et ils ont tous deux fait mentir les prédictions et les sondages.

Jusqu'ici, les candidats déclarés incluent l'avocat d'Ottawa David Bertschi, l'avocat de Vancouver Alex Burton, l'avocate de Toronto Deborah Coyne et la lieutenante-colonelle à la retraite Karen McCrimmon, qui a elle aussi annoncé ses intentions hier. Les candidats potentiels incluent l'avocat et ancien ministre de la Justice Martin Cauchon et le député montréalais et ancien astronaute Marc Garneau.

Rappelons que, pour la première fois, une nouvelle catégorie de « sympathisants » pourra aussi voter pour élire le prochain chef, en plus des membres en règle du parti. Plus de 30 000 sympathisants se seraient déjà inscrits en vue des élections du mois d'avril. « Ce sera le processus le plus ouvert pour sélectionner un leader de parti au niveau fédéral. J'ai hâte que ça commence », a déclaré Mike Crawley, président du PLC.

Sondage
La souveraineté serait « dépassée »

Devant une économie mondiale menacée, 83 % des Québécois perçoivent comme un avantage l'appartenance du Québec au Canada. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement souverainiste n'empêche pas 66 % des Québécois de considérer le débat sur la souveraineté comme une « question dépassée », malgré l'élection d'un gouvernement péquiste. C'est du moins le résultat d'un sondage CROP non probabiliste rendu public hier par l'Idée fédérale, un groupe de réflexion sur le fédéralisme. Réalisée en octobre dernier auprès de 1000 répondants, l'étude révèle que 86 % des électeurs désiraient un vent de fraîcheur à l'Assemblée nationale. Le PQ était alors l'équipe qui représentait le mieux le changement. L'élection du PQ n'empêche pas plus d'une personne sur deux (56 %) d'être d'accord avec Stephen Harper, le premier ministre du Canada, lorsqu'il dit que la souveraineté réveille de « vieilles chicanes constitutionnelles du passé ». — Ewan Sauves



ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

Rien ne presse, dit le SPQ Libre

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement Marois est-il devenu plus conservateur que celui de Stephen Harper ? Ottawa a compris qu'il ne fallait pas mettre trop de pression sur l'économie et a décidé de reporter d'un an l'atteinte du déficit zéro.

Le ministre péquiste Nicolas Marceau devrait faire de même, estime le club politique Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ Libre). Pierre Dubuc et Marc Laviolette, membres du conseil d'administration de SPQ Libre et toujours membres du bureau de leur association péquiste respective, soutiennent que le gouvernement Marois se trompe en maintenant le cap, envers et contre tous, sur le déficit zéro.

Le ministre fédéral des Finances, James Flaherty, vient en effet de reporter pour la deuxième année consécutive l'atteinte de l'équilibre budgétaire, même s'il s'agissait de la principale promesse des conservateurs lors des élections de mai 2011. M. Flaherty invoque des recettes réduites et les incertitudes économiques.

« Si l'équilibre budgétaire n'est pas un objectif prioritaire pour un gouvernement conservateur néolibéral à Ottawa, pourquoi devrait-il l'être pour un gouvernement progressiste à Québec ? », demandent MM. Dubuc et Laviolette. Selon eux, ce dogmatisme s'inspire clairement des positions « lucides » d'un Lucien Bouchard, qui avait aussi imposé le déficit zéro à la fin des années 90. Or, « sa politique du déficit zéro a eu pour conséquence l'éclatement de la coalition d'organisations syndicales et de groupes communautaires », affirment-ils.

« Le danger est grand, les mesures d'austérité peuvent nous précipiter à nouveau en récession », observe M. Laviolette. Il s'inquiète surtout de l'intention avouée du gouvernement de repousser plusieurs projets d'infrastructures. « Ce sont ces chantiers qui nous ont permis de traverser sans trop de dommages le ralentissement qui a suivi la crise financière », explique le syndicaliste.

Lors d'une récente rencontre de « consultation » sur son budger, M. Marceau a insisté sur « sa peur de la décote » – les agences d'évaluation de crédits surveillent le Québec, a-t-il souligné. « Ce ne sont pas les agences de New York qui vont décider du programme du PQ ! », a protesté hier M. Laviolette.

M. Laviolette a aussi mentionné que dans ses rencontres, M. Marceau a expliqué que le Québec serait en meilleure position s'il atteignait le déficit zéro avant les autres.

« Si la gouvernance souverainiste a un sens, le gouvernement Marois devrait adopter une attitude combative et revendiquer un nouveau pacte fiscal avec Ottawa, plutôt que d'affliger la population du Québec avec des compressions dans les programmes sociaux », soutient le SPQ Libre.

PLUS ALLÉCHANTE QUE JAMAIS !

CHEVROLET

LA GRANDE VENTE DES MODÈLES 2012

Modèle LTZ illustré

PRIX D'ACHAT LES PLUS AVANTAGEUX DE L'ANNÉE[1]
ET
VERSEMENTS LES PLUS BAS[2]
SUR CERTAINS MODÈLES

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE POUR LES MEILLEURES AUBAINES DE 2012 !

CRUZE LS 2012
PRIX À L'ACHAT 14 499 $[1] Comprend le transport.
FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS 189 $[2] /MOIS



SONIC LS 2012 BERLINE
PRIX À L'ACHAT 13 499 $[1] Comprend le transport.
FINANCEMENT À L'ACHAT 84 MOIS 178 $[2] /MOIS



ORLANDO LS 2012
PRIX À L'ACHAT 16 999 $[1] Comprend le transport.



EQUINOX LS 2012
PRIX À L'ACHAT 24 999 $[1] Comprend le transport et la taxe de climatisation.



SILVERADO 1500 LT 2012
OBTENEZ JUSQU'À 11 500 $ DE RABAIS[3] + JUSQU'À 2 500 $ AVEC LE PROGRAMME GROS SOUS POUR VOTRE BAZOU[4]

REMISE ADDITIONNELLE allant jusqu'à 1 500 $ disponible avec le programme*

FAITES DE L'AIR !

GM Canada LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS 5 ANS 160 000 KM* • GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTOPROPULSEUR • ASSISTANCE ROUTIÈRE • TRANSPORT DE COURTOISIE
* SELON LA PREMIÈRE ÉCHÉANCE. CAMIONS POIDS MOYEN EXCLUS. DÉTAILS SUR LA GARANTIE LIMITÉE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE.

CHEVROLET, ET FIER DE L'ÊTRE.
offreschevrolet.ca

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2012 neufs suivants : Sonic (1JU69/1SA), Cruze (1PJ69/1SA), Equinox (1LF26/1SA), Orlando (1PJ75/1SA) et Silverado à cabine allongée et à cabine multiplace. Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 495 $) et taxe de climatisation (100 $, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Prix à l'achat de 13 499 $ pour Sonic, de 14 499 $ pour Cruze, de 16 999 $ pour Orlando et de 24 999 $ pour Equinox. Comprend un rabais concessionnaire de 500 $ pour Sonic et Cruze, de 4 491 $ pour Orlando et de 3 500 $ pour Equinox. 2. Total de 84 paiements mensuels, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux effectif de 3,03 % pour Sonic et de 2,83 % pour Cruze. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque Scotia[MD] ou d'Ally Credit. Exemple : basé sur un financement de 13 499 $ à un taux annuel de 3,03 %, le paiement mensuel est de 178 $ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 1 499,11 $, et l'obligation totale est de 14 998,11 $. 3. Plus de détails chez votre concessionnaire. † Pour être admissible à l'offre incitative *Gros sous pour votre bazou* de la GMCL, vous devez : 1) remettre un véhicule de l'année-modèle 2006 ou antérieure qui est en état de marche et qui est immatriculé et assuré à votre nom depuis les trois derniers mois ; 2) remettre un véhicule de l'année-modèle 2006 ou antérieure qui est en état de marche et qui est immatriculé et assuré au nom d'une petite entreprise depuis les trois derniers mois. La GMCL remettra aux clients admissibles une offre incitative du fabricant offerte aux clients (taxes incluses) applicable à l'achat, au financement ou à la location d'un véhicule neuf Chevrolet Colorado, GMC Canyon, Chevrolet Silverado, GMC Sierra ou Chevrolet Avalanche 2012 ou 2013 admissible, livré entre le 2 octobre 2012 et le 2 janvier 2013. L'offre incitative va de 1 500 $ à 3 000 $, selon le modèle choisi. L'offre incitative ne peut être jumelée à d'autres offres. En participant au programme *Gros sous pour votre bazou,* vous ne serez pas admissible à un échange de véhicule. Détails chez votre concessionnaire. * La remise de 600 $ à 1 500 $ est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule de l'année-modèle 2008 à 2013 en échange d'un véhicule de l'année-modèle 1998 ou antérieurs. Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fond vert. Pour plus d'information, visitez le site www.faitesdelair.org. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau - Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

ACTUALITÉS

Il s'immole par le feu avec la femme

CHRISTIANE DESJARDINS

Hormis des matières fondues incrustées dans l'asphalte et des fragments de verre, rien n'indique qu'un drame d'une violence inouïe s'est produit rue Champagneur, il y a environ deux semaines. Yogarani Kunaratnam, 37 ans, mère de trois enfants, est morte brûlée vive dans la voiture de celui qui la harcelait, et qui s'est immolé en même temps.

Cet homme, c'est Pirapakaran Navaratnam, originaire du Sri Lanka, tout comme la victime. Ils se seraient connus quelques années auparavant. L'homme de 41 ans faisait apparemment une fixation sur M^me^ Kunaratnam. Il la harcelait et tenait des propos inquiétants. Elle le craignait, au point de porter plainte à la police.

Arrêté par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), il a comparu le 3 octobre dernier en cour municipale, où il a été accusé de harcèlement, de menaces et d'intimidation pour divers incidents survenus depuis le 1^er^ septembre à l'endroit de Yogarani Kunaratnam et de sa famille. Il est resté détenu jusqu'au 9 octobre, jour où il a été mis en liberté sous conditions, après avoir plaidé coupable à certaines des accusations et avoir fait une crise de larmes devant le tribunal (voir autre texte, en page A25).



PHOTO FOURNIE PAR LA SPVM
Pirapakaran Navaratnam

On l'ignorait alors, mais c'est une bombe à retardement qui a été relâchée ce jour-là.

Une bombe avec un compte à rebours de 20 jours.

Bidons d'essence

Qu'a fait Pirapakaran Navaratnam de ces 20 jours? Ses collègues du restaurant du Vieux-Montréal où il travaillait comme cuistot ne l'avaient pas vu depuis près d'un mois quand *La Presse* est passée.

Manifestement, à un certain moment, l'homme a décidé de mourir en amenant Yogarani avec lui. Il s'est procuré des bidons d'essence, qu'il a placés dans son véhicule, avec du carton. Le matin du 29 octobre, il se serait rendu près du domicile de Yogarani et l'aurait épiée quand elle est sortie, selon Laurent Gingras, porte-parole du SPVM.

Une commerçante du secteur, que *La Presse* a rencontrée, assure que la femme est passée avec la cadette de ses filles, le lundi matin, vers 8 h 30. « Elle a ouvert la porte du magasin, elle m'a fait bonjour, et est repartie », a raconté la femme, qui ne veut pas être identifiée. Elle pense que M^me^ Navaratnam conduisait sa fille à l'école. Une trentaine de minutes plus tard, un peu plus au sud dans la rue Champagneur, une camionnette garée illégalement devant l'entrée d'un résidant s'est enflammée. Ce résidant s'est précipité en voyant le feu. Il pouvait voir que la porte du côté conducteur était ouverte, mais le reste n'était que flammes et fumée. Il n'entendait aucun cri, seulement la furie du feu.

Les pompiers ont trouvé les deux corps carbonisés dans le véhicule. La police croit que l'homme s'est garé là, a agrippé Yogarani quand elle est passée et l'a forcée à monter avec lui avant de mettre le feu.

La pluie, et bientôt la neige, feront disparaître les dernières traces visibles du drame, rue Champagneur. Mais la tragédie, elle se perpétue au quotidien dans un appartement de la même rue, où trois enfants et leur père, anéantis, doivent apprendre à vivre avec la fin cruelle de Yogarani – et son immense absence.

Pourquoi, pourquoi, pourquoi ? demandent-ils.



Deux corps carbonisés ont été trouvés dans le véhicule. La police croit que Pirapakaran Navaratnam s'est garé là, a agrippé Yogarani Kunaratnam quand elle est passée et l'a forcée à monter avec lui avant de mettre le feu.

Voitures de luxe Vingt mois de prison pour implication dans un réseau

Gbando Atara, 43 ans, a été condamné à 20 mois de prison, hier à Montréal, pour son implication dans un réseau de vol de voitures de luxe destinées à l'exportation en Afrique. L'homme a plaidé coupable en janvier dernier à des accusations de complot et de possession d'outils de cambriolage.

En rendant sa décision, hier, le juge Claude Parent a fait valoir qu'il y avait eu planification et qu'il s'agissait d'une organisation sophistiquée. Le réseau avait volé 325 voitures de luxe en 2010, principalement de marque Toyota, dont la valeur est évaluée à de 13 à 15 millions de dollars.

L'enquête du Service de police de la Ville de Montréal a mené en décembre 2010 à l'arrestation de quatre personnes, dont M. Atara. Celui qu'on considère comme le chef du réseau, Yongo Yabokola Cardoso, est cependant toujours au large.

– Christiane Desjardins

LES RENCONTRES LA PRESSE

MARDI 20 NOVEMBRE

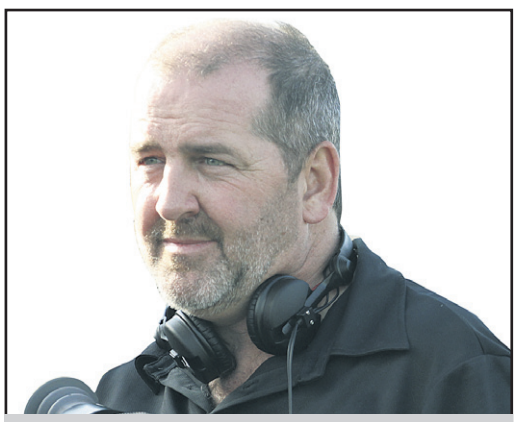
CINÉMA : PLAIRE AU QUÉBEC OU RAYONNER À L'ÉTRANGER?

NATHALIE PETROWSKI, CHRONIQUEUSE À LA PRESSE, REÇOIT LES RÉALISATEURS :





PHILIPPE FALARDEAU



LUC DIONNE



CRÉDIT PHOTO : JAN THIJS

ÉMILE GAUDREAULT



MICHELINE LANCTÔT

DATE LE MARDI 20 NOVEMBRE 2012
HEURE 19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30
ENDROIT L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS

20 $ plus frais

BILLETS DISPONIBLES À :
Billetterie de L'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au *www.ticketmaster.ca*
Admission générale









900, boul. Décarie, Ville Saint-Laurent
514 744-0985
619, boul. René-Lévesque O. Montréal
514 877-9888
3220 boul. Saint-Martin O. Laval
450 978-9661
Jaf.ca Prêt-à-Porter

qu'il harcelait



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

« Un gars impulsif, qui s'énervait facilement »

CHRISTIANE DESJARDINS

À L'Assommoir, où il a travaillé environ six mois, ses collègues en cuisine l'appelaient Pirapa. « C'était un gars nerveux, impulsif, qui s'énervait facilement. Il fallait faire attention. On se prenait la tête, des fois », a confié l'un deux. Certains se souviennent que Pirapa était souvent au téléphone. Il disait qu'il recevait des appels d'une femme et se fâchait. Une fois, enragé, il aurait même cassé un téléphone. « Il ne parlait pas de sa vie privée, il allait à la bibliothèque », a indiqué Benoît Lefebvre, qui le connaissait un peu plus. Pirapa aurait raconté qu'il avait déjà poignardé quelqu'un en cuisine avec un tesson de bouteille, dans un emploi précédent, mais que l'affaire n'avait pas été judiciarisée.

Pirapakaran Navaratnam n'en était pas à ses premières frasques en matière de menaces et de harcèlement.

Une chose est sûre : Pirapakaran Navaratnam n'en était pas à ses premières frasques en matière de menaces et de harcèlement. En 2010, il a été accusé de menaces à l'endroit d'une femme âgée, tamoule comme lui et résidante du même quartier, dans Parc-Extension. L'affaire s'est conclue en avril 2011 lorsque le procureur de la cour municipale a annoncé qu'il n'avait pas de preuve à présenter.

Le 3 octobre dernier, Pirapakaran a comparu détenu à la cour municipale pour son dossier relatif à Yogarani Kunaratnam. Son attitude a dû susciter quelque interrogation, puisqu'il a été évalué par le service d'urgence psychosociale, a-t-on noté dans le dossier. Il a été jugé apte. Son enquête sous cautionnement a été remise au lendemain, puis reportée à la semaine suivante, avec l'accord de l'accusé. Celui-ci s'est toutefois affolé et, les mots se bousculant dans sa bouche, il a notamment dit devant le tribunal « qu'ils lui faisaient du mal, qu'il ne voulait pas se faire du mal à lui-même encore, qu'il se sentait coupable, car il pleurait trop ».

Pas un criminel

Lors de la dernière séance, le 9 octobre, Pirapakaran, assisté d'un interprète, a plaidé coupable à certaines accusations. Me Alexandre Goyette a fait valoir que son client envisageait de porter une plainte croisée contre la plaignante, car il se disait lui aussi harcelé par la dame. Quoi qu'il en soit, au moment où on lui énumérait ses conditions de mise en liberté, au lieu de se réjouir, Pirapakaran a éclaté, s'est mis à sangloter et à se plaindre dans un anglais approximatif.

« Je veux vivre dans ce pays. Je ne suis pas un criminel, je ne suis pas coupable, pas coupable, pas coupable. » Il s'est ensuite lancé dans une tirade dans laquelle il disait « vouloir faire sa vie ici, ne pas vouloir vivre comme un criminel, ne pas pouvoir vivre dans son pays natal, n'avoir jamais fait de mal à personne, n'être pas coupable, pas coupable, pas coupable ».

Cette attitude déroutante a manifestement été interprétée comme un débordement d'émotivité, une différence culturelle, voire un problème de langue, plutôt qu'un mal plus profond. Le juge Denis Laberge a suspendu la séance, le temps que Me Goyette aille voir son client. À la reprise, l'accusé était plus calme. Il a été libéré et devait être de retour devant le tribunal le 27 novembre pour les plaidoiries sur sa peine. Le procureur de la Ville, Me Benoît Laberge, a demandé que la plaignante soit présente lors des plaidoiries.

Mais le 27, ni l'un ni l'autre n'y sera.

Pourquoi Yogarani craignait-elle Pirapakaran ? Même si l'homme a plaidé coupable, les faits n'avaient pas encore été révélés à la Cour. Me Laberge a refusé de discuter de cette affaire et a dirigé *La Presse* vers la Ville de Montréal. Au Service de police de la Ville de Montréal, on signalait la semaine dernière que l'enquête policière était terminée. Homicide et suicide. Peu de détails ont filtré.

À quoi bon, maintenant.



MONDE

ATTAQUE DE BENGHAZI

Obama défend Rice bec et ongles



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE



PHOTO LUKE SHARRETT, THE NEW YORK TIMES

Fraîchement réélu, Barack Obama s'est adressé à la presse hier.

NEW YORK — Comme prévu, deux sujets ont dominé la première conférence de presse tenue par Barack Obama depuis sa réélection: l'affaire Petraeus et les allègements fiscaux de l'ère Bush. Mais c'est en parlant d'un autre sujet – la performance de l'ambassadrice des États-Unis à l'Organisation des Nations unies (ONU), Susan Rice – que le président a fourni sa réponse la plus enflammée.

Plus tôt dans la journée, les sénateurs républicains John McCain et Lindsey Graham avaient accusé la diplomate d'incompétence ou de camouflage dans l'affaire Benghazi, du nom de la ville libyenne où quatre Américains, dont l'ambassadeur Christopher Stevens, ont été tués le 11 septembre. Les deux hommes ont promis de s'opposer farouchement à sa nomination éventuelle pour remplacer Hillary Clinton au poste de secrétaire d'État.

« Laissez-moi spécifiquement dire à propos de Susan Rice qu'elle a fait un travail exemplaire », a déclaré Barack Obama en réponse à une question sur les propos des sénateurs McCain et Graham. « Elle a représenté les États-Unis et nos intérêts aux Nations unies avec compétence, professionnalisme, solidité et grâce. »

« Si le sénateur McCain, le sénateur Graham et d'autres veulent chercher quelqu'un, ils devraient venir me chercher, moi », a ajouté le président. Il a qualifié de « révoltant » ce qu'il considère comme un effort concerté pour « ternir [la] réputation » de son ambassadrice à l'ONU.

Doutes républicains

Les républicains reprochent à Susan Rice d'avoir déclaré, lors de plusieurs apparitions télévisées le 16 septembre, que l'attaque contre le consulat des États-Unis de Benghazi n'était « pas forcément un attentat terroriste », mais probablement le résultat d'une « manifestation spontanée ayant dégénéré ».

Le président a déclaré que cette première version des faits avait été fournie à son administration par les agences de renseignement américaines. Les sénateurs McCain et Graham sont au nombre des républicains qui doutent de la bonne foi du président, allant jusqu'à comparer l'affaire Benghazi au scandale de Watergate.

« Au Watergate, personne n'est mort », a dit hier le sénateur McCain. Il a réclamé une enquête indépendante sur la faiblesse de la sécurité autour du complexe diplomatique de Benghazi et la lenteur avec laquelle la Maison-Blanche a qualifié l'attaque de terroriste.

Témoignage de Petraeus

En attendant la tenue éventuelle d'une telle enquête, la commission du renseignement du Sénat pourra aujourd'hui poser des questions à l'ancien chef de la CIA, David Petraeus, sur les circonstances entourant l'attaque du consulat américain.

Interrogé hier sur le scandale sexuel qui a mené à la démission du général à la retraite, Barack Obama a affirmé ne pas y voir, pour le moment, de « conséquences négatives sur [la] sécurité nationale ».

Le président a par ailleurs réitéré sa volonté de mettre fin aux allégements fiscaux de l'ère Bush pour les revenus supérieurs à 250 000$. Il entamera demain avec les dirigeants du Congrès des négociations pour éviter le « mur budgétaire ». L'expression fait référence à la coïncidence entre deux événements attendus le 1er janvier 2013: l'expiration des baisses d'impôts de l'ère Bush et l'application automatique de coupes budgétaires et de hausses d'impôts totalisant plus de 500 milliards de dollars.

« Ce que je ne ferai pas, c'est de prolonger des baisses d'impôts pour des gens qui n'en ont pas besoin, alors que cela coûte plus de 1000 milliards de dollars [à l'État fédéral] », a dit Barack Obama lors de sa conférence de presse.

JILL KELLEY, CONSULE HONORAIRE DE LA CORÉE DU SUD !

Jill Kelley, la femme au cœur du scandale qui a poussé le directeur de la CIA, David Petraeus, à la démission et menacé le chef de la coalition internationale en Afghanistan, John Allen, est consule honoraire de la Corée du Sud aux États-Unis, a-t-on appris hier. Deux membres du ministère des Affaires étrangères de la Corée du Sud ont indiqué que cette femme brune de 37 ans, organisatrice de soirées mondaines pour des officiers et militaires de haut rang américains, a été nommée consule honoraire en août. « Bien qu'elle ne soit ni inculpée ni condamnée, si cela devenait problématique, elle pourrait voir ses fonctions de consule honoraire retirées », a affirmé un responsable ministériel parlant sous le couvert de l'anonymat. – AFP



« VLADIMIR » REÇOIT « NICOLAS »



PHOTO NATALIA KOLESNIKOVA, AP

Le président russe, Vladimir Poutine, a reçu chaleureusement hier, dans sa résidence de Novo-Ogarevo, près de Moscou, l'ancien chef de l'État français Nicolas Sarkozy, en visite privée depuis la veille dans la capitale russe. « Cher Nicolas, bonjour, je suis très content de te voir, je suis très content que tu trouves l'occasion de venir à Moscou », a entamé le président russe, en tutoyant son hôte après une accolade au début de la rencontre, dont seules les premières minutes ont eu lieu en présence de la presse. « Merci de m'avoir invité, Vladimir, je me souviens très bien du moment que nous avons passé ici, à l'époque tu conduisais même la voiture », a répondu Nicolas Sarkozy, en évoquant un épisode d'une visite officielle. – AFP

Mali Ansar Dine modère ses ambitions

Ansar Dine, un des groupes islamistes armés occupant le nord du Mali, a fait hier d'importantes concessions, allant jusqu'à renoncer à imposer la loi islamique dans tout le pays, pour conjurer la menace d'une intervention armée africaine. « Nous renonçons à l'application de la charia sur toute l'étendue du territoire malien, sauf dans notre région de Kidal où la charia sera appliquée en tenant compte de nos réalités », a déclaré à l'AFP Hamada Ag Bibi, membre d'une délégation d'Ansar Dine présente à Ouagadougou. Le porte-parole de cette délégation, Mohamed Ag Aharib, a fait encore un autre geste, qui dépasse le simple rejet du « terrorisme » proclamé la semaine dernière par les siens. Si des « négociations » sont engagées avec les autorités maliennes, « on peut envisager les voies et les moyens par lesquels on peut se débarrasser du terrorisme, du trafic de drogue et des mouvements étrangers », a-t-il en effet affirmé. Pour le groupe dirigé par Iyad Ag Ghaly, essentiellement composé de Touareg maliens comme lui, c'est un revirement spectaculaire, à la fois dans la doctrine et dans la stratégie. – AFP

Irlande Mort d'une femme empêchée d'avorter

La mort d'une Indienne dans un hôpital en Irlande, à qui on a refusé, selon son mari, l'interruption de sa grossesse alors qu'elle faisait une fausse couche, a suscité une vague d'indignation hier dans ce pays catholique où l'avortement est très strictement encadré. Interpellé au Parlement, le premier ministre Enda Kenny a parlé d'une « tragédie », soulignant que deux enquêtes sur les circonstances de la mort de Savita Halappanavar avaient été ouvertes. Le ministère de la Santé a lui aussi demandé un rapport. La jeune femme, âgée de 31 ans, était enceinte de 17 semaines quand elle s'est présentée le 21 octobre dans un hôpital de Galway avec d'importantes douleurs dans le dos. Après avoir été informée qu'elle était en train de faire une fausse couche, elle a demandé à plusieurs reprises que l'on mette un terme à sa grossesse, a rapporté son mari au *Irish Times*. – AFP

CHINE

Xi Jinping prend les rênes du Parti



PHOTO GOH CHAI HIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Le nouveau leader du Parti communiste chinois Xi Jinping (au centre), entouré de He Guoqiang et Jia Qinling.

D'APRÈS L'AFP

PÉKIN — Xi Jinping, 59 ans, succède aujourd'hui à Hu Jintao à la tête du Parti communiste chinois (PCC) et donc de la Chine, une puissance mondiale autoritaire en pleine mutation qu'il devra réformer et assainir de la corruption qui la menace, a annoncé l'agence Chine Nouvelle.

L'actuel vice-président deviendra *ipso facto* en mars prochain le prochain chef de l'État de la République populaire de Chine et de ses 1,35 milliard d'habitants.

Avec l'actuel vice-premier ministre Li Keqiang, 57 ans, son probable futur chef du gouvernement, M. Xi devra maintenir une croissance élevée tout en la rendant moins inégalitaire, dans un régime qui tire sa légitimité de la réussite économique.

Le nouveau comité central du Parti, composé de 205 dignitaires élus hier par les congressistes, a du même coup désigné un nouveau Bureau politique. La nouvelle direction suprême du PCC a été réduite de neuf à sept membres, selon l'agence Chine Nouvelle.

Cette nouvelle équipe dirigeante comprend dans l'ordre Xi Jinping, Li Keqiang, Zhang Dejiang, Yu Zhengsheng, Liu Yunshan, Wang Qishan et Zhang Gaoli, a précisé l'agence officielle chinoise.

L'apparition au grand jour de la nouvelle direction du parti unique chinois, au pouvoir depuis 1949, met un point final aux travaux, entourés du plus grand secret, du 18e congrès du PCC.

Premier dirigeant né après l'avènement du régime communiste il y a 63 ans, la personnalité de M. Xi reste encore largement une énigme, tant elle se confond avec la carrière d'un homme d'appareil attendant, dans l'ombre de son prédécesseur Hu Jintao, que la place se libère.

À l'étranger, aucun virage spectaculaire n'est attendu sous sa houlette: la Chine devrait continuer à tenir tête aux États-Unis et à presser l'Europe, son premier marché à l'exportation, de sortir de la crise de la dette.



PHOTO ARCHIVES AFP

Léon Mugesera (à droite), en janvier dernier, à son arrivée au Rwanda.

Rwanda
Mugesera serait maltraité

La famille et les avocats du Rwandais Léon Mugesera, qui a été expulsé du Canada vers son pays d'origine en janvier dernier, affirment qu'il est maltraité en prison, à Kigali, et accusent le gouvernement du Canada de violer la Convention contre la torture. Le clan qui défend M.Mugesera a affirmé au *Soleil* que le détenu subissait des menaces de mort, qu'on lui servait de la nourriture avariée, que son lieu de détention était infesté de rats et de punaises de lit et qu'il éprouvait des difficultés à s'entretenir avec ses avocats en privé. Son épouse, Gemma Uwamariya, qui vit à Québec avec leur fille, Carmen, clame toujours l'innocence de celui qui a été dépeint comme étant un architecte du génocide de 1994 au Rwanda. Deux ans plus tôt, il aurait utilisé une certaine notoriété pour inciter les Hutus à s'en prendre aux Tutsis. Mme Uwamariya et sa fille parlent une ou deux fois par semaine au détenu, mais puisque les conversations sont brèves et enregistrées, Léon Mugesera divulgue très peu d'informations sur son état de santé physique et psychologique, selon elles. — La Presse Canadienne

L'iPhone 5 mérite le réseau LTE le plus vaste[1].



Contrat de 3 ans avec un forfait voix et données

179,95 $[2]

699,95 $ sans contrat

iPhone 5

Avec Bell, vous accédez au réseau LTE le plus vaste au pays[1]. De plus, vous profitez d'un accès illimité au réseau Wi-Fi le plus vaste à travers le pays, offert dans plusieurs cafés, points de restauration rapide et librairies.

Visitez un magasin Bell • 1 888 4-MOBILE • bell.ca

la vie est Bell

Offert dans les magasins Bell suivants:

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
Les Galeries d'Anjou – kiosque
BELOEIL
Mail Montenach
BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville
BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand
BOUCHERVILLE
1052, rue Lionel-Daunais
BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30
CHAMBLY
909, boul. Périgny
CHÂTEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay
COATICOOK
Place J.R. Lefebvre
COWANSVILLE
Domaine du Parc
DELSON
5, route 132
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean
DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
3120, boul. de la Gare
DORVAL
Les Jardins Dorval
DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
Promenades Drummondville
GATINEAU
Promenades de l'Outaouais
GRANBY
Galeries de Granby
HULL
Galeries de Hull
JOLIETTE
Les Galeries Joliette
LACHINE
2409, 46e Avenue
Galeries Lachine
LAFONTAINE
2121, boul. Labelle
LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
Carrefour Angrignon – kiosque
LAVAL
691, boul. Curé-Labelle
1655, boul. St-Martin Ouest
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre commercial Duvernay – kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothée
Mégacentre Vimont Laval
LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
2771, boul. Jacques-Cartier Est
Centre Jacques Cartier
Place Longueuil
MAGOG
Galeries Orford
MONTRÉAL
892, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
6855, rue St-Jacques Ouest
7452, boul. Maurice-Duplessis
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Centre Eaton – kiosques
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Les Galeries Normandie – kiosque
Mail Cavendish
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
MONTRÉAL-NORD
Centre Forest
Place Bourassa
MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
NOTRE-DAME-DES-PRAIRIES
28, boul. Antonio-Barrette
PINCOURT
Faubourg de l'Île – kiosque
POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est
POINTE-CLAIRE
Centre Fairview
REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
ROSEMÈRE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield
SHAWINIGAN
1520, rue Trudel
SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
4505, boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie
Place Belvédère
SOREL
Les Promenades de Sorel
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
ST-EUSTACHE
66, rue Dubois
Place St-Eustache
ST-HUBERT
3879, boul. Taschereau
5951, boul. Cousineau
ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU
395, boul. Séminaire Nord
Carrefour Richelieu
ST-JÉRÔME
Le Carrefour du Nord
ST-LAURENT
La Place Vertu
ST-LÉONARD
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est
ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale
TERREBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne
TROIS-RIVIÈRES
5691, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières
VICTORIAVILLE
567, boul. des Bois-Francs Sud
La Grande Place des Bois-Francs

Offert chez les détaillants suivants:

Best Buy mobile ton téléphone, ton monde — la cabine sans fil — La clef de sol — Future Shop — sonxplus — La Source — Wave sans fil

L'offre prend fin le 30 novembre 2012. Offert avec les appareils compatibles dans les zones de couverture de Bell Mobilité; visitez bell.ca/couverture pour les détails. Offert avec les appareils compatibles dans les zones de couverture de Bell Mobilité; voir bell.ca/couverture. Des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris impôts étrangers) peuvent s'appliquer. Des frais mensuels de 2$ s'appliquent, à moins de s'inscrire à la facturation électronique sans facture papier. D'autres frais mensuels, tels que pour le service 9-1-1 (Québec: 0,40$, Nouveau-Brunswick: 0,53$, Nouvelle-Écosse: 0,43$, Î.-P.-É.: 0,50$, Saskatchewan: 0,62$), s'appliquent. Des frais uniques d'activation d'appareil (35$) s'appliquent. Des frais peuvent s'appliquer pour les options, le contenu et l'itinérance à l'extérieur de votre zone locale. En cas de résiliation anticipée, des frais d'ajustement du prix s'appliquent; voir votre entente de service pour plus de détails. Modifiable sans préavis. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. **(1)** Basé sur l'étendue de la couverture du réseau partagé 4G LTE accessible aux clients de Bell vs le réseau HSPA/HSPA+ LTE de Rogers. Voir bell.ca/reseauLTE. **(2)** Avec une nouvelle activation d'un contrat de 3 ans à un forfait voix et données ou un forfait voix et une option de données d'une valeur minimale de 50$/mois. Apple et iPhone sont des marques de commerce de Apple Inc.

RAIDS ISRAÉLIENS À GAZA



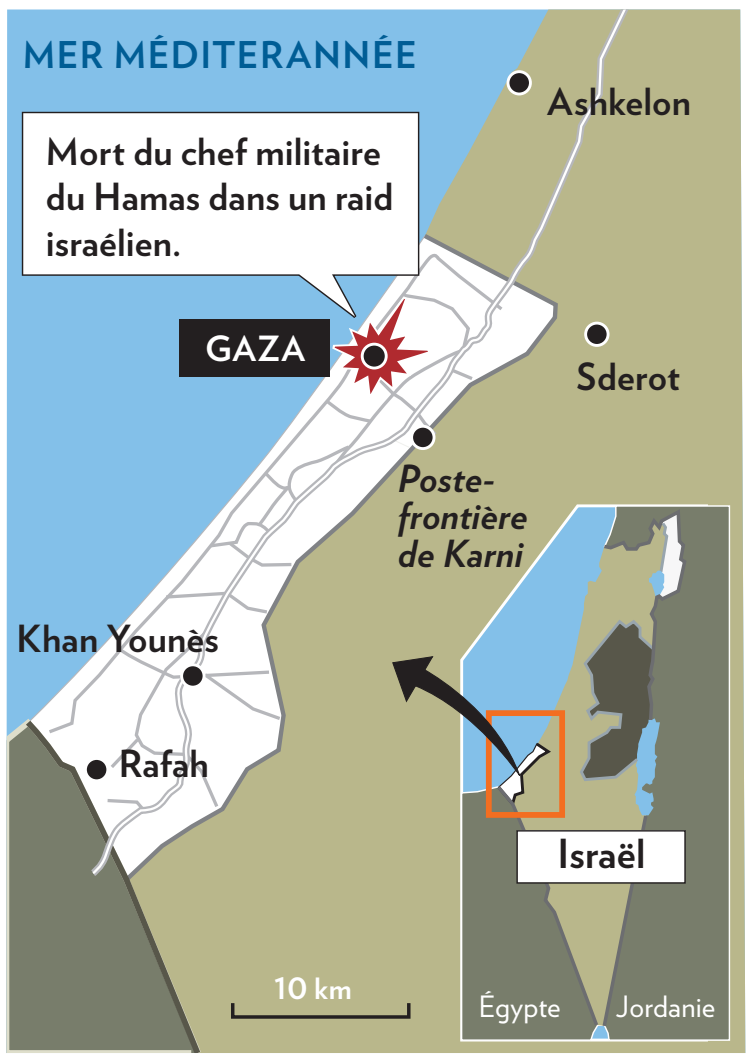


PHOTOS ASSOCIATED PRESS

Le Hamas a affirmé que l'État hébreu a « ouvert les portes de l'enfer » et doit s'attendre à « payer un prix élevé ».

BANDE DE GAZA

Israël lance une opération militaire contre les groupes armés palestiniens



L'offensive pourrait s'élargir

Le chef militaire du Hamas assassiné dans sa voiture

LAURA-JULIE PERREAULT

Après trois tentatives manquées, Israël a assassiné hier après-midi le chef de l'aile militaire du Hamas, Ahmad Jabaari. La frappe aérienne qui a tué le chef des brigades Ezzedine Al-Qassam a marqué le début de la plus grande offensive militaire israélienne dans la bande de Gaza depuis la controversée opération Plomb durci de 2008-2009, qui avait fait plus de 1400 morts.

Baptisée opération Pilier de défense, l'offensive militaire lancée hier vise, selon le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, à « frapper douloureusement » le commandement du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza depuis 2007, et à réduire la capacité du groupe islamiste d'attaquer Israël, notamment en détruisant les lance-missiles à partir desquels une centaine de roquettes ont été propulsées vers le territoire israélien au cours de la dernière semaine.

C'est vers 16 h hier que le Tsahal a lancé une attaque aérienne contre une voiture dans laquelle se trouvaient Ahmad Jabaari et son garde du corps, aussi tué sur le coup. Ancien militant du Fatah qui s'est joint au Hamas après avoir passé 13 ans dans une prison israélienne, Ahmad Jabaari a joué un rôle central dans l'enlèvement du soldat israélien Gilad Shalit, en 2006, ainsi que dans la négociation de sa libération en échange de prisonniers palestiniens l'an dernier. Hier, les autorités israéliennes, qui le poursuivaient depuis de longues années, ont affirmé l'avoir éliminé pour « une décennie d'activités terroristes ».

Selon la porte-parole du Tsahal, Avital Leibovich, « près de 20 autres cibles » ont été bombardées par la suite dans la bande de Gaza lors d'une attaque aérienne et navale d'envergure. D'après le Hamas et des sources médicales, plus de 60 raids ont frappé le territoire palestinien après l'élimination de Jabaari. Au moins neuf personnes ont été tuées lors de l'offensive, dont un enfant de 7 ans.

En conférence de presse, Benyamin Nétanyahou n'a pas exclu la possibilité d'une attaque terrestre, en affirmant que l'opération pourrait « s'étendre » dans Gaza.

Portes ouvertes sur l'enfer ?

Le Hamas n'a pas tardé à réagir hier après l'annonce de l'assassinat d'Ahmad Jabaari, en déclarant que l'État hébreu a ainsi « ouvert les portes de l'enfer » et doit s'attendre à « payer un prix élevé » pour cette action.

Sur les réseaux sociaux, de nombreux résidants de la bande de Gaza ont signalé avoir entendu de violentes explosions et des bombardements tout au cours de la journée, ainsi que dans la nuit. « Une bombe vient de tomber à 100 m de chez moi. Tout le quartier tremble », a écrit sur Twitter Malaka Mohhamed, Gazaouie de 21 ans. Plusieurs craignent une répétition de l'opération Plomb durci, qui avait valu à Israël une pluie d'accusations de la part d'organismes de défense des droits de la personne, dont Human Rights Watch.

L'Égypte montre les dents

Nouvelle donne importante dans l'équation régionale, le gouvernement égyptien a levé le ton hier contre Israël, en affirmant que contrairement à la dernière offensive contre Gaza, le gouvernement post-Moubarak n'est pas prêt à rester à l'écart. « L'attaque gratuite contre Gaza prouve qu'Israël n'a pas encore réalisé que l'Égypte a changé et que le peuple égyptien, qui s'est révolté contre l'oppression et l'injustice, n'acceptera pas une agression contre Gaza », a dit dans un communiqué de presse le président égyptien, Mohamed Morsi, qui a rappelé son ambassadeur en guise de protestation. Pour sa part, l'ambassadeur d'Israël devait regagner son pays dans la soirée.

Directeur du projet sur le processus de paix au Moyen-Orient au Washington Institute, David Makovski note que l'offensive contre Gaza sera un test de la nouvelle politique étrangère de l'Égypte post-Moubarak. « Je pense que toutes les parties voudront éviter un bain de sang. L'Égypte doit convaincre le Hamas d'arrêter ceux qui envoient des missiles sur Israël. Et Israël, de son côté, tentera d'éviter un deuxième Plomb durci », a dit l'expert, en ajoutant qu'Israël doit néanmoins agir pour protéger sa population dans le sud du pays, qui vit dans la peur depuis la reprise des hostilités avec le Hamas dans la dernière semaine.

Hier, d'ailleurs, plus d'une vingtaine de missiles ont été lancés contre Israël après le déclenchement de l'opération Pilier de défense. Selon le journal *Haaretz*, l'un d'entre eux aurait atteint pour la première fois Dimona, emplacement du réacteur nucléaire israélien. Dans le sud du pays, Israël a déclaré l'état d'urgence.

Hier soir, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni d'urgence pour discuter des tensions grandissantes entre Israël et les Palestiniens.

— avec la BBC, *Haaretz*, *The Jerusalem Post*, Al-Jazira, AFP

RENVERSER ABBAS ?

Israël a intensifié hier ses menaces contre les dirigeants palestiniens, à 15 jours de la présentation à l'Assemblée générale de l'ONU d'une demande de porter la Palestine au statut d'État non membre de l'ONU. « Renverser le régime d'Abou Mazen (le président palestinien Mahmoud Abbas, NDLR) serait la seule option dans ce cas », affirme un document d'orientation politique du ministère israélien des Affaires étrangères obtenu hier par l'AFP. « Toute autre option [...] signifierait lever le drapeau blanc et reconnaître l'échec des dirigeants israéliens à relever ce défi », juge ce projet de document. — AFP



Participez au 30e concours du prix du Grand public 2012 Salon du livre de Montréal / **LA PRESSE** et gagnez l'un des huit chèques-livres d'une valeur de 250 $ offerts par le Salon.

Votez pour les plus appréciés des *best-sellers* de l'année, répartis dans les volets **Littérature** et **Vie pratique / Essai,** en choisissant le livre d'un auteur québécois parmi la liste des meilleures ventes de la dernière année dans les librairies indépendantes. Ces listes ont été établies par l'**Association des libraires du Québec** et la **Société de gestion BTLF/Gaspard** et ne tiennent pas compte des titres lauréats du prix du Grand public des cinq dernières années. L'auteur du livre le plus populaire dans sa catégorie recevra une bourse de 2000 $ offerte par **LA PRESSE**, ainsi qu'une œuvre de l'artiste verrier Denis Gagnon, remises au Salon le samedi 17 novembre à 17 H sur la Grande Place. Les noms des gagnants des chèques-livres seront dévoilés au même moment.

Indiquez votre choix sur le coupon-réponse et échangez-le aux guichets de la Place Bonaventure contre une entrée gratuite au Salon du livre de Montréal le mercredi 14 ou le jeudi 15 novembre, de 9 h à 20 h. Vous pouvez également participer à ce concours par le biais de notre site Internet à compter du 30 octobre (un seul vote par personne).

PLACE BONAVENTURE
salondulivredemontreal.com

LITTÉRATURE
1. *Lit double* - **Janette Bertrand** - Libre Expression
2. *Volte-face et malaises* - **Rafaële Germain** - Libre Expression
3. *Dure soirée. Histoires vraies et autres humiliations* - **François Morency** - De l'Homme
4. *Paul au parc* - **Michel Rabagliati** - La Pastèque
5. *Les Héritiers d'Enkidiev – Le sanctuaire* - **Anne Robillard** - Wellan
6. *Bonheur, es-tu là ?* - **Francine Ruel** - Libre Expression
7. *Il pleuvait des oiseaux* - **Jocelyne Saucier** - XYZ
8. *Orpheline* - **Marie-Claude Savard** - Libre Expression
9. *Malphas – Le cas des casiers carnassiers* - **Patrick Senécal** - Àlire
10. *Mémoires d'un quartier – Bernadette 1970-1972* - **Louise Tremblay-D'Essiambre** - Guy Saint-Jean

LITTÉRATURE JEUNESSE
11. *La Chute de Sparte* - **Biz** - Leméac
12. *Le Journal d'Aurélie Laflamme – Les pieds sur terre* - **India Desjardins** - Les Intouchables
13. *Le Journal intime de Marie-Cool* - **India Desjardins** - Trécarré
14. *Amos Daragon. Le sanctuaire des braves* - **Bryan Perro** - Perro
15. *Le blogue de Namasté – Le secret de Mathieu* - **Maxime Roussy** - La Semaine

Le prix du Grand public 2012
Faites votre choix. Écrire en lettres majuscules. **LITTÉRATURE**

Nom : **Prénom :**
Adresse :
Ville : **Code postal :**
Téléphone (rés.) : **Téléphone (trav.) :**
Mon choix se porte sur le nº :
Titre :

Déposez ce bulletin déjà complété aux guichets de la Place Bonaventure et obtenez une entrée gratuite au Salon du livre de Montréal le mercredi 14 ou le jeudi 15 novembre, de 9h à 20h. Les fac-similés faits à la main sont acceptés. Les règlements du concours sont disponibles au Salon du livre de Montréal.

LA PRESSE · alq Association des libraires du Québec · Gaspard · SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

MEUBLES ET DÉCORS BACCARELLI

VENTE DE FERMETURE
TOUT DOIT ETRE VENDU
AVANT LE 30 NOVEMBRE
50% - 60% - 70%
MEUBLES ET ACCESSOIRES IMPORTÉS D'EUROPE

HEURES D'OUVERTURE
DU LUNDI AU MERCREDI 10H A 18H,
JEUDI 10H À 19H30, VENDREDI 10H À 15H
SAMEDI FERMÉ - OUVERT DIMANCHE
DE MIDI À 17 H.

MEUBLES ET DÉCORS BACCARELLI
8260 Chemin Devonshire à Ville Mont Royal
Tél. 514 288 5225 www.meubles-et-decors.com
baccarelli@bellnet.ca

RAIDS ISRAÉLIENS À GAZA

« Tristesse » et « colère » à Montréal

Des Palestiniens manifestent au centre-ville

HUGO PILON-LAROSE

Une centaine de manifestants ont marché au centre-ville de Montréal pendant moins d'une heure, hier soir, rue Sainte-Catherine, pour exprimer leur soutien au peuple palestinien de la bande de Gaza.

L'initiative a été lancée en début d'après-midi par le groupe étudiant SPHR Concordia (Solidarity For Palestinian Human Rights), un groupe qui milite fermement pour l'indépendance de la Palestine et l'obtention d'un siège permanent aux Nations unies. En quelques heures, Sara Shaltony, membre du comité exécutif de SPHR, a rallié une centaine d'amis et collègues de l'université et créé une page Facebook, appelant à une mobilisation spontanée. Si elle se dit déçue du nombre peu élevé de personnes qui ont répondu à l'appel, elle demeure convaincue que la mobilisation ne fait que commencer.

« Avec cette manifestation, je veux donner aux Palestiniens l'espace et la chance de montrer leur tristesse, leur colère, leur frustration concernant ce qui se passe présentement dans la bande de Gaza. Il y a une occupation du territoire qui est inadmissible, c'est un apartheid. Si les raids se poursuivent, nous allons nous aussi continuer nos manifestations », prévient la jeune militante, étudiante à l'Université Concordia.

« La bande de Gaza, c'est une prison à ciel ouvert », renchérit son collègue Douglas Smith, étudiant à l'Université de Montréal. « Il faut mettre de la pression pour que la violence ne soit pas normalisée. On le sait, le gouvernement israélien est capable d'en faire beaucoup plus. Il faut le stopper », martèle-t-il.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

La mobilisation ne fait que commencer, selon les organisateurs de la manifestation d'hier.

La petite foule était principalement composée d'étudiants et de quelques familles palestiniennes, qui ont lu l'appel à la manifestation sur les réseaux sociaux.

Parmi eux, une jeune mère a décidé de marcher pour la cause avec ses quatre enfants. Pour elle, il est important de les sensibiliser et de participer à cette marche, même si cela ne fait aucune différence, explique-t-elle.

« Je pense que c'est toujours important de démontrer que nous sommes solidaires. Gaza est une prison. Il y a eu tellement d'oppression, le petit peu que l'on puisse faire, manifester, c'est la moindre des choses », explique Lynn Bechanan, tentant tant bien que mal de divertir aussi son fils aîné, qui sautillait, en ayant bien hâte que la marche commence.

Manifestant juif

Un jeune homme dans la vingtaine, qui se dit de confession juive et qui désire rester anonyme, croit qu'il est difficile pour les Juifs de parler ouvertement contre le régime politique en place en Israël.

« Il y a beaucoup de pression dans la communauté, dit-il, qui fait en sorte que les Juifs de Montréal hésitent avant de critiquer les attaques contre Gaza. »

« Quand je vois ce qui se passe, je sens le besoin de venir ici pour dire que je ne suis pas d'accord. Le gouvernement israélien ne représente pas ce que défend la communauté juive dans son ensemble. Ce n'est pas un conflit religieux, c'est un conflit politique », explique-t-il.

Autre son de cloche sur le site internet de la fédération CJA, groupe juif philanthropique qui a ses racines à Montréal : dans un article signé par son président David J. Cape, l'organisme exprime sa solidarité envers les citoyens d'Israël qui sont attaqués par les tirs de roquettes palestiniennes. *La Presse* a tenté sans succès de joindre la fédération CJA, hier soir.

OTTAWA APPUIE ISRAËL

Dans la foulée des attaques contre la bande de Gaza, le gouvernement canadien a exprimé son appui à son allié israélien, hier soir. Selon le ministre canadien des Affaires étrangères, John Baird, Israël a le droit de défendre ses citoyens contre des menaces terroristes. « Trop souvent, le peuple juif se retrouve aux premières lignes dans la lutte contre le terrorisme, qui constitue le grand défi de notre génération. La fin de semaine dernière, plus d'une centaine de roquettes ont été lancées sur des civils dans le sud d'Israël, depuis la bande de Gaza », a-t-il écrit dans un communiqué. Le Canada a aussi condamné le Hamas, principal parti politique au pouvoir en Palestine, qu'il considère comme un groupe terroriste.

— Hugo Pilon-Larose

Washington veut une « désescalade »

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES— Le président Barack Obama a appelé à une « désescalade » de la violence à Gaza, où les forces de sécurité du Hamas ont dit avoir enregistré une soixantaine de frappes israéliennes, hier.

Dans une conversation téléphonique avec le premier ministre Benyamin Nétanyahou, le président américain a demandé à Israël de faire « tous les efforts possibles pour éviter des victimes civiles ». Washington soutient toutefois le droit d'Israël à se défendre contre les attaques du Hamas.

Le président Obama s'est aussi président entretenu avec le président égyptien Mohamed Morsi, a rapporté l'AFP.

En 2008, Israël avait frappé Gaza entre l'élection américaine et l'inauguration du nouveau président Obama.

Cette année, l'histoire se répète.

Plus tôt dans la journée, le président israélien Shimon Peres s'est entretenu avec le président Obama. Selon le quotidien israélien *Haaretz*, l'entretien portait sur la campagne militaire menée lancée hier.

« Nous sommes en communication et coordination constantes avec le gouvernement américain », a dit à CNN Michael Oren, ambassadeur d'Israël à Washington.

Dans une déclaration envoyée aux médias, le département d'État américain a souligné que Washington reconnaissait le droit à l'autodéfense d'Israël.

« Nous condamnons durement le barrage de roquettes envoyées de Gaza dans le sud d'Israël, et nous regrettons les morts et les blessés dans la vague de violence qui en découle. Il n'y a aucune justification pour la violence que le Hamas et d'autres organisations terroristes utilisent contre les citoyens d'Israël. Nous demandons à ceux qui sont responsables de ces actes lâches d'y mettre fin immédiatement. »

Au cours de la première conférence de presse de Barack Obama depuis sa réélection, il a été question de la Syrie, de l'Iran, de la Libye, mais pas de Gaza ou d'Israël.

Second mandat

La réélection de Barack Obama laissait entrevoir la possibilité d'une réouverture du dialogue israélo-palestinien.

La semaine dernière, l'ambassadeur des États-Unis en Israël, Dan Shapiro, avait dit lors d'une conférence à Tel-Aviv que la question serait immanquablement abordée dans le cadre du second mandat d'Obama.

« Cette question trouve toujours une façon de revenir à l'ordre du jour, avait-il déclaré. Il n'est pas réaliste de croire qu'elle va s'en aller d'elle-même, ou qu'elle va être mise sur une tablette. »

BIOTHERM
Une prime juste pour vous!
Jusqu'au dimanche 25 novembre, à l'achat de 30$ ou plus* de produits BIOTHERM, obtenez une prime de 6 pièces. En exclusivité.
Magasinez à labaie.com



La prime de 6 pièces comprend :
• Aquasource jour, peaux normales à mixtes, 15 ml
• Gel exfoliant clarifiant Biosource, 20 ml
• Lotion tonifiante hydratation instantanée, 30 ml
• Soin démaquillant yeux Biocils Lash Optimizer, 30 ml
• Aquasource nuit, 20 ml
• Pochette à maquillage Biotherm



De plus :
Avec tout achat de 65$ ou plus* de produits Biotherm, obtenez EN PRIME une crème hydratante Blue Therapy jour, FPS 15, 15 ml.



Suggestion d'achat :
Sérum Blue Therapy. 65$
Saviez-vous que seulement 20% des signes de vieillissement sont inévitables... Le sérum Blue Therapy réduit l'apparence des rides et des taches foncées et raffermit la peau. En quatre semaines, il rend moins visibles jusqu'à 8 années de dommages accumulés.

Inscrivez-vous à labaie.com et recevez des avis par courriel

la Baie

*Avant taxes. Jusqu'à épuisement des stocks. Quantités limitées. Une prime par personne. La valeur est calculée d'après le prix au millilitre ou au gramme des produits de format courant.

VOYAGE SAMEDI
SPÉCIAL CROISIÈRES
Tous les samedis dans LA PRESSE

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le putsch tranquille



FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

Union Montréal a perdu son chef dans la disgrâce. Le parti a été éclaboussé par de graves allégations de corruption. Il est soupçonné d'avoir remporté ses élections grâce à des coffres-forts débordant d'argent sale.

En tendant la main à l'opposition, M. Applebaum redonne au conseil municipal le pouvoir qui lui revient.

Et pourtant, il pensait bien conserver le pouvoir à l'hôtel de ville jusqu'en novembre 2013, sans repentir, sans remise en question, sans ouverture aux partis de l'opposition. Il pensait même pouvoir décider du prochain maire seul, derrière des portes closes.

Heureusement, les certitudes de ce parti ont volé en éclats, ces derniers jours. Un formidable retournement de situation que l'on doit, ironiquement, à l'ancien homme fort d'Union Montréal, Michael Applebaum.

Ce dernier, en effet, est en train de fomenter avec les partis de l'opposition rien de moins qu'un putsch tranquille afin d'évincer sa propre formation du pouvoir. Déjà, hier, avec le départ de cinq élus prêts à l'appuyer, il lui a fait perdre sa précieuse majorité au conseil municipal.

Doit-on cette audace à une sorte d'ambition aveugle, à une frustration liée au choix de Richard Deschamps comme candidat à la mairie? Probablement. Mais le résultat n'en est pas moins heureux.

Par ses tractations, par sa main tendue aux partis de l'opposition, M. Applebaum redonne en quelque sorte au conseil municipal le pouvoir qui lui revient en ces temps exceptionnels: celui d'élire en toute transparence le maire intérimaire. Une issue beaucoup plus démocratique qu'une cooptation orchestrée à huis clos par un parti sur la sellette.

En soi, le seul fait qu'un conseiller élu sous la bannière d'Union Montréal prenne le temps de s'asseoir avec les chefs de Vision Montréal et de Projet Montréal est un exploit qui mérite d'être salué dans le contexte hyperpartisan qui a cours.

C'est en quelque sorte un beau risque que tente l'ancien numéro 2 de la Ville: réunir des membres de toutes les formations, incluant des transfuges d'Union Montréal, dans une administration de coalition, tout à fait de rigueur pour la transition à venir.

Michael Applebaum, en outre, n'a peut-être pas les qualités pour devenir le maire d'une métropole, mais il semble posséder les atouts nécessaires pour assurer l'intérim. En plus d'avoir dirigé l'exécutif (plutôt que d'avoir été responsable des infrastructures comme Richard Deschamps), il a prouvé ces derniers jours qu'il était capable de travailler en dehors des lignes de partis, de rassembler… et de parler français.

Et surtout, M. Applebaum promet de ne pas se présenter à la mairie en 2013, une condition *sine qua non* pour assurer une certaine sérénité au conseil au cours des 12 prochains mois. Reste maintenant à voir si les partis de l'opposition sauront à leur tour mettre de l'eau dans leur vin.

Évidemment, une administration en courtepointe court le risque d'avancer à tâtons, mais une administration d'Union Montréal courrait le risque, plus grand encore, de gouverner sans légitimité.

Une opération risquée



ARIANE KROL
akrol@lapresse.ca

Québec réduit les tarifs versés aux hôpitaux pour certaines interventions chirurgicales. Une décision qui, malgré les assurances du ministre, risque d'affecter les patients au cours des prochains mois.

La mesure touche les hôpitaux qui ont accepté de faire davantage de certaines interventions pour réduire l'attente (des prothèses du genou et de la hanche par exemple) ou pour faire face aux besoins accrus.

Le ministre Réjean Hébert affirme que la réduction correspond à des frais administratifs et de soutien payés en double et, donc, que ces compressions n'entraîneront pas de coupes de services.

Nous sommes sceptique. Les hôpitaux apprennent que les sommes qu'ils recevront pour l'exercice en cours seront réduites de façon importante (plus de 30 % pour certaines chirurgies selon nos informations) alors que plus de la moitié de cet exercice est déjà passé. Cela leur laisse bien peu de temps pour ajuster leur budget.

Certains établissements pourront économiser en reportant des projets qu'ils avaient prévu faire d'ici au 31 mars. Mais tous n'ont pas cette marge de manœuvre. Ceux-là devront trouver autre chose.

Le ministre nous assure qu'ils ne toucheront pas aux services et que les agences régionales de santé sont là pour y veiller.

Permettez-nous d'en douter. À moins de six mois de la fin de leur année financière, les établissements ne pourront pas nécessairement récupérer cet argent dans les postes budgétaires où ils en auraient trop reçu, c'est-à-dire l'administration et le soutien. Ils iront le chercher là où ils le peuvent. On ne laissera évidemment pas les malades périr au seuil des urgences, mais il existe mille façons de rogner en douce dans les services. Les malades ne sauront pas à quoi attribuer ce qui leur arrive – plus personne ne s'étonne que ce réseau tourne un peu carré. Mais le fait est que ce sont eux, et non l'administration, qui risquent de faire les frais de ces coupes précipitées.

Nous l'avons dit maintes fois, le système actuel ne nous en donne pas assez pour notre argent. Sa double couche de bureaucratie, à la fois régionale et centralisée à Québec, détourne une trop grande partie des fonds, et l'on peut penser qu'il y a aussi des sommes mal utilisées dans les établissements.

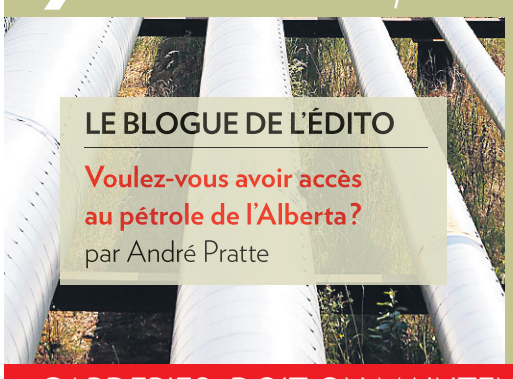
Il est donc heureux que le nouveau ministre de la Santé ait découvert un moyen de récupérer 50 millions de dollars par an. Par contre, il aurait dû annoncer ce resserrement pour le prochain exercice afin d'éviter que les hôpitaux ne prennent des décisions nuisibles aux patients.

Réjean Hébert a aussi annoncé son intention de regarder partout, du ministère aux centres de santé et de services sociaux (CSSS) en passant par les agences régionales, pour voir si l'argent est bien dépensé. Avec un tel critère, il ne devrait pas avoir de mal à trouver d'autres sommes à récupérer. Espérons que cette fois, il les emploiera à améliorer l'offre de soins de santé, et non à boucler le budget de son collègue des Finances à quelques semaines d'avis.



DROITS RÉSERVÉS / **serge.chapleau@lapresse.ca**

› LAPRESSE.CA/DEBATS



LE BLOGUE DE L'ÉDITO
Voulez-vous avoir accès au pétrole de l'Alberta?
par André Pratte

LA QUESTION DU JOUR
Dans son bulletin, la note de l'enfant est maintenant basée sur le jugement de l'enseignant, et non seulement sur les résultats de ses examens et évaluations. Êtes-vous d'accord?
Oui › 18 % Non › 76 %
Je ne sais pas › 6 %
Résultats à 19 h, hier – 8972 répondants

› GARDERIES: DOIT-ON MAINTENIR LE TARIF À 7 $? PARTICIPEZ AU **DÉBAT DU JOUR**

OPINION

Une prémisse erronée

Le financement de la recherche universitaire ne peut pas être consacré à d'autres fins

Ce texte est signé par 18 dirigeants d'institutions d'enseignement supérieur, dont Guy Breton, recteur de l'Université de Montréal, et Heather Munroe-Blum, rectrice de l'Université McGill. La liste complète des signataires est disponible sur lapresse.ca/debats.

Le processus qui nous mènera au Sommet sur l'enseignement supérieur est enfin lancé. Tous conviennent que cet exercice de réflexion sur l'enjeu crucial de la place des universités dans notre société est nécessaire, mais la discussion souhaitée ne pourra déboucher sur des consensus que si la démarche s'appuie sur des bases rigoureuses.

Or, le document préparatoire pour ce sommet reprend les chiffres d'une publication contestée de 2011 du ministère de l'Éducation sur le financement global de nos universités sans questionner sa méthodologie bancale. Ce qui est le plus préoccupant, c'est l'amalgame incorrect qu'on y retrouve des dépenses associées à la recherche subventionnée et aux infrastructures avec les coûts de fonctionnement.

L'auteur de ce document reconnaît lui-même qu'il «aurait été souhaitable de présenter des données distinctes pour la dépense de fonctionnement (sans les dépenses relatives à la recherche et aux immobilisations)». Mais voilà que ces données agrégées se retrouvent citées, notamment par la Fédération étudiante universitaire du Québec, pour mettre en doute le sous-financement des universités québécoises.

Au Québec, plus que nulle part ailleurs au Canada, le financement de la recherche occupe une part importante du budget universitaire. Les chercheurs québécois, nous en sommes fiers, performent très bien dans l'obtention de fonds pour la recherche subventionnée. Cependant, ces fonds n'appartiennent pas aux universités; les universités en sont les fiduciaires au nom des chercheurs et des équipes qui en ont fait la demande par la présentation de projets. Conformément aux règles des organismes subventionnaires provinciaux et fédéraux qui les octroient, ces fonds doivent être exclusivement consacrés aux projets de recherche ciblés pour lesquels ils ont été obtenus.

Le document préparatoire pour le Sommet sur l'enseignement supérieur reprend les chiffres d'une publication contestée de 2011 du ministère de l'Éducation sur le financement global de nos universités.

Ces fonds ne peuvent pas servir à la construction de nouvelles salles de classe ou à la mise sur pied de bibliothèques de pointe. Le financement de la recherche n'est pas non plus destiné à l'embauche de nouveaux professeurs pour réduire le ratio professeur-étudiants ou au salaire d'adjoints administratifs pour rédiger les rapports de reddition de comptes exigés par les gouvernements. Le financement de la recherche ne couvre pas les coûts d'électricité, de chauffage, d'entretien des bâtiments et des terrains.

Nos institutions font tout pour maintenir les conditions de qualité de formation et de recherche qui sont requises par les organismes d'agrément nationaux et internationaux. Dans une large proportion de nos programmes de formation – par exemple en médecine vétérinaire, en génie, en comptabilité, en sciences de l'éducation et en psychoéducation –, nous devons nous soumettre à ce processus d'accréditation et remplir les exigences de standards de qualité pour que nos étudiants soient reconnus dans leur profession. Les ordres professionnels comptent sur nous pour former la relève selon les critères élevés de ces organismes d'agréments, au bénéfice de la protection du public.

Voilà pourquoi l'analyse de la CREPUQ isole les données relatives aux coûts de fonctionnement. Selon le palmarès annuel du magazine *Maclean's*, les quatre universités québécoises offrant des programmes de médecine se classent parmi les cinq dernières quant au budget de fonctionnement par étudiant. Et selon une nouvelle étude du Conseil des universités de l'Ontario, l'ensemble des universités québécoises occupe la toute dernière place à cet égard.

Dans sa plateforme électorale, le Parti québécois a annoncé qu'il fallait réinvestir «de façon significative dans l'éducation supérieure», soutenant que «nous devons donc faire en sorte que nos établissements d'études supérieures se comparent aux meilleurs de la planète et que les Québécois puissent y accéder sans égard à leur condition économique». Ces engagements sont prometteurs. Espérons qu'ils prévaudront sur les arguments de ceux qui jouent l'avenir des étudiants et du Québec sur la base d'un portrait trompeur de la réalité financière avec laquelle les universités doivent composer.

À BIEN Y PENSER

Pour certaines fraudes, vols, non-paiements de contraventions, la cour impose des peines à purger dans la communauté, parfois assorties d'un nombre d'heures de service bénévole. J'ai déjà eu à superviser une personne qui devait « faire son temps » dans une banque alimentaire pour rembourser ses contraventions. Elle était au cellulaire tout le temps : aucune obligation de sa part. C'est très insultant et assez dégradant comme bénévole de constater que notre travail équivaut parfois à purger une peine pour un méfait…

— Solange Perreault, Laval

DÉBATS

Le camp du refus



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

L'élection du PQ a-t-elle redonné de l'élan à la souveraineté? Pas du tout. Au contraire, les trois quarts des Québécois sont très fiers de leur identité canadienne, et s'il y avait un référendum ces jours-ci, le résultat ressemblerait à celui de 1980: il y aurait 61 % de Non, voire plus, si l'on tient pour acquis que les 7 % qui « ne savent pas » auraient tendance à se ranger dans le camp du refus.

Le sondage CROP publié hier par l'Idée fédérale, réseau de réflexion sur le fédéralisme, ne réserve pas de surprise fracassante car il annonce un renforcement des tendances déjà observées ces dernières années.

Il comporte cependant plusieurs mauvaises nouvelles pour le gouvernement Marois, dans la mesure où il indique que la majorité de la population n'est pas sur la même longueur d'onde que le gouvernement sur quelque question que ce soit, qu'il s'agisse des priorités gouvernementales, du pétrole albertain ou de l'attitude envers Ottawa.

La victoire du PQ? Une simple volonté de changement; pas plus de 7 % souhaitaient un gouvernement « plus à gauche »… une donnée qui entre en contradiction avec l'orientation que s'est donnée le gouvernement Marois, dans son espoir d'attirer des électeurs de Québec solidaire.

Seulement 8 % souhaitaient un gouvernement « qui travaille pour la souveraineté ».

De toute façon, 67 % des Québécois pensent que la souveraineté n'adviendra jamais et qu'il s'agit d'un « débat dépassé ».

Et 56 % donnent raison à Stephen Harper quand il déclare que « les Québécois ne veulent pas rouvrir les vieilles chicanes constitutionnelles du passé », 65 % étant en désaccord avec Pauline Marois quand elle dit que le fait de « demeurer une province du Canada constitue un risque inacceptable pour le Québec ».

Au contraire, pensent 83 % des Québécois, « l'appartenance au Canada constitue un avantage pour le Québec dans le climat actuel d'incertitude économique mondiale ».

Toujours selon ce sondage, les priorités des Québécois ont bien peu à voir avec celles du gouvernement Marois.

La lutte contre la corruption, l'environnement et l'éducation, grandes priorités gouvernementales, arrivent respectivement en quatrième, cinquième et sixième place.

Pour les Québécois, il faut d'abord agir sur la croissance et l'emploi, la réduction des dépenses gouvernementales et la santé. Seulement 3 % considèrent que la récupération de nouveaux pouvoirs du fédéral est prioritaire!

Quant au rapatriement des programmes de soutien à la culture et de l'assurance-emploi, on est presque kif-kif: 45 % et 43 % pour, 39 % contre.

Sur la question-clé de l'identité, 87 % des francophones sont fiers d'être Québécois… mais 75 % le sont aussi de leur identité canadienne.

Sur le pétrole, les Québécois ne sont pas du tout sur la longueur d'onde que les ministres Breton et Ouellet.

Si 47 % (versus 34 %) des Québécois sont défavorables à l'exportation du pétrole de l'Ouest en Asie, ce n'est pas parce qu'ils se rangent du côté des environnementalistes de la Colombie-Britannique qui militent contre la construction d'un oléoduc, mais plutôt, peut-on déduire, parce qu'ils veulent ce pétrole pour eux-mêmes!

Une forte majorité des 74 % souhaite en effet qu'un pipeline transporte le pétrole albertain jusqu'au Québec plutôt que d'avoir à consommer du pétrole « provenant de pays étrangers ».

« C'est quand même fascinant d'observer qu'une population qui vient d'élire un gouvernement péquiste est de moins en moins favorable à la souveraineté », commentait hier Alain Giguère, le président de CROP.

Fascinant peut-être, mais sûrement pas étonnant, quand on sait que ce fut toujours le cas dans le passé. Durant les mois suivant les victoires du PQ en 1976 et en 1994, il n'y avait pas l'ombre d'une majorité pour la souveraineté.

Ferme, mais pacifique

Le nouveau pouvoir devrait maintenir la politique chinoise de non-alignement et de non-ingérence



JOCELYN COULON
L'auteur (j.coulon@umontreal.ca) est directeur du Réseau de recherche sur les opérations de paix et coordonnateur intérimaire du CERIUM à l'Université de Montréal.



PHOTO MARK RALSTON, AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Parti communiste chinois a clos hier son congrès en élisant un comité central qui doit consacrer Xi Jinping comme numéro un du régime.

Cette semaine, comme tous les 10 ans, les dirigeants chinois cèdent leur place à de nouveaux leaders. Ceux-ci auront la charge de mener à bon port une Chine prospère et sans complexe face au monde. Depuis quelques semaines, sinologues et commentateurs examinent le parcours des nouveaux venus afin de connaître les orientations internationales qu'ils ont l'intention d'imprimer à la Chine au cours de la prochaine décennie. Que nous réserve donc le nouveau pouvoir chinois?

Cela fait 30 ans que la Chine suscite des pronostics tant alarmistes qu'admirateurs sur la vigueur de sa croissance économique, la solidité de son système politique, la cohésion de sa société, et ses intentions géopolitiques. La plupart de ces pronostics se sont révélés faux ou exagérés.

Cela dit, la Chine est une grande puissance et il est possible de lire dans ses comportements une volonté, une politique. Longtemps ostracisée pendant le règne de Mao, elle a fait le pari de l'ouverture économique en 1979 en se tournant vers l'Occident. Ce fut et c'est toujours un succès. En politique étrangère, la Chine a fait un choix différent. Elle a refusé l'alignement sur Washington au même titre qu'elle avait rompu l'alliance avec l'Union soviétique. Le non-alignement et la non-ingérence ont été et sont toujours sa politique.

La Chine, contrairement aux États-Unis, refuse de se poser en modèle planétaire. Elle n'a aucune prétention hégémonique et son appareil militaire ne pose aucune menace à court et moyen terme. Sa politique étrangère est en fait une politique commerciale et cette option est patiemment cultivée par les dirigeants chinois depuis Deng Xiaoping.

Or, aujourd'hui, le paysage géopolitique a considérablement changé et la Chine en est largement responsable. Ses progrès économiques, ses investissements en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est, ainsi que son budget militaire en font une grande puissance qui bouscule l'ordre mondial et suscite craintes et interrogations. À tel point d'ailleurs qu'au début de l'année, Barack Obama a annoncé le redéploiement d'une partie de la flotte militaire américaine de l'Atlantique vers la région Asie-Pacifique afin de « contenir » la puissance chinoise.

Le nouveau président Xi Jinping détonne passablement dans le paysage politique chinois et laisse croire à des affinités particulières avec l'Occident.

Comment le nouveau président Xi Jinping va-t-il répondre à cette nouvelle donne? Le personnage est déroutant pour un Occidental. Ce politicien, qui aime les matchs de la NBA et Hollywood, est marié à une vedette de la chanson, sa fille étudie à Harvard, et il détonne passablement dans le paysage politique chinois tout en laissant croire à des affinités particulières avec l'Occident.

En même temps, il n'a pas caché son agacement devant la décision du président américain. Dans une entrevue publiée par le *Washington Post* en février dernier, M. Xi a estimé qu'au moment où les peuples cherchent la paix et le développement, « le fait d'accorder délibérément de l'importance à la sécurité militaire, d'augmenter les déploiements militaires et de renforcer les alliances militaires ne correspond pas aux souhaits de la plupart des pays de la région. »

La décision américaine fait l'objet d'interprétations différentes à Pékin. Pour certains, elle marque le début d'une nouvelle guerre froide, et la Chine doit maintenant reconsidérer sa politique de non-alignement et renouer avec les alliances, en particulier avec la Russie, afin d'y faire face. Pour d'autres, la Chine doit se garder de toute réaction intempestive par rapport aux États-Unis. Elle doit suivre la voie tracée il y a 30 ans et ne pas en déroger. Il en va de sa prospérité.

Xi Jinping connaît le prix que son pays a payé lors de la désastreuse révolution culturelle: il a passé six ans en « rééducation ». Cela, semble-t-il, en a fait un pragmatique, soucieux de stabilité. Sous sa direction, la Chine se montrera ferme face au monde, mais gageons que la prochaine décennie sera aussi paisible que la précédente.

Le retour du populisme

Le franc-parler de Denis Coderre rappelle l'ex-maire Camillien Houde



MARC TARUSSIO
L'auteur réside à L'Assomption et possède une maîtrise en administration publique de l'ENAP.

Denis Coderre sera candidat à la mairie de Montréal aux prochaines élections municipales en 2013. C'est du moins la rumeur abondamment véhiculée par les médias et entretenue par M. Coderre lui-même qui n'hésite pas à faire grand étalage de son vif intérêt pour la mairie de Montréal à la moindre occasion.

Le franc-parler de Denis Coderre n'est pas sans rappeler un autre politicien, mais d'une autre époque, avec lequel il partage plusieurs points en commun et qui, lui, a été maire de Montréal pendant de nombreuses années: Camillien Houde. Les deux politiciens, qui ont en outre été députés aux Communes, partagent un style politique similaire que plusieurs qualifient de populiste.

Ce populisme, qui a été l'apanage de plusieurs politiciens d'autrefois, dont Maurice Duplessis, tend à revenir en force de nos jours, surtout dans le contexte actuel de corruption qui favorise l'émergence et la diffusion d'un discours politique populaire.

Si elle se concrétise, la candidature de Denis Coderre à la mairie de Montréal tranchera avec le style de politiciens « gestionnaires » qu'a connu la métropole depuis plus d'une décennie.

Dans ses discours, Camillien Houde n'hésitait pas à s'afficher comme étant le défenseur des intérêts du « vrai peuple », par opposition à ceux de « la clique », qui profitait de leur position au sein de l'État pour obtenir des avantages.

M. Coderre lui-même, dans son premier discours aux Communes, s'est présenté comme « un vrai représentant des citoyens de la circonscription de Bourassa », laissant ainsi entendre que plusieurs députés à Ottawa, particulièrement ceux du Bloc québécois, étaient davantage enclins à défendre leurs propres intérêts plutôt que ceux de la population.

Denis Coderre et Camillien Houde sont également tous deux nationalistes. Denis Coderre n'a pas ménagé ses efforts pour défendre et promouvoir le fait français au Canada, thème particulièrement cher aux nationalistes canadiens-français depuis bien avant la Confédération. M. Coderre faisait ainsi écho à l'ex-maire Houde, lequel reprochait notamment à Louis St-Laurent sa timidité à défendre la langue française dans les années 40 et de privilégier les provinces de langue anglaise au détriment de sa propre province, le Québec.

Il est manifeste que la candidature de Denis Coderre à la mairie de Montréal tranchera, si elle se concrétise, avec le style de politiciens « gestionnaires » qu'a connu la métropole depuis plus d'une décennie. Il y a fort à parier que M. Coderre n'hésitera pas à rappeler au peuple qu'il est authentique, près des préoccupations des gens, et que les Montréalais n'ont pas besoin de BIXI, mais de logements sociaux de qualité, de routes en bon état et d'impôts fonciers raisonnables. Bref, des thèmes populistes.



SiriusXM

LES RECRUES DODGE

FIER COMMANDITAIRE DU HOCKEY MINEUR PARTOUT AU CANADA

VIVE LA VENTE D'HIVER

L'ÉVÉNEMENT DES FÊTES



Dodge Journey SXT 2012
avec équipement optionnel montré**

LE MULTISEGMENT LE PLUS VENDU√.
LE MOMENT POUR L'ACHETER LE PLUS ATTENDU.

38 MPG^Δ
7,5 L /100 KM
SUR ROUTE

283 CH

TOP SAFETY PICK 2012
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY
« MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ » SELON L'IIHS

AJAC www.ajac.ca
ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA
MEILLEUR UTILITAIRE/ MULTISEGMENT DE MOINS DE 35 000 $ EN 2012 SELON L'AJAC

DODGE JOURNEY SE 2012

LE MULTISEGMENT INTERMÉDIAIRE LE PLUS ABORDABLE AU PAYS¥

À PARTIR DE :

19 995 $‡

LE PRIX COMPREND 2 000 $Ω DE REMISE AU COMPTANT, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

OU CHOISISSEZ

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE
115 $±
AUX DEUX SEMAINES POUR 96 MOIS
FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS

OU CHOISISSEZ

BONI des FÊTES de 500 $ sur modèles sélectionnés^

DODGE JOURNEY SXT 2012

- V6 Pentastar^MC de 3,6 L à VVT de 283 ch
- Transmission automatique 6 vitesses
- Deux sorties d'échappement chromées
- Phares antibrouillards
- Alarme de sécurité
- Roues d'aluminium de 17 po

OBTENEZ UN TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT DE
3,99 %
JUSQU'À 60 MOIS▪

CHOIX DE MOTEUR 4 CYLINDRES OU V6, AMÉNAGEMENT DE 5 OU 7 PLACES, TRACTION OU TRANSMISSION INTÉGRALE

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP^MD | DODGE | RAM DU QUÉBEC

www.dodge.ca/offres

MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.

15 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8,1 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.

RAM DODGE CHRYSLER Jeep^MD

SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES

« Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2012 et 2011 de Chrysler Canada. L'affirmation 8,1 L/100 km ou moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme *ÉnerGuide 2012*. Les méthodes d'essai utilisées sont celles de Transport Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *ÉnerGuide*. **Le consommateur avisé lit les petits caractères :** ‡, Ω, ±, ▪, ¥, Δ, ^, √. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 10 et le 30 novembre 2012 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 500 $) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Aucuns frais supplémentaires ne seront ajoutés aux prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 $) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule (lorsque applicable). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. ‡ Le prix d'achat s'applique au Dodge Journey SE 2012 (JCDH49 + 22F) : **19 995 $**. Le prix d'achat comprend, le cas échéant, une remise au comptant. Ω Les remises au comptant (Dodge Journey SE 2012 : 2 000 $) sont offertes sur la plupart des modèles neufs 2012 et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. ± Le taux de financement à l'achat de 4,49 % jusqu'à 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia, Financement Auto TD et Ally Crédit Canada sur la plupart des modèles Chrysler, Jeep, Dodge et Ram 2012. Exemple : Dodge Journey SXT 2012 avec équipement optionnel (JCDP49 + 28K + WP4) montré : **24 895 $** (incluant une remise au comptant de 2 000 $, un boni au comptant de 1 000 $ et un boni des fêtes additionnel de 500 $) et une obligation totale de 23 820,16 $. ▪ Le taux de financement à l'achat de 3,99 % jusqu'à 60 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia, Financement Auto TD et Ally Crédit Canada sur la plupart des modèles Chrysler, Jeep, Dodge et Ram 2012. Exemple : Dodge Journey SXT 2012 avec équipement optionnel (JCDP49 + 28K + WP4) montré : **24 895 $** (incluant une remise au comptant de 2 000 $, un boni au comptant de 1 000 $ et un boni des fêtes additionnel de 500 $) et une obligation totale de 23 820,16 $. ▪ Le taux de financement à l'achat de 3,99 % jusqu'à 60 mois sans aucun acompte équivaut à 208 paiements aux deux semaines de 114,52 $, des frais de crédit de 3 825,16 $ et une obligation totale de 25 827,10 $. ** Prix du modèle Dodge Journey SXT 2012 avec équipement optionnel (JCDP49 + 28K + WP4) montré : **24 895 $** (incluant une remise au comptant de 2 000 $, un boni au comptant de 1 000 $ et un boni des fêtes additionnel de 500 $). Les modèles montrés peuvent différer légèrement de ceux offerts à la vente. Les prix d'achat comprennent, le cas échéant, une remise au comptant (Dodge Journey SE 2012 : 2 000 $) sont offertes sur la plupart des modèles neufs 2012 et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. Le taux de financement à l'achat de 4,49 % jusqu'à 96 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia, Financement Auto TD et Ally Crédit Canada sur la plupart des modèles Chrysler, Jeep, Dodge et Ram 2012. Exemple : Dodge Journey SE 2012 (JCDH49 + 22F) avec un prix d'achat de **19 995 $** financé à un taux de 4,49 % pour 96 mois sans aucun acompte équivaut à 208 paiements aux deux semaines de 198,67 $, des frais de crédit de 2 432,10 $ et une obligation totale de 23 427,10 $. Le boni des Fêtes au comptant de 500 $ sera déduit du prix négocié après l'application des taxes ou peut être remplacé par un financement à l'achat de 3,99 % jusqu'à 60 mois sans aucun acompte équivaut à 130 paiements aux deux semaines de 198,67 $, des frais de crédit de 1 540,10 $ et une obligation totale de 21 535